

هكذا صالحي

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13244 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - VENDREDI 28 AOUT 1987

SERVICES	MINUTE
Actualités	1
Économie	2
Politique	3
Culture	4
Sport	5
Environnement	6
Sciences	7
Éducation	8
Santé	9
Loisirs	10
Services	11

Un raid libyen a fait des victimes à Faya-Largeau

Le raid libyen a fait des victimes à Faya-Largeau, capitale du Tchad. Les forces armées libyennes ont lancé une offensive contre les troupes françaises et tchadiennes. Des combats acharnés ont eu lieu, entraînant la mort de plusieurs personnes. Les libyens ont également détruit des infrastructures militaires. Les forces de l'ordre tentent de contenir l'avancée de l'ennemi.

Une plate-forme pétrolière s'effondre en mer Caspienne

Une plate-forme pétrolière s'est effondrée en mer Caspienne. L'incident a entraîné la perte de plusieurs tonnes de pétrole. Les responsables de la plateforme ont tenté de limiter les dégâts, mais le gisement a continué de fuir. Des équipes de secours sont déployées pour récupérer le pétrole et évaluer les dommages.

Un accident assez grave

Un accident assez grave s'est produit. Des personnes ont été blessées. Les secours sont intervenus rapidement. Les causes de l'accident sont encore à l'étude.

PEUVENT COMPTER
SERVICE APRÈS VENTE
NATIONAL COMPUTER
UTRES RESTENT EN

INTERNATIONAL COMPUTER
Le micro sans problème

La décision de la RFA de renoncer aux Pershing 1-A

La voie est ouverte à un accord soviéto-américain sur les fusées intermédiaires

Feu vert

La promesse faite, le mercredi 26 août, par le chancelier Kohl, de détruire les soixante-douze lanceurs de type Pershing 1-A dont dispose la RFA dès qu'un accord américano-soviétique sera conclu pour supprimer tous les missiles à portée intermédiaire, devrait permettre à Washington et à Moscou de progresser à grande vitesse dans la négociation du premier traité significatif en matière de désarmement nucléaire. Telle est en tout cas la conviction du président Reagan, qui n'a pas attendu vingt-quatre heures pour remercier M. Helmut Kohl. La réaction soviétique sera sans doute positive, mais on voit mal comment elle pourrait ne pas être positive puisque Moscou réclamait à cor et à cri le démantèlement de ces vecteurs ouest-allemands.

La résistance du chancelier Kohl, qu'on devinait peu résolu, aura finalement été de brève durée. Comment aurait-il pu endosser la responsabilité d'un échec des négociations américano-soviétiques ? C'est déjà un point positif pour son opposition social-démocrate, d'autant plus que le gouvernement ouest-allemand était lui-même divisé sur la question. M. Genscher, le ministre fédéral des affaires étrangères, notamment, avait pris parti en faveur du démantèlement des Pershing 1-A.

Le chancelier a-t-il été soumis à de discrètes pressions américaines pour lever le dernier obstacle important sur la voie d'un accord de désarmement ? On le nie à Washington et à Bonn, et c'est peut-être exact : l'abandon des déclarations des Pershing 1-A était, en effet, une condition nécessaire au succès de la visite que M. Helmut Kohl, le samedi 10 août, s'apprête à effectuer au début du mois de septembre en RFA. Et le chancelier pouvait difficilement prendre le risque d'hypothéquer un événement aussi symbolique.

Pour sauver la face, M. Kohl n'a pas entièrement donné satisfaction à l'Union soviétique, qui exigeait une prise en compte formelle des Pershing 1-A dans l'accord américano-soviétique. A en croire le chef de la coalition au pouvoir à Bonn, il n'en ira pas ainsi, et c'est par une décision unilatérale que les vecteurs ouest-allemands seront détruits après la conclusion et la ratification du traité américano-soviétique. Il serait étonnant que Moscou, après les protestations d'usage, ne se satisfasse pas de cette solution, même si elle lui interdit de prendre en compte ce qu'on pourrait considérer comme une force tierce. La rumeur devrait être bien accueillie à Londres et à Paris, où l'on sait pertinemment que se posera tôt ou tard le problème des forces de dissuasion britannique et française.

Une chose est désormais sûre : après l'engagement de M. Kohl et la simplification, si on ose dire, des procédures de vérification demandées par Washington, la conclusion de l'accord sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire n'est plus qu'une question de semaines, et sera sans doute « bouclée » à la mi-septembre, lorsque M. Genscher, le ministre fédéral des affaires étrangères, se rendra à Washington. La visite du chef de la diplomatie soviétique pourrait même permettre de s'entendre sur les dates d'un sommet Reagan-Gorbatchev, au cours duquel serait signé le fameux accord. C'est manifestement ce qu'espère le chef de la Maison Blanche pour tenter de faire oublier ses déboires de « l'étranger » et la bataille quotidienne qu'il mène avec un Congrès en rupture de réconciliation.

WASHINGTON correspondance

Les déclarations du chancelier Kohl ont quelque peu éclipé le discours du président Reagan prononcé par la Maison Blanche comme un très important rappel des positions américaines sur les relations Est-Ouest. Les milieux officiels démentent catégoriquement avoir exercé des pressions sur le gouvernement allemand pour l'amener à prendre une initiative qui, s'ajoutant au revirement américain sur le problème de la vérification, ouvre la voie à un accord rapide à Genève sur l'élimination de tous les engins nucléaires de portée intermédiaire.

(INF). Il apparaît néanmoins que les deux gouvernements se sont concertés pour permettre au président Reagan de remercier publiquement le chancelier Kohl d'avoir éliminé l'« obstacle artificiel » des 72 Pershing 1-A. Le président aurait, d'autre part, écrit personnellement au chancelier pour lui exprimer sa gratitude.

« Les Soviétiques », a dit le président, peuvent maintenant démontrer qu'ils désirent vraiment un traité sur les INF en répondant de manière constructive à nos propositions plutôt que d'élever des barrières artificielles sur la voie d'un accord. »

HENRI PIERRE.
(Lire la suite page 6.)

Privatisation des assurances et coups en Bourse

La protection des épargnants provoque une polémique

En dépit des apaisements apportés par les autorités boursières et des finances, la polémique sur la protection des épargnants franchit une nouvelle étape. Dans une déclaration au « Monde », M. Denis Kessler, président du Comité des usagers des services bancaires, réclame « une plus grande transparence des opérations financières dans l'intérêt de tous ». Le secrétaire d'Etat à la consommation, M. Jean Arthuis, estime qu'il faut « donner au citoyen, qu'il soit consommateur ou actionnaire, les moyens juridiques de se défendre ».

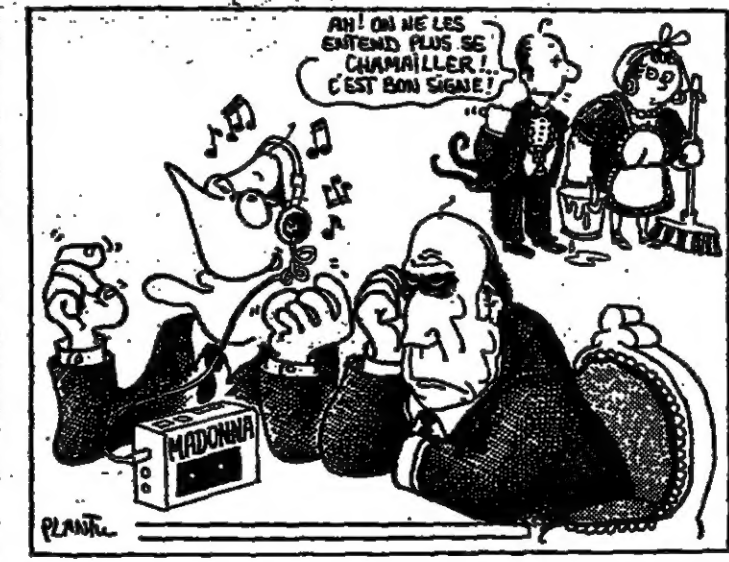
« En France, les relations entre les banques et leurs clients, les entreprises et leurs actionnaires, les sociétés d'assurance et leurs assurés restent encore trop souvent opaques et asymétriques. C'est en ces termes que M. Denis Kessler, président du comité des usagers des services bancaires, commente la situation actuelle. Alors que M. Jean Arthuis se déclare favorable à l'action de groupe de défense des petits actionnaires et que la polémique sur les intérêts des assurés-vie dans le cadre de la privatisation des compagnies d'assurances rebondit, M. Denis Kessler estime qu'il faut que « s'instaurent de véritables relations contractuelles dans le domaine finan-

(Lire page 26 l'article de ERIK IZRAELEWICZ et de DOMINIQUE GALLOIS.)

Le différend entre M. Mitterrand et M. Chirac sur la Nouvelle-Calédonie

La cohabitation et le fantôme du colonialisme

Alors qu'à Nouméa huit militants indépendantistes ont été interpellés, le jeudi 27 août, on minimise à Paris, dans l'opposition comme dans la majorité, la portée de la confrontation qui a eu lieu mercredi au conseil des ministres entre M. Mitterrand et M. Chirac sur la Nouvelle-Calédonie.



Les beaux habits de la cohabitation - coexistence ont subi tant d'accrocs, depuis le 16 mars 1986, qu'ils devraient être en haillons, et ceux qui les portent, décapités. Or M. Chirac et M. Mitterrand n'ont pas l'air d'épouvantails. Ils portent beau. Le contrat institutionnel qu'ils ont signé voilà bientôt dix-huit mois tient encore le coup.

« Rien ne serait plus dangereux qu'une rupture en 1988 », affirme le premier ministre, afin que les Français lui accordent la continuité à l'occasion de l'élection présidentielle, c'est-à-dire assurent la pérennité de la majorité actuelle en lui donnant aussi l'Elysée. Rien ne serait plus dangereux, surtout, pour le couple présidentiel, qu'une rupture avant 1988. M. Raymond Barre en ferait ses choux gras. M. Chirac, qui a connu des hauts et des bas peut faire son profit d'une fin de cohabitation paisible, s'il gère bien sa maison, sans drame et en obtenant quelques modestes résultats sociaux et économiques. Nul n'attend plus de miracle depuis que la gauche, par l'absurde, a démontré que les miracles n'existent pas.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 9.)

EN LIBRAIRIE LE 10 SEPTEMBRE

Geneviève BRISAC

Les filles
roman

GALLIMARD

La rentrée littéraire

Flot d'histoire, crue de romans

L'automne sera pressé. La rentrée littéraire débute sous le signe de l'impatience. Deux dates lui donnent la fièvre : 1988, l'année électorale, et 1789, celle des bouleversements. Les titres qui sont annoncés ou qui emplissent déjà les librairies l'indiquent clairement : les romans politiques sont entrés en campagne et se font un « lifting » dans des biographies ou des professions de foi, tandis que l'on ranime les fantômes de Robespierre, Danton, Saint-Just.

Les Français aiment commémorer : ils s'y prennent très tôt pour célébrer le bicentenaire d'une révolution qui n'a pas fini de remuer les esprits ni d'enflammer les antagonismes. Ainsi la France sera invitée, cet automne, à méditer sur elle-même : sur l'avenir qu'elle souhaite et sur le passé qui l'habite.

Les romans seront très nombreux, comme à l'accoutumée : plus de deux cents. Mais beaucoup d'auteurs confirmés se sont livrés de parodie, redoutant que les passions électorales ne leur fassent de l'ombre l'année prochaine. Les débutants seront une cinquantaine. La plupart de ces nouveaux romanciers apprendront à modérer leurs espérances. Ils sauront que la majorité des livres accomplissent, en librairie, un usage durable. Ils parient peut-être sur « la lenteur de l'avenir », comme le dit un titre de cette rentrée. Au moment où la culture se lamente sur les mauvais jours qu'elle traverse, on nous offre tous les instruments du savoir. Il faut croire que les Français aiment à faire cohabiter les contraires.

Une bonne nouvelle : la littérature étrangère confirme sa percée. Une centaine d'ouvrages, nées sous d'autres cieux, viendront encore enrichir l'imaginaire national, et rabaisser les prétentions de l'esprit de clocher. Même immobiles, les voyages sont toujours recommandés.

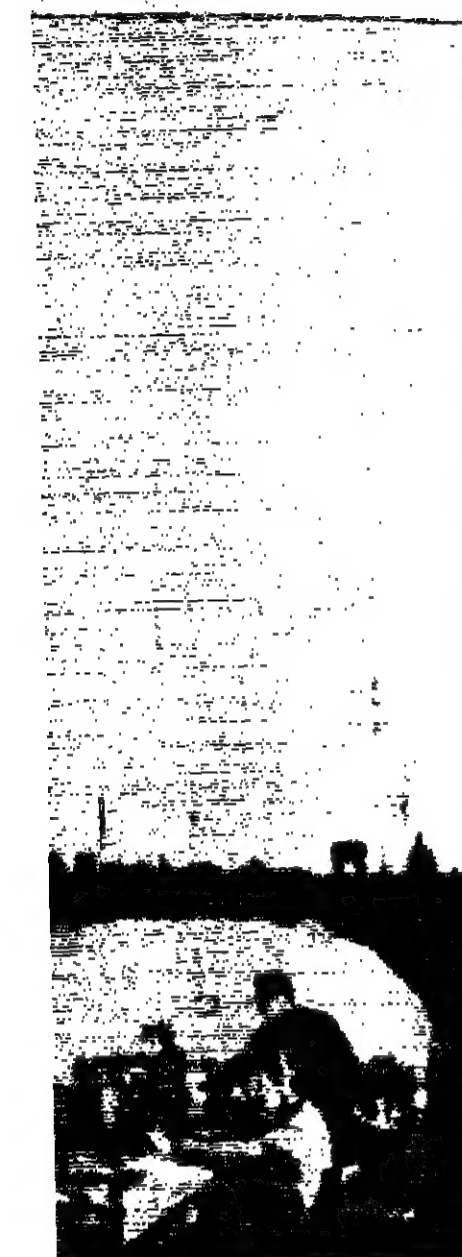
FRANÇOIS BOTT.
(Lire pages 12 et 13.)

Le Monde DES LIVRES

- Lettres étrangères : « Mrs. Craddock », un inédit de Somerset Maugham.
- Ethnologie : les mauvais sauvages de Colin Turnbull.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « En avant, calme et droit », de François Nourissier.

Pages 11 à 16

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 146 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 10,80 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 338 F CFA ; Suède, 11,50 sh. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.



La nuit est tombée sur la ville. Les rues sont désertes, seules quelques lumières de voitures ou de bâtiments lointains tracent des trajectoires dans le noir. L'air est froid et humide, comme d'habitude en cette saison. On sent le poids du silence qui s'installe peu à peu, envahissant les coins les plus cachés de la ville. Les pas se font rares, les conversations s'éteignent. C'est un moment de solitude absolue, où l'on se sent seul au milieu d'une foule. Les ombres se prolongent, s'allongent, prennent des formes étranges. On a l'impression que quelque chose se joue, quelque chose de grand, de décisif. Mais rien n'arrive, tout reste en suspens, dans une attente éternelle. Le temps semble s'être arrêté, figé dans ce moment de transition entre le jour et la nuit, entre l'activité et le repos. C'est une sensation étrange, à la fois apaisante et inquiétante. On se demande ce qui se passe vraiment, ce qui se cache derrière ces apparences de calme. Mais pour l'instant, on se contente de respirer, de sentir le froid de l'air, de regarder les lumières lointaines. C'est tout ce qu'il faut, pour l'instant.

La nuit est tombée sur la ville. Les rues sont désertes, seules quelques lumières de voitures ou de bâtiments lointains tracent des trajectoires dans le noir. L'air est froid et humide, comme d'habitude en cette saison. On sent le poids du silence qui s'installe peu à peu, envahissant les coins les plus cachés de la ville. Les pas se font rares, les conversations s'éteignent. C'est un moment de solitude absolue, où l'on se sent seul au milieu d'une foule. Les ombres se prolongent, s'allongent, prennent des formes étranges. On a l'impression que quelque chose se joue, quelque chose de grand, de décisif. Mais rien n'arrive, tout reste en suspens, dans une attente éternelle. Le temps semble s'être arrêté, figé dans ce moment de transition entre le jour et la nuit, entre l'activité et le repos. C'est une sensation étrange, à la fois apaisante et inquiétante. On se demande ce qui se passe vraiment, ce qui se cache derrière ces apparences de calme. Mais pour l'instant, on se contente de respirer, de sentir le froid de l'air, de regarder les lumières lointaines. C'est tout ce qu'il faut, pour l'instant.

هكذا من الأهل

Etranger

Le Monde • Vendredi 28 août 1987 • 3

CORÉE DU SUD : en marge de l'agitation sociale

Les grandes manœuvres pour l'élection présidentielle

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Dans le quartier ouvrier de Koro à Séoul, des passants lisent le *Journal des travailleurs*, une publication dont le premier numéro est sorti le 15 août et qui, il y a quelques mois, aurait été considérée comme un brûlot subversif et confisqué sur-le-champ.

Dans le métro, des vendeurs ambulants passent de voiture en voiture proposant des livres sur Kim Dae Jung, l'un des dirigeants de l'opposition et la « bête noire » du régime Chun. Près de deux cents chansons « pop », jugées « amérales », « décadentes » ou « révolutionnaires » ne sont plus interdites et les journaux, sans être vraiment audacieux, jouissent désormais d'une liberté d'expression inconnue auparavant.

La loi de 1980 sur la presse va être abolie par le Parlement et déjà le bureau chargé de la « politique d'information publique », en d'autres termes la censure, « s'est impudemment évaporé », nous dit le rédacteur en chef d'un grand quotidien. Même la télévision, média asservi s'il en fut aux exigences du pouvoir et à la glorification du président, bénéficie d'une latitude surprenante dans ses programmes : elle donne en particulier régulièrement la parole aux personnalités de l'opposition.

Si certains producteurs ne se sont pas encore habitués de leur vieille habitude de prendre des instructions auprès de la présidence avant de faire un commentaire, la crainte de ne pas déplaire au pouvoir n'est plus la préoccupation majeure des journalistes de télévision. Récemment

encore, la chaîne Munhwa, nous raconte un de ses employés, n'aurait pas dû acheter des poissons au marché pour garnir les filets de passe-temps sur les bords de la Han, simplement parce que l'assainissement du fleuve était une réalisation à mettre au crédit du président Chun ?

Depuis l'annonce, le 29 juin, du programme de démocratisation de M. Roh Tae Woo, dauphin de M. Chun, les Sud-Coréens goûtent une liberté à laquelle ils n'étaient pas habitués. Ils bénéficient sans doute des hésitations du pouvoir. D'un côté, le président Chun met en garde contre les « éléments subversifs » (le *Monde* daté 23-24 août), de l'autre, M. Roh Tae Woo continue à jouer la carte de l'ouverture : prenant à contre-pied le ministère de la justice, il avait annoncé, par exemple, quelques jours auparavant, qu'il était favorable à de nouvelles libérations de prisonniers politiques considérés par le pouvoir comme des éléments subversifs (ils seraient au nombre de six cents selon les autorités et près d'un millier selon les opposants). M. Roh Tae Woo paraît prisonnier de ses promesses et soucieux, avant tout, de consolider son image dans la population en vue de l'élection présidentielle de décembre.

Dans les milieux politiques, on tend à considérer l'agitation sociale actuelle comme une « poussée de fièvre inévitable ». Il s'agit avant tout de la contenir par une attitude conciliante afin d'éviter les dérapages. La rentrée universitaire s'annonce tumultueuse compte tenu d'une radicalisation du mouvement étudiant dont

tend à prendre le contrôle la nouvelle association des universités de Séoul (*Sodaehyop*), formée il y a deux mois comme organe de coordination des luttes, et qui, bien que distincte des deux grandes organisations (*chemintu* et *minintu*), a épousé leur rhétorique marxiste et leur activisme.

Le pouvoir est, en outre,

— qui, dans le passé, lui assurait un solide avantage mais risque de le desservir dans le climat actuel, — l'opposition est harcelée par les dissidents. Suivent l'exemple philippin, ces derniers entendent créer un organisme de surveillance du déroulement des élections (comme la Namfrel aux Philippines) et faire de la radio chrétienne une autre Radio-

leurs pas à la mentalité coréenne : « Nous n'avons pas de tradition de partage de l'autorité comme les Japonais l'ont pratiquée avec leur empereur et le shogun ; ici, celui qui a le pouvoir prend tout », commente notre interlocuteur.

De fait, les deux Kim consolident chacun pour soi leur base. Kim Young Sam, président du PRD, utilise l'appareil du parti pour renforcer son assise personnelle en province. Kim Dae Jung, qui compte sur son charisme, a créé une Fédération démocratique des jeunes que dirigera son fils, Kim Hong Il. Il doit entreprendre, début septembre, une grande tournée dans le pays dont il espère qu'elle confirmera l'audience qu'il avait en 1971 lorsqu'il se présenta contre Park Chung Hee et faillit être élu.

Les partisans de Kim Young Sam, la faction Sangoo-dong (du nom de son quartier) opposée à celle de Tonggyo-dong (celui où réside Kim Dae Jung) font valoir qu'il existe un « front des vetos » contre le rival de leur chef : non seulement au sein du parti, mais aussi de l'armée (une déclaration, fin juillet, du chef d'état-major ne laissait aucun doute sur le sentiment d'une partie des militaires) et même de l'Eglise, force morale de la dissidence.

L'élection présidentielle est fixée à décembre. Depuis deux mois, les Sud-Coréens goûtent une liberté à laquelle ils n'étaient pas habitués...

confronté à une opposition politique le Parti pour la rédemption démocratique (PRD), dont le programme reste vague et se réfugie volontiers dans la sacro-sainte populisme. Le PRD a ses problèmes et se soucie avant tout de se forger une image d'alternative crédible : une tâche ardue compte tenu de ses divisions internes et de la rivalité de plus en plus âpre entre les deux Kim (M. Kim Young Sam et Kim Dae Jung), guidés avant tout par leurs ambitions personnelles.

Tant la majorité gouvernementale, le Parti pour la justice et la démocratie (PJD) que l'opposition manœuvrent en fonction de l'échéance électorale. En juillet, M. Roh Tae Woo a « purgé » la direction de son parti des « faucons » qui y séjournent, tous d'anciens généraux ayant participé au putsch de fin 1979 qui amena le général Chun au pouvoir.

Tandis que le PJD essaye de se constituer en province une base démarquée de l'appareil d'Etat

Veritas (la station radiophonique des jésuites à Manille) qui joue un rôle déterminant dans le renversement du régime Marcos).

La lutte entre les deux Kim

Mais le plus grave défi auquel est confrontée l'opposition est son manque évident de cohésion. Loin de s'attacher, la lutte d'influence entre les deux Kim s'intensifie. Et même lorsque finalement aura été choisi celui qui, en décembre, sera le candidat opposé à M. Roh Tae Woo, cette rivalité ne cessera pas pour autant, affirme un observateur coréen de la scène politique : « Au contraire ce sera le début d'une guerre d'usure ».

Le scénario auquel on pense en général, un président en titre et un « shogun de l'ombre », qui, à la tête d'un parti majoritaire, partagerait le pouvoir, ne semble convenir à aucun des deux Kim et ne correspond d'ail-

leur pas à la mentalité coréenne : « Nous n'avons pas de tradition de partage de l'autorité comme les Japonais l'ont pratiquée avec leur empereur et le shogun ; ici, celui qui a le pouvoir prend tout », commente notre interlocuteur.

De fait, les deux Kim consolident chacun pour soi leur base. Kim Young Sam, président du PRD, utilise l'appareil du parti pour renforcer son assise personnelle en province. Kim Dae Jung, qui compte sur son charisme, a créé une Fédération démocratique des jeunes que dirigera son fils, Kim Hong Il. Il doit entreprendre, début septembre, une grande tournée dans le pays dont il espère qu'elle confirmera l'audience qu'il avait en 1971 lorsqu'il se présenta contre Park Chung Hee et faillit être élu.

Les partisans de Kim Young Sam, la faction Sangoo-dong (du nom de son quartier) opposée à celle de Tonggyo-dong (celui où réside Kim Dae Jung) font valoir qu'il existe un « front des vetos » contre le rival de leur chef : non seulement au sein du parti, mais aussi de l'armée (une déclaration, fin juillet, du chef d'état-major ne laissait aucun doute sur le sentiment d'une partie des militaires) et même de l'Eglise, force morale de la dissidence.

La rumeur court que le cardinal Kim, archevêque de Séoul, cherche à dissuader M. Kim Dae Jung de se présenter à l'élection présidentielle, lui rappelant qu'il avait renoncé à cette candidature le 5 novembre dernier et que, surtout, celle-ci risquerait de diviser le pays et d'aviver l'agacement des militaires. La proposition de M. Kim Dae Jung, le 15 août, anniversaire de l'indépendance, de créer une

Amériques

ARGENTINE : le scrutin du 6 septembre

La faible avance de son parti incite le président Alfonsín à participer activement à la campagne électorale

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le 6 septembre, les quelque vingt millions d'électeurs argentins vont devoir renouveler la moitié de la Chambre des députés et la totalité des gouverneurs de province. Elections historiques puisque c'est la première fois depuis trente-cinq ans que des gouvernements démocratiquement élus succéderont à d'autres gouvernements démocratiquement élus (en 1983, lors du rétablissement du régime constitutionnel). L'enjeu est d'importance pour le gouvernement. Selon les sondages, les radicaux du président sont de peu en tête (36 %), talonnés par les peronistes (34 %), avec un chiffre inquiétant pour l'exercice de la démocratie, de 30 % d'indécis.

Ce dernier chiffre a amené le président Alfonsín à participer à la campagne plus directement qu'il n'avait promis de le faire. Ainsi il est intervenu sous couvert d'inauguration de diverses salves de discours appropriés, puis encore plus ouvertement lundi soir lors d'une émission télévisée de près de deux heures intitulée « Les Argentins et leur président ».

« Je ne veux ni ne souhaite être de nouveau président », a-t-il affirmé, en réponse à ceux qui l'accusent de vouloir réformer la Constitution — qui interdit de briguer deux mandats présidentiels successifs — pour pouvoir se faire réélire.

Après la loi instituant le divorce, celle établissant l'égalité entre le père et la mère en matière d'autorité parentale, le transfert de la capitale à Viedma et les progrès pour atteindre aux droits de l'homme sous la dictature, cette réforme constitutionnelle est le dernier grand dessein du chef de l'Etat. Pour lui, elle permettrait d'assurer la pérennité du régime démocratique. « Il y a eu en Argentine des régimes qui, pour être constitutionnels, n'en étaient pas moins franchement autoritaires », a-t-il rappelé lundi soir. Pour éviter cela, il veut réduire les pouvoirs du président en établissant un régime plus parlementaire et en créant un poste de premier ministre.

Certains le soupçonnent d'ailleurs de briguer ce poste, idée qu'il a contribué à renforcer en affirmant qu'après 1989 il espérait bien « continuer à servir le pays ».

Il lui reste deux ans de mandat pour faire adopter cette réforme par le Parlement. Mais si ses partisans radicaux devaient perdre la majorité au Parlement, M. Alfonsín pourrait dire adieu à son projet. « Si nous perdons, à adieu un membre du cabinet présidentiel, il ne nous restera qu'à durer jusqu'en 1989 ».

Même cela serait problématique. Des problèmes, le chef de l'Etat en a déjà plus que son compte. « Je ne crois pas qu'il y ait eu un seul président argentin qui ait été confronté à autant de difficultés que moi », a-t-il déclaré avant de faire un bilan de ses trois ans et demi de gestion. « Nous progressons à grands pas », a-t-il cependant affirmé, « c'est pour quoi je souhaite que le peuple argentin ne désespère pas ». Et il a donné des chiffres : 41 000 nouveaux postes d'enseignants, un PIB en augmentation de 5 % en 1986, 11 % d'augmentation des exportations de produits manufacturés pour le premier semestre 1987.

Une dose de libéralisme

S'il a admis la chute de l'excédent de la balance commerciale (estimé à 1 milliard de dollars pour 1987 au lieu des 2 milliards escomptés), il l'a mise au compte de la dégradation des prix internationaux qui, a-t-il affirmé, « nous a fait perdre 7 milliards de dollars au cours des trois dernières années ».

Le président Alfonsín a appelé ses concitoyens à ne pas baisser les bras et à « faire des efforts ». Un mot d'ordre que les Argentins commencent à connaître pour l'avoir beaucoup entendu ces derniers temps. Efforts pour admettre la hausse du prix de la vie avec une inflation qui, pour la première fois depuis la mise en place du plan Austral il y a deux ans, a passé la barre des 10 % en juillet ; efforts pour supporter l'inconvénient des grèves incessantes de ces dernières semaines qui les ont privés de gaz — donc de chauffage en plein hiver austral, — de carburants, de trains, d'hôpitaux publics, d'écoles ; efforts encore pour « digérer » la rébellion militaire d'avril dernier, la sensation d'avoir été manipulés, appelés au secours de la démocratie alors que tout se tramait en coulisses. L'arrogance dont font preuve les forces armées depuis lors et les incidents qui se multiplient — enlèvements, torture de militants de gauche, arrestations policières — n'ont pu qu'accroître le malaise des Argentins.

Le gouvernement, pour tenter au moins de relancer l'activité économique, a renoncé aux options idéologiques traditionnelles des radicaux. Il a opté pour une bonne dose de libéralisme afin de rendre l'initiative au secteur privé et dans l'espoir de débarrasser l'Etat de l'énorme poids que constitue le déficit du secteur public (85 % du déficit budgétaire global l'an dernier). Une maladie chronique de l'économie argentine, depuis qu'il y a quarante ans Peron a ordonné les premières nationalisations.

Les projets actuels semblent être l'objet d'un consensus dans la majeure partie de l'opinion et de la classe politique. Il n'en sera peut-être plus ainsi lorsque la « déréglementation » remettra en question certaines conquêtes sociales, lorsque les industriels devront renoncer aux privilèges fiscaux ou aux crédits accordés à des taux préférentiels. Pour le moment, l'opinion vent croire à la « potion magique » libérale comme thérapeutique.

CATHERINE DERIVERY.

NICARAGUA : la mise en route du plan de paix

La composition de la « commission de réconciliation » soulève de vives réserves

Six des onze partis de l'opposition nicaraguayenne ont rejeté, le mercredi 26 août, le choix de M. Mauricio Diaz, dirigeant du Parti populaire social chrétien et vice-président de l'Assemblée nationale, comme leur représentant au sein de la « commission de réconciliation » nationale, en l'accusant de « collaboration » avec le gouvernement de Managua qui a procédé à sa nomination. Les autorités sandinistes ont également choisi le cardinal Miguel Obando y Bravo, pour représenter l'Eglise catholique, le vice-président nicaraguayen Sergio Ramirez, pour le gouvernement, et l'abbé Gustavo Parojon au titre de « notable » au sein de cette commission dont la création est l'un des points prévus par l'accord de paix conclu, le 7 août dernier, par les cinq présidents d'Amérique centrale.

Ces nominations ont aussi entraîné une réaction du Département d'Etat américain. Son porte-parole, M. Phyllis Oakley, s'est déclaré « préoccupé » en estimant que le gouvernement de Managua avait « arrangé en sa faveur » la commission de réconciliation grâce

à une « sélection prudente » de ses membres.

A Miami, les dirigeants de la Contra ont, par ailleurs, annoncé leur intention de proposer au président américain, qu'ils devaient rencontrer jeudi, la suspension de l'aide que leur accordent les Etats-Unis dès qu'un cessez-le-feu aura été déclaré au Nicaragua. Selon l'un des six chefs de la Contra, M. Alfredo Cesar Aguirre, cette initiative témoigne de la bonne foi de son mouvement, dans le processus de paix engagé en Amérique centrale.

« Cela va être un point clé dont nous allons discuter avec le président Reagan et M. Jim Wright (le président de la Chambre des représentants) au cours des prochains jours », selon l'un des porte-paroles de la Contra, M. Mario Sacasa. Les dirigeants des rebelles antisandinistes continuent de souhaiter que le Congrès américain leur vote une aide à l'automne prochain, mais cette somme pourrait être gelée sur un compte bloqué, le temps de vérifier que le régime de Managua se plie effectivement à un éventuel accord de paix. — (AFP).

BRÉSIL

Pixote ou la mort du plus faible

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Pixote est mort. Le gamin à la queue de travers, qui jouait sous ce nom dans le film brésilien d'Hector Babenco, a eu la vie de son personnage et la fin tragique qui lui était réservée.

Après une tentative d'agression à main armée, il a été tué par la police, le mardi 28 août, dans la banlieue de Sao-Paulo. Il avait dix-neuf ans et s'appelait Fernando Ramos, de son vrai nom. Dans le film, projeté en France sous le titre de *La Loi du plus faible*, il interprétait un de ces « enfants de la rue », que la misère livre à eux-mêmes dans les grandes villes du pays. De la maison de correction au banditisme, il était oriant de vérité.

Choisi parmi plus d'un millier de gamins, c'était sa propre histoire que le réalisateur Babenco lui avait demandé en quelques sortes d'interpréter. A douze ans, il n'était pas encore un repère de justice. Mais il vivait d'un milieu où il n'y a généralement pas grand-chose entre le crime et l'abandon le plus sordide. En 1980, ce fut un choc de voir sur

les écrans cet enfant au visage marqué, qui semblait avoir déjà reçu tous les coups de l'existence et dont le regard était vieux, plus que celui d'un adulte. Ses aventures, en moins de deux heures de film, étaient la trame d'innombrables enfances brésiliennes : les brutalités et les violents dans la maison de redressement, qui porte au Brésil un nom angélique (Fondation pour le bien-être du mineur) et d'où l'enfant sort le regard à jamais voilé, l'âme vitrifiée, une sorte d'indifférence devant la vie, qui fait du meurtre une banalité.

Babenco aimait son jeune acteur. « Ce n'était pas un marginal, dit-il. Il était très sensible et, pour faire Pixote, il s'est servi de ses émotions, de ses expériences ». Fernando Ramos avait gagné un peu d'argent — pas beaucoup — pour cette réalisation. Il avait une maison en cadeau, dans la banlieue de Sao-Paulo, ce qui lui permit de sortir de la favela où il vivait avec sa mère et ses sept frères et sœurs.

Fernando Ramos s'était mis à jouer Pixote dans la vie et qu'il avait été arrêté plusieurs fois après des agressions à main armée. Ainsi donc, les flashes et le faste d'un moment n'avaient servi à rien. L'adolescent prouvait qu'une fois né du « mauvais côté » on était destiné à y rester.

Les mêmes commentaires ambigus pourront être faits sur ce qui s'est passé mardi. Car, selon la police, Fernando Ramos est mort après un hold-up dans une entreprise et une tentative de vol sur un passant, alors que, réfugié dans un baraquement, il échangeait des coups de feu avec ceux qui le poursuivaient. Mais, selon sa mère, Pixote a été tué par erreur, parce que la police l'avait confondu avec l'un des agresseurs. Jusque dans cette méprise — si fréquente dans les quartiers soustraits à la loi du ralde, — le destin de Fernando Ramos ne sera pas sorti de l'ordinaire. Et, pour que la vie imite encore plus outrageusement la fiction, l'interprète de Pixote était accompagné, au moment des faits, d'un mineur de seize ans, fugitif, comme le héros du film, d'une maison de correction.

Mon plaisir est de céder. Parce que c'est lui. Parce qu'il décide, contemple et se réjouit. Parce qu'il augmente son talent. Parce que j'aime cet été pourri, ses feuillages détrempés, cette averse inattendue qui gonfle les caniveaux.

ANNE WALTER

LES RELATIONS D'INCERTITUDE

UN ROMAN PORTÉ PAR LA RUMEUR

ACTES SUD

DIFFUSION PUL

Asie

PHILIPPINES : un rapport à l'ONU

Le « triste message » de minorités oubliées et victimes de la guerre

GENÈVE
de notre correspondante

L'opinion publique est relativement bien informée, en raison de la guerre civile, de l'existence des minorités musulmanes de l'île méridionale de Mindanao. Elle l'est beaucoup moins, en revanche, sur le sort des quelque cinquante ethnies minoritaires dispersées dans l'archipel, soit 7,2 millions de personnes sur 66 millions.

Le « triste message », selon les termes employés par leurs représentants, a été adressé au groupe de travail des Nations unies sur les populations autochtones, réuni pour sa cinquante-neuvième session au Palais des Nations, par une délégation composée des représentants de l'Alliance du peuple de la cordillère (Nord de l'île de Luzon) et de l'Association Lumad-Mindanao, deux organismes regroupés dans une « coalition nationale des organisations et communautés des peuples autochtones des Philippines » au cours d'un congrès qui doit se tenir du 6 au 9 décembre.

Leur porte-parole, tout en estimant que les membres du groupe de travail ne doutent pas que le nouveau régime a fait progresser et respecté les droits de l'homme, a déclaré que les droits de l'homme, a-t-il affirmé : « Nous, peuples autochtones des Philippines, ne sommes pas mieux lotis qu'auparavant. En fait, nos souffrances augmentent. » Il a dénoncé la poursuite des opérations militaires accompagnées d'évacuations forcées de communautés entières, de pillages, de l'incendie de plus de cent maisons, de destructions de biens d'une valeur dépassant « 1 million de pesos » et de massacres organisés sous la bannière de la « croisade anticomuniste ».

Depuis le renforcement, en mai 1986, de la campagne menée par l'armée, davantage de communautés autochtones se trouvent intégrées dans les « zones de guerre », où il y aurait quelque

vingt-cinq mille personnes sans abri. Aux forces militaires et paramilitaires déjà constituées, seraient venues s'ajouter plus de quinze unités de vigilantes — milices civiles — pour que tout autochtone qui ne se laisserait pas enrôler de force dans la lutte « anticomuniste » serait considéré lui-même comme « communiste ».

Si la nouvelle Constitution prévoit aux « droits des communautés autochtones sur leurs terres ancestrales », ce même article précise que ces droits ne pourront s'exercer que « sous réserve des politiques et programmes de développement national ». Or, « malheureusement », selon le représentant des minorités, le plan quinquennal de développement a été conçu par le Fonds monétaire international en fonction du remboursement d'une dette extérieure qui s'élève à près de 30 milliards de dollars, ce qui devrait entraîner, selon lui, une diminution de l'aide au développement communautaire, l'exploitation de terres au profit, entre autres, de sociétés transnationales et, par conséquent, une répression accrue.

Conséquences inévitables pour les communautés minoritaires : malnutrition, paupérisation, déclin du taux, déjà insuffisant et précaire, de la scolarité et de l'accès aux soins de santé.

Toutefois, les Communautés européennes, peu après l'accession de M. Aquino à la présidence, ont fait des 20 millions de dollars destinés à la mise en œuvre d'un programme de développement agricole de la cordillère. Mais, a-t-il affirmé, en substance la porte-parole des minorités, les intéressés n'ont pas été, à l'origine, consultés et leur avis sur l'affectation de ces crédits a été ignoré. « Ce n'est, a-t-il précisé, qu'après de multiples interventions, que nous ont coûté une fortune et nous ont pris beaucoup de temps, que cet avis a été pris en considération ».

ISABELLE VICHINAC.

La hausse du prix des carburants

Plusieurs incidents ont marqué la journée de protestation

MANILLE
de notre correspondante

Les grandes villes de l'archipel ont été le théâtre, le mercredi 26 août, d'une grève nationale à l'appel de nombreux syndicats réagissant contre les fortes augmentations du prix des carburants. En dépit des efforts du gouvernement pour minimiser l'ampleur du mouvement, l'ensemble de la presse philippine rapporte des scènes de « sévère paralysie » à la fois dans la capitale et dans le reste du pays.

La journée d'action, paisible en général, a néanmoins été marquée par plusieurs incidents graves. Deux femmes présumées auraient été tuées alors que les forces de l'ordre tentaient de démanteler « une barricade » à proximité de Manille. Ailleurs, et dans la capitale même, plusieurs milliers de militants affiliés à des syndicats radicaux comme le Kilusang Mayo Union (KMU) ont occupé la chaussée avant d'être chassés par la police qui, à plusieurs reprises, a fait usage de gaz lacrymogènes et de lances à incendie. Il y aurait eu une centaine d'arrestations dont un dirigeant du syndicat des transporteurs.

Si le mot d'ordre de grève a surtout été, à l'origine, l'affaire de

corps professionnels — le secteur des transports notamment — l'initiative a été vite récupérée par les syndicats appartenant à l'extrême gauche, qui ont ainsi corrigé le souvenir du faible impact de leur première manifestation de grève générale, en novembre 1986, au lendemain de l'assassinat de Rolando Olalia, dirigeant du KMU. Mardi, la présidente Aquino avait pourtant annoncé, à la surprise générale, que son gouvernement était revenu sur sa décision et, afin de désamorcer la crise, avait décidé de réduire les hausses annoncées des prix du pétrole et de l'électricité.

La presse et les milieux politiques philippins ont salué cette « preuve de sagesse ». Dans les milieux d'affaires, cependant, surtout ceux liés aux investissements étrangers, on est, au contraire, étonné d'une décision qui, selon eux, « révèle le caractère faible et indécis de l'administration Aquino ». Pourtant, malgré le « recul » présidentiel, il semblerait que la brèche, la tante n'ait pu enfoncer la brèche, le mot d'ordre de poursuite de la grève donné pour jeudi ne paraît, en effet, guère suivi dans la capitale. Le gouvernement, pour sa part, a fait savoir que « la situation était sous contrôle ».

KIM GORDON-BATES.

fabrique de feux d'artifice de la province de Iloilo, avait mis à feu un engin explosif sur la place Tienamen, où se trouve le musée de Mao Tse-tung, le 17 juillet à minuit.

La déflagration, qualifiée de « mineure » par les autorités, avait endommagé un bâtiment voisin et une sculpture. Deng avait été arrêté sur les lieux de son forfait, ajoute Chine nouvelle, sans préciser les motifs de cet attentat. — (AFP).

● **Condamnation à mort pour pornographie.** — Un employé chinois des chemins de fer a été condamné à mort pour avoir utilisé des vidéos pornographiques, afin « d'inciter des hommes et des femmes à la débauche », a annoncé, le dimanche 23 août, l'agence Chine nouvelle. M. Liang Qingdang, qui est âgé de quarante-trois ans et réside à Shanghai, s'était procuré illégalement neuf films à caractère pornographique et les avait montrés une vingtaine de fois à quatre-vingt personnes. Cinq autres personnes, arrêtées en même temps que M. Liang, ont été condamnées respectivement à la prison à vie, à quinze, sept et cinq ans de détention. — (AFP).

● **CHINE : condamnation à mort.** — Le jeune homme qui avait fait exploser une bombe sans faire de victimes sur la place Tienamen, à Pékin, a été condamné à mort, le mercredi 26 août, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Deng Qian, vingt-quatre ans, employé dans une

Europe

SUEDE : les ventes d'armes à l'Inde

La société Bofors reconnaît avoir versé 250 millions de couronnes à des « intermédiaires »

En mars 1986, la société Bofors, numéro un suédois et nordique de l'industrie de l'armement, signait avec le ministère indien de la défense un contrat d'une valeur de plus de 8 milliards de couronnes (autant de francs français) portant sur la livraison d'environ quatre cents canons antiaériens.

L'ancien premier ministre suédois, Olof Palme, avait joué un rôle personnel important dans la conclusion de cette affaire en intervenant auprès de M. Rajiv Gandhi. Il avait reçu l'assurance des responsables de Bofors que les discussions commerciales se dérouleraient « proprement » et qu'aucun « pot de vin » ne serait versé pour obtenir le contrat. Ces derniers mois, la presse des deux pays avait fait état de mystérieux versements bancaires en Suisse, mais Bofors refusait systématiquement de commenter ces informations.

L'affaire devenait embarrassante pour les gouvernements de Stockholm et de New-Delhi. A plusieurs reprises, le ministre suédois des affaires étrangères, M. Sten Andersson, a pris la direction de Bofors de sortir de

son silence et de « dire la vérité ». Finalement, mercredi 26 août, M. Lars-Erik Timbholm, président du conseil d'administration du groupe Nobel Industries (maison mère de Bofors), a reconnu à Stockholm que 250 millions de couronnes (autant de francs français) avaient été remis « à des intermédiaires » lors des tractations pour l'obtention du « contrat du siècle ».

Interrogé par la radio suédoise, il a souligné que la conclusion de l'affaire avait nécessité les services « d'intermédiaires indiens et autres » et précisé ne pas savoir si ces sommes versées étaient vraiment des « pots de vin ». « Si c'est le cas, c'est profondément regrettable, a-t-il dit, mais c'est à l'Inde, et pas à nous, d'ouvrir une enquête à ce sujet ».

L'entreprise Bofors est également impliquée dans plusieurs scandales de ventes illégales de matériel militaire à des pays comme l'Iran, Koef et Singapour. Trois anciens directeurs de la société ont déjà été inculpés d'infraction à la loi sur les exportations d'armes.

A. D.

RFA

Soixante-sept néo-nazis interpellés à Wunsiedel

Cinq cents à six cents personnes, certaines portant des couronnes, se sont rassemblées, le mercredi 26 août, en début d'après-midi, à l'entrée du cimetière de Wunsiedel. A l'heure précise où était initialement prévue l'inhumation de l'ancien adjoint de Hitler, Rudolf Hess, la foule a entonné l'hymne allemand.

La police, présente en force, a dispersé les manifestants, parmi lesquels d'anciens combattants hitlériens de jeunes néo-nazis. Quelques extrémistes de droite français de Lyon étaient également présents. La dispersion a donné lieu à quelques échauffourées. La police a procédé à soixante-sept interpellations.

Pour éviter tout incident grave, la famille Hess avait finalement été convaincue lundi d'enterrer provisoirement le dernier pensionnaire de la prison de Spandau en un lieu tenu secret. Depuis le 22 août, cent soixante-dix personnes ont été interpellées dans la région de Wunsiedel, essentiellement pour contrôle d'identité. Mercredi soir, deux cents à trois cents néo-nazis ont également défilé au pas de Poë en plein cœur de Bonn. — (AFP).

Un point de vue de l'aumônier de Rudolf Hess

Un sort indigne et injustifié

par le pasteur
Charles Gabel

Le pasteur réformé français, Charles Gabel a été, comme aumônier militaire et pasteur de la communauté protestante francophone de Berlin, aumônier à la prison de Spandau. Du 1^{er} mars 1977 au 14 novembre 1986 date à laquelle sous la pression des Soviétiques, il a dû renoncer à sa fonction, il fut l'aumônier et l'un des rares et derniers confidents de Rudolf Hess. Il expose ici sa réaction après l'inhumation secrète de l'ancien adjoint d'Hitler.

L'édouard numéro sept de la prison de Spandau, Rudolf Hess a subi, selon moi, un sort indigne et injustifié. Amnesty International a stigmatisé en son temps ses conditions de détention comme étant inhumaines, cruelles et dégradantes. D'autres organisations telles que la Croix-Rouge et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) sont intervenues. Rien n'a pu ébranler la rigidité de l'Union soviétique et la mollesse des trois autres puissances.

Les Eglises des trois pays occidentaux se sont adressées d'un commun accord à leur gouvernement à l'automne 1984, qualifiant elles-mêmes le maintien en détention de Rudolf Hess de dégradant et d'inhumain, et expliquant qu'il ne contribuait en rien à une quelconque forme d'expiation pour les crimes du fascisme. Il déshonorait plutôt ceux qui gardaient en captivité un vieillard de plus de quatre-vingt-dix ans, malade et solitaire.

Rudolf Hess lui-même avait sollicité à sept reprises au moins, par écrit, entre 1979 et 1987, sa remise en liberté : il n'a jamais obtenu une réponse officielle. Il n'a été tenu aucun compte de considérations humanitaires et aucune grâce individuelle n'est intervenue. Je me suis adressé moi-même aux chefs d'Etat et de gouvernement et n'ai obtenu qu'une seule réponse, correcte mais dilatoire, de la part de M^{re} Thatcher.

Mes interventions au cours des derniers mois, auprès de M. Claude Mithet notamment, sont restées sans écho. Je le déplore.

Après que la raison d'Etat invoquée par les Alliés à Berlin a étendu son pudique manteau sur la prison de Spandau et son théâtre sordide pendant tant d'années, c'est encore la raison d'Etat qui a eu le dernier mot concernant Rudolf Hess, mais cette fois en Allemagne fédérale.

Les manifestations indécrottes de quelques dizaines de jeunes fous, stupides et inconscients, que l'on appelle néo-nazis, ont su pour conséquence absurde que Rudolf Hess ne repose pas là où il avait choisi d'être enterré. L'horrible amère : le Rudolf Hess que j'ai connu à Spandau était fortement opposé lui-même à tout mouvement extrémiste, à toute forme de violence, et particulièrement aux néonazis, qu'il qualifiait de « fous malades à sa cause ». A cette cause, à leur soi-disant idole, ils auront nui jusqu'au bout.

Ainsi, non seulement Rudolf Hess aura été victime de l'injustice, de l'inhumanité et du mépris des droits de l'homme de la part des Grands jusqu'au terme de son existence, mais encore il n'aura pu être inhumé, selon le désir qu'il avait exprimé, à Wunsiedel, terre de ses ancêtres. Ainsi se termine dans l'ombre et le mystère une destinée tragique dont on n'a pas fini de parler.

Au nom du Dieu du pardon que je sers, après avoir tant lutté moi-même pour la libération de Rudolf Hess, ou des améliorations à son sort, ou encore pour la remise du corps à sa famille et sa mise en terre à Wunsiedel, je suis profondément choqué du drame qui persiste après sa mort.

Codépositaire de ses dernières volontés avec sa famille, je déplore infiniment les circonstances actuelles. Non seulement Rudolf Hess aura payé très durement par rapport à d'autres, plus coupables que lui, son engagement auprès d'Adolf Hitler, mais encore le sort d'acharne sur lui, au-delà de la mort, d'un homme qui n'a jamais eu de son vivant la possibilité de laisser au moins un peu de paix dans la terre qu'il aimait.

URSS

M. Ligatchev et les « succès » des années 30

Le numéro deux soviétique, M. Egor Ligatchev, s'est de nouveau posé, le mercredi 26 août, en gardien du dogme communiste en vantant les mérites des années 30 en URSS. Partant devant des éducateurs à Elektrostal, dans la région de Moscou, il a notamment déclaré qu'à cette époque « ce pays s'est hissé à la seconde place mondiale par sa production industrielle, a collectivisé son agriculture et a remporté des succès inouïs dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la littérature et des arts ». « Notre pays, a-t-il ajouté, a commis des erreurs, mais elles étaient toujours associées à des succès réels ».

M. Ligatchev a, d'autre part, jugé « vaines les espoirs des ennemis de classe » qui souhaitent voir « l'Union soviétique s'éloigner du socialisme pour se rapprocher de l'économie de marché, du pluralisme et de la démocratie de style occidental ».

L'avertissement lancé par M. Ligatchev visait-t-il M. Gorbatchev lui-même ? Le numéro deux du bureau politique ne reprend-il pas les propres termes de ce dernier, dans son rapport au plénum de juin du comité central, lorsqu'il parle de la « victoire morale et idéologique » remportée par l'effort de « restructuration » en cours en URSS ?

M. Ligatchev se démarque pourtant sur deux plans au moins de la « nouvelle mentalité » dont M. Gorbatchev s'est fait le promoteur.

En matière d'économie d'abord. Dire que seuls les « ennemis de classe » peuvent souhaiter voir l'Union soviétique se rapprocher de l'économie de marché limite singulièrement le débat ouvert sur les réformes propres à donner une nouvelle vitalité à l'économie soviétique. M. Gorbatchev n'a jamais dit que les mécanismes du marché devaient remplacer ceux de la planification centralisée, laquelle doit au contraire être améliorée, doit-on au prix d'une certaine décentralisation. Evoquant en juin une nécessaire « réforme radicale de la formation des prix », il a néanmoins mis fondamentalement en question les mécanismes actuels, allant jusqu'à souhaiter que les entreprises entrent « en compétition économique pour mieux satisfaire la demande ». Sans trop solliciter les mots, il y a là au moins l'idée d'un sain développement émerge d'une économie planifiée qu'elle tiennent compte, voire qu'elle jouent des règles du marché.

Plus sévère toutefois est l'opinion exprimée par M. Ligatchev sur le plan historique. Il rappelle que « le parti a dénoncé le culte de la personnalité » (de Staline) et admet que « des erreurs » ont

été commises dans les années 30, mais « toujours associées à des succès réels ». Sur ce point précis, M. Gorbatchev semble avoir des idées différentes. Cité par la Pravda le 16 juillet dernier, il déclarait en effet : « Les pertes ont été lourdes. Nous savons à quoi les années 1937-38 ont conduit, comment cela a frappé les cadres du parti, les intellectuels et les cadres militaires ».

Il est vrai que M. Gorbatchev s'est montré jusqu'ici plus prudent que Nikita Khrouchtchev dans sa dénonciation du stalinisme. Ne déclarait-il pas en février 1986 à l'Humanité que « le stalinisme est une notion inventée par les ennemis du communisme et largement exploitée pour noircir l'image de l'Union soviétique et du socialisme dans son ensemble » ? Ce qui ne l'empêchait pas d'ajouter que le vingtième congrès avait tiré « du passé les conclusions qui s'imposent ».

D'autres vont plus loin. Tout un courant d'opinion se développe, en effet, en URSS selon lequel la « restructuration », la « transparence », la « démocratisation », supposent que le pays accepte de regarder en face son passé. Des écrivains le disent, comme Aïmatov ou Evtouchenko, pour qui « on ne peut avoir la perestroïka [restructuration de la société] sans une perestroïka de la mémoire ». De même des économistes comme Boris Bolotine, qui perçoit récemment du poids que peuvent encore peser les dogmes stalinien sur les décisions que doit prendre aujourd'hui l'URSS. En vantant les succès des années 30, M. Ligatchev ne peut encourager ce genre de réflexion.

A. J.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 450572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauré (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,

Le Monde-Extra, MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-53-91-82 ou 45-65-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 780-010) is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde of Speedprint, 46-42 26th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.I.C. and additional offices. U.S. postmaster: send address changes to Le Monde of Speedprint, U.S.A., P.O. Box 46-42 26th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 69

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAK VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Changements d'adresse officiels et

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre le dernier

numéro d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer

tous les adresses propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

هكذا في الامم

Europe

Le Monde • Vendredi 28 août 1987 • 5

mes

1987
de son
le qu'on
est-elle
de l'Europe
est-elle
de son
de son
de son

1987
de son
le qu'on
est-elle
de l'Europe
est-elle
de son
de son
de son

1987
de son
le qu'on
est-elle
de l'Europe
est-elle
de son
de son
de son

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

1987

M. Ligatchev et les succès des années 30

Le numéro deux du régime soviétique, M. Ligatchev, a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique. M. Ligatchev, 68 ans, a été élu à la présidence du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

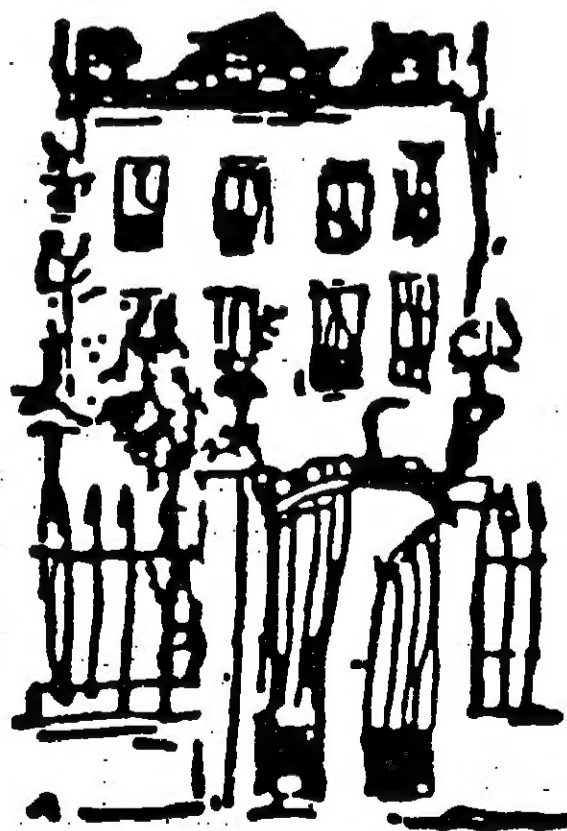
M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

M. Ligatchev a été élu président du Comité central de l'URSS, succédant à M. Gorbatchev. Cette nomination, qui a été annoncée par le journal "Pravda", est considérée comme une victoire pour le régime soviétique.

Tahar Ben Jelloun
Didier Decoin
Michel Del Castillo
Claude Duneton
Edouard Glissant
Daniel Maximin
Pierre Mertens
Michel Rio



aux Editions du Seuil

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Europe

ESPAGNE

Décès de Julian Gorkin
ancien dirigeant de l'extrême gauche

Julian Gorkin, un des fondateurs, avec André Nin, du POU, parti d'extrême gauche pendant la guerre civile en Espagne, est décédé, le jeudi 20 août à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

De son vrai nom Garcia Gomez, Julian Gorkin était né en 1901 à Valence et s'était engagé dès l'âge de seize ans dans le militantisme d'extrême gauche. Dans les années 20, il est l'un des dirigeants du jeune Parti communiste espagnol, puis doit s'exiler à la suite de son refus de participer à la guerre coloniale au Rif.

Il devient alors un des « révolutionnaires professionnels » du Komintern, l'Internationale communiste, avant de rompre avec le stalinisme en 1929 à l'issue d'un séjour à Moscou.

De retour en Espagne à la proclamation de la République, il fonde en 1934 avec André Nin le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM).

Pendant la guerre civile entre républicains légalistes et franquistes, Gorkin dirige l'organe central du POUM, la *Batalla*, et est membre du comité central des milices républicaines.

Mais, en juin 1937, après les journées de mai à Barcelone, où poumistes et anarchistes de la FAI-CNT, s'appuyant sur plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, avaient tenté de donner un cours révolutionnaire à la guerre, le gouvernement Negrin, qui venait de succéder au socialiste Largo Caballero, s'engage dans la répression contre les oppositions d'extrême gauche.

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est.

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

Formation en Gestion d'Entreprise

Si HEC*

ne vous convient pas,
l'ECADE vous conviendra.

Pour mille et une raisons, vous avez choisi l'Université. Et voilà qu'elle ne vous convient pas : pour mille et une autres raisons, vous n'y êtes pas à l'aise. Ce n'est pas votre style, votre rythme, votre manière d'apprendre.

N'en faites pas un drame ! Demandez plutôt un dossier d'information sur le programme *Formation en Gestion d'Entreprise*, organisé par l'ECADE, l'une des plus anciennes *business schools* européennes.

Il se pourrait bien que *Formation en Gestion d'Entreprise* soit le type d'études qui vous conviennent. Car *Formation en Gestion d'Entreprise*, c'est :

- 9 mois d'études intensives dans un milieu international, avec un suivi constant de la progression de vos connaissances et performances ;
- un enseignement concret, portant sur tous les domaines fondamentaux de la gestion, basé sur la réalité du monde des affaires et dispensé principalement par des praticiens, conseils, cadres ou dirigeants ;
- une préparation minutieuse et efficace à la vie active et à la recherche d'un premier emploi motivant et évolutif ;
- une véritable formation méthodologique aux responsabilités d'encadrement ;
- et surtout, un gain de deux ans sur les filières traditionnelles.

En suivant *Formation en Gestion d'Entreprise*, vous serez donc assuré d'entrer plus rapidement et mieux dans la carrière de votre choix.

Et ne soyez pas gêné de vous adresser à nous : depuis 1960, de très nombreux « déserteurs » de l'Université ont passé par l'ECADE. Avec succès !

Pour en savoir plus et recevoir sans engagement un dossier d'information sur le programme *Formation en Gestion d'Entreprise*, retournez le coupon ci-dessous à :

ECADE

Ecole d'Administration

et de Direction

des Entreprises

Rue du Bugnon 4

CH-1005 Lausanne (Suisse)

Tél. (021) 221.511

* ou Sciences éco. ou toute autre

filiale classique de gestion.

Faites-moi parvenir sans engage-

ment un dossier d'information

sur le programme *Formation en**Gestion d'Entreprise*.

Nom _____

Prénom _____

Age _____

Niveau d'études _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

Pays _____

Dates du programme : 12 octobre 87 -

25 juin 88 - Coût du programme : FS

25'000.- - Admission dès 18 ans sur

dossier et entretien (min. niveau bac)

Diplomatie

La décision ouest-allemande de renoncer aux Pershing-1A

Le chancelier Helmut Kohl a repris l'initiative
contre la droite de son parti

La première réaction à la proposition faite, le mercredi 26 août, par le chancelier Helmut Kohl de renoncer aux Pershing-1A, est venue de Bonn, l'agence rapporte cette proposition en l'attribuant au

fait que M. Kohl a « manifestement pris en considération les sentiments de l'opinion mondiale » et en notant qu'elle reste liée par Bonn à une série de « conditions

préalables ». Tass reproche, d'autre part, au chancelier d'avoir essayé de faire porter à l'URSS la responsabilité de la lenteur des progrès dans le désarmement.

BONN
de notre correspondant

« Je suis prêt, dès aujourd'hui, à déclarer que, lorsque les missiles à portée intermédiaire américains et soviétiques seront définitivement supprimés, nous ne moderniserons pas les Pershing-1A et que nous les détruirons. » Cette prise de position du chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, formulée le mercredi 26 août, un lendemain de son retour de vacances, met, au moins provisoirement, un terme à la polémique intérieure et extérieure qui s'était développée pendant l'été au sujet de ce type d'armes. Les Pershing-1A sont des fusées à moyenne portée dont les soixante-douze lanceurs sont sous l'autorité de la République fédérale mais dont les ogives nucléaires sont contrôlées par les Américains.

Les Soviétiques avaient fait de ces Pershing un cheval de bataille de la négociation de Genève sur la suppression des armes nucléaires intermédiaires et reprochaient au gouvernement ouest-allemand de s'opposer à un futur accord en refusant d'inclure ces Pershing-1A dans la négociation globale.

En RFA, cette question avait soulevé des passions. L'opposition social-démocrate et les Verts avaient obtenu la convocation d'une session extraordinaire du Bundestag, qui doit avoir lieu le 2 septembre prochain, pour discuter de la question. Au sein de la coalition au pouvoir, des dissensions très nettes étaient apparues entre le Parti libéral du ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, partisan de l'abandon de ce type d'armes, et l'aile droite chrétienne-

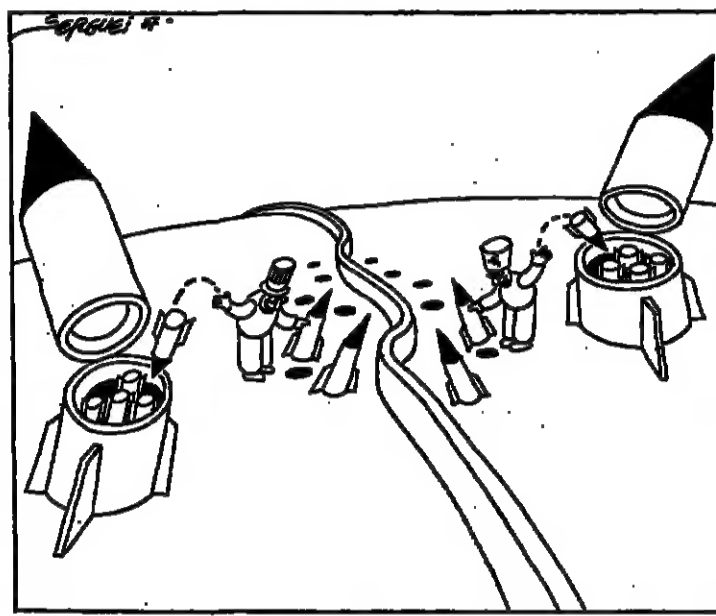
démocrate, qui affirmait : « Il serait irresponsable d'y renoncer. »

En tranchant nettement en faveur des positions de M. Genscher, le chancelier Helmut Kohl reprend l'initiative politique, qui semblait, ces derniers jours, lui échapper. L'opposition, par la voix du président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, a reconnu que la proposition du chancelier Kohl était « positive ». De plus, M. Kohl affirme son autorité sur un parti et une coalition dont les principaux porte-parole avaient tendance à tirer à hue et à dia sur tous les sujets possibles. Au cours de l'été en effet, ce sont non seulement les Pershing-1A qui ont fait l'objet de controverses mais égale-

ment l'attitude du gouvernement sur les problèmes de droits de l'homme en Chili qui avaient mis aux prises le Bavarois Franz-Josef Strauss et le ministre du travail, M. Norbert Blum, porte-parole de l'aile gauche de la CDU.

Avant la visite
de M. Honecker

Le souci du chancelier Kohl n'est pas seulement de remettre de l'ordre dans sa maison ; il est aussi de faire en sorte que l'événement majeur de la rentrée allemande, la visite du numéro un est-allemand M. Erich Honecker, soit une réussite. Celle-ci,



Voie ouverte pour un accord soviéto-américain

(Suite de la première page.)

Sans doute certains responsables au sein de l'administration américaine ont pu regretter que le chancelier Kohl n'ait pas tenu assez longtemps, pour des raisons intérieures, la ferme position initialement prise en commun avec Washington. Les Soviétiques, disent-ils, auraient finalement

Mais la préoccupation prioritaire de la Maison Blanche est d'arriver à un accord avec le Kremlin. Plus cet objectif se rapproche, plus le président se sent obligé de défendre sa politique et de se justifier auprès des représentants de la droite républicaine, ceux-là mêmes qui partagent sa philosophie politique et son anticommunisme mais qui, au cours des dernières semaines, sont devenus fort critiques à son égard. Non seulement ils reprochent au président d'abandonner les « contrats », mais ils déclarent craindre que le désir évident du président d'arriver à un accord nucléaire avec le Kremlin ne l'entraîne sur la mauvaise voie de la détente.

Ainsi le président Reagan a tenu à les apaiser en soulignant qu'il voyait les réalités en face et qu'il fallait discuter avec l'Union soviétique « telle qu'elle est et non pas comme nous souhaiterions qu'elle soit... » Il a réaffirmé ce qu'on appelle la doctrine Reagan, c'est-à-dire le soutien aux forces d'opposition au communisme... Il n'a pas repris sa rhétorique agressive sur l'« empire du mal », mais il a estimé qu'il ne lui semblait pas faire acte de belligérance en proclamant publiquement « la distinction morale fondamentale entre la démocratie et le totalitarisme ».

Le président Reagan a demandé aux Soviétiques de pratiquer la politique du « Glasnost » dans les affaires militaires, c'est-à-dire rendre publiques leurs dépenses militaires, révéler la dimension et discuter au sein du Soviet suprême des problèmes concernant la politique militaire et les armements... Le président ne pouvait se faire d'illusions sur la portée de ses recommandations. Aussi bien un membre du comité central du PC soviétique, participant à un séminaire sur les relations soviéto-américaines, a-t-il immédiatement déclaré que les Etats-Unis devaient « cesser de se comporter en donneurs de leçons à l'Union soviétique ».

Le président a néanmoins relevé quelques signes positifs en URSS : la tendance à une plus grande ouverture et, peut-être, des progrès

concernant le respect des droits de l'homme et les réformes économiques... « Nous voyons également des dirigeants soviétiques qui semblent plus disposés à traiter des problèmes qui ont si longtemps divisé l'Est et l'Ouest et à rechercher des accords fondés sur l'intérêt réciproque », a-t-il dit. Sur le problème du Golfe, il a été discret : « Nous avons, parallèlement à l'Union soviétique, insisté à ce que prenne fin la guerre Iran-Irak, et nous espérons pouvoir coopérer, en dépit de nos différences. » A la Maison Blanche, on indique qu'il ne faut pas accorder trop d'importance à des propos qui n'annoncent pas un changement de politique.

Finalement, le président ne s'adressait pas tant aux Soviétiques qu'à l'opinion américaine, et plus précisément à ceux qui le critiquent

à l'aile droite républicaine. Son discours ne contenait en effet aucune nouvelle proposition sérieuse, et il ne pouvait vraiment croire que les Soviétiques pourraient répondre positivement à des suggestions de démanteler le mur de Berlin, de dénoncer la doctrine Brejnev et de préparer des élections libres en Europe orientale pour honorer les promesses de Yalta. Cependant, à l'intention de l'opinion mondiale, le président a rappelé une fois de plus que les Etats-Unis avaient, les premiers, proposé l'option zéro pour les INF et la réduction de 50 % pour les armes stratégiques. Il a terminé sur une note optimiste, estimant que la démocratie progressait dans le monde, et que partout l'intervention de l'Etat dans la vie économique était rejetée, notamment par les intellectuels.

HENRI PIERRE.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

M. Laxalt

se retire de la course
à la présidence

L'ancien sénateur du Nevada, M. Paul Laxalt, a annoncé, le mercredi 26 août, qu'il renonce à briguer l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 1988, son fonds de campagne ne lui semblant pas en mesure d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixés.

Très proche du président Reagan, dont il avait présidé les campagnes électorales de 1976, 1980 et 1984 avant d'être nommé pour lui des missions de confiance — notamment aux Philippines où il s'était rendu en 1986 pour « préparer » le départ de Ferdinand Marcos — M. Laxalt se présentait comme le candidat le mieux à même de continuer la politique reaganienne. D'autant que durant douze années passées au Sénat, avant de rejoindre une firme d'avocats en 1986, celui que l'on appelle communément « le meilleur ami de Ronald Reagan » s'était forgé une image de conservateur pur et dur, apte à séduire tous ceux qui reprochent aujourd'hui au président américain de dégrader, par manque de fermeté, ses principes initiaux.

Distancé très nettement dans les sondages par les deux principaux favoris du Parti républicain — l'actuel vice-président, George Bush, et le leader du groupe républicain au

Sénat, Robert Dole, — M. Laxalt n'avait pas réussi à réunir les 2 millions de dollars qui lui étaient nécessaires à sa campagne ; « Notre famille dispose de moyens modestes, je n'étais pas prêt à m'enfoncer dans un trou noir financier. » Son retrait pourrait favoriser un autre candidat conservateur, comme le représentant de l'Etat de New-York, M. Jack Kemp.

Israël

M. Fayçal Hussein
placé en garde à vue
pour 48 heures

M. Fayçal Hussein, éminent personnalité palestinienne de Jérusalem-Est, a été placé, le mercredi 26 août, en garde à vue pour une durée de quarante-huit heures. Aucune raison justifiant cette mesure n'a été fournie par la police.

M. Hussein, quarante-deux ans, directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem et membre du Conseil suprême islamique de la ville sainte, est le fils d'Abdel Kader Al Hussein, le plus vénéré des combattants palestiniens, tué en 1948. Membre d'un puissant clan, dont faisait partie le grand mufti de Jérusalem Hadji Amin, M. Fayçal Al Hussein est une personnalité très écoutée du camp nationaliste palestinien. En avril dernier, il a été placé en détention administrative pour trois mois par les autorités militaires israéliennes, qui

l'accusaient d'être un responsable du Fatah, la principale composante du OLP. M. Hussein avait été adopté comme « prisonnier de conscience » par l'organisation humanitaire Amnesty International. — (AFP.)

Portugal

Le gouvernement
veut réduire
l'intervention de l'Etat

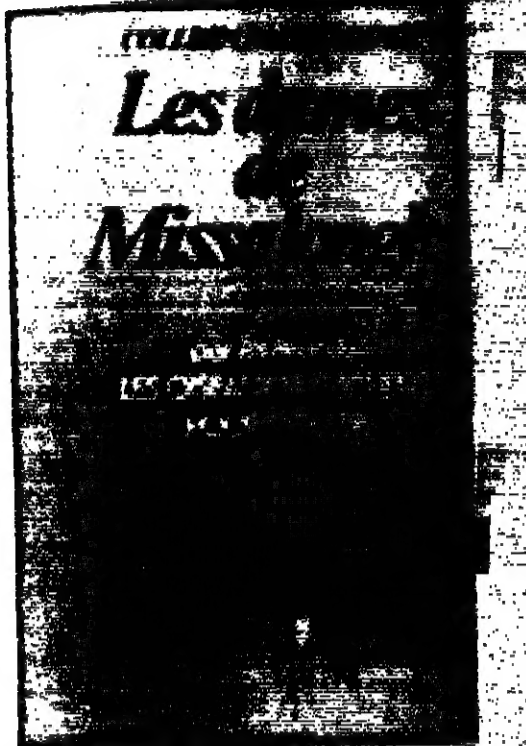
Le premier ministre social-démocrate portugais, M. Aníbal Cavaco Silva, a présenté au Parlement, le mercredi 26 août, les priorités de son gouvernement, axées sur la politique étrangère et le redressement économique.

L'intégration du Portugal dans les Communautés européennes est « un facteur décisif de la modernisation et du développement du pays », a-t-il déclaré.

M. Cavaco Silva a également annoncé une réduction « à un niveau raisonnable » de l'intervention de l'Etat dans les entreprises publiques. L'objectif du gouvernement est de transformer certaines de ces entreprises en sociétés d'économie mixte, en attendant la révision de la Constitution qui permettra leur privatisation.

Le premier ministre a enfin proposé une libéralisation du secteur de la radio-télévision et l'attribution de fréquences nationales et locales à des groupes privés.

6



COLLEEN MCCULLOUGH

Après Maggie, la bouleversante amoureuse de Ralph de Bricassart dans *Les ombres du passé*, après Mary, la douce reine de Tim, après Honora, l'indomptable fille d'... autre roman pour l'insatiable... trente-quatre ans passés, dans sa petite ville duc au fond de l'Australie, Missy rêve du grand amour. Et voilà qu'arrive à Missy... Smith — on murmure que c'est un ancien... Missy va découvrir que l'amour existe... que dans les romans lus en cachette.



JAN DE HARTOG

1934, un millier d'immigrants juifs fuient les persécutions nazies. Malgré les tentatives matinales et la pression de l'opinion publique, aucun pays n'accepte de les accueillir. Le capitaine de « L'Étoile de la Paix », chargé de donner la partie. Pour ces « bons peuple », une longue odyssée commence. Romancier de la responsabilité collective, Hartog, auteur des *Renégats* (Belmont), s'est inspiré d'un fait divers autrichien.

مكتبة الأمل

Le chef présumé d'Iparretarrak toujours recherché

La section antiterroriste du parquet de Paris est chargée de l'enquête sur la mort d'un gendarme dans les Landes

L'enquête sur la mort du gendarme Roger Buschmann, tué, le mardi 25 août près de Biscarrosse (Landes), sera dirigée par un magistrat parisien. Mercredi, le service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris, dont la compétence s'étend à l'ensemble du territoire, a ouvert une information judiciaire contre X pour « assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise individuelle ou collective, ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

Un second gendarme, le maréchal des logis Guy Chevalon, blessé à la jambe, a reconnu en son agresseur le chef présumé du mouvement dissous Iparretarrak, Philippe Bidart. Aussi le dossier a-t-il été confié au juge d'instruction Michel Legrand, chargé de plusieurs affaires concernant cette organisation basque dissoute. En son absence, M. Jean-Claude Vuillemin a délivré une

commission rogatoire à la section de recherche de la gendarmerie de Pau. En Aquitaine, quinze cents hélicoptères continuent, essentiellement dans le massif forestier landais et ses alentours, à rechercher le meurtrier du gendarme et sa compagne, mais la Ford Sierra appartenant à des touristes allemands dont les fugitifs s'étaient emparés, n'avait toujours pas été retrouvée jeudi en fin de matinée.

En revanche, la propriétaire de la 4 L blanche dans laquelle le couple s'était rendu à Biscarrosse a été identifiée. Il s'agit de Marie-Jeanne Fourcade, vingt-quatre ans, comme de la police comme sympathisante des milieux autonomistes. Une perquisition a été effectuée mercredi matin à Gabat, près de Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques) au domicile de celle-ci. Les résultats n'ont pas été communiqués.

M. François Mitterrand a salué, mercredi en conseil des ministres, « le courage exemplaire dans l'accomplissement de leur devoir » du gendarme tué et de son collègue blessé. L'Élysée précise que le président « a souhaité au cours du conseil des ministres que soit marquée, dès aujourd'hui, la reconnaissance de la nation envers les deux gendarmes victimes de cette agression ».

Pour sa part, M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le conseil a rendu hommage en soulignant « le dévouement et le courage de ces militaires dans l'exercice de leur fonction de maintien de l'ordre ». M. Juppé a précisé que le conseil, « sur proposition du ministre de la Défense, M. André Giraud », a décidé de décerner la médaille militaire et la médaille de la gendarmerie aux deux gendarmes. Le gendarme tué a été cité à l'ordre de la nation.

Le directeur général de la gendarmerie, M. Régis Mourier, s'est rendu mercredi à Biscarrosse, où a été interpellé le PC des opérations de recherches.

Le courage d'un policier

Un commissaire du SRPJ de Versailles, M. Richard Galtié, trente-quatre ans, a été témoin, mardi soir dans les Landes où il était en vacances, du meurtre du gendarme, tué vraisemblablement par Philippe Bidart, le chef présumé de l'organisation dissoute Iparretarrak.

Voici son témoignage, recueilli par l'AFP : « Vers 17 heures, alors que je garde ma voiture dans un sous-bois, entre la route et la plage, près de l'étang de Cazaux, à Port-Maguide, j'ai remarqué deux gendarmes qui contrôlaient, à environ 500 mètres, les occupants d'une 4 L blanche, un jeune couple.

« Nous partions, ma femme et moi, vers la plage, quand j'ai entendu une série de détonations. Un coup de feu puis quatre, cinq ou six autres. J'ai vu les deux gendarmes à terre et quand je me suis porté à la hauteur du couple, le type s'est avancé sur moi en me braquant. Une fille, assez masculine, était au volant de la 4 L. Ils ont pris la fuite. Je me suis précipité dans ma voiture, avec mon frère et un ami, pour les prendre en chasse. » (En vacances, le commissaire Galtié n'avait pas d'arme sur lui.)

« Sur la route d'Arcachon, ils se sont arrêtés sur une aire de stationnement, pour voler une Ford Sierra occupée par des touristes allemands. J'ai alors percuté la 4 L avec ma voiture pour tenter de les retarder au maximum. Le gars était très menaçant, brandissant son arme sur moi. Ensuite, il a sorti violemment le couple de touristes de la Ford en disant : « Donnez-moi les clés de la voiture, je viens de tuer un flic ». La fille s'est mise au volant, lui, en protection à la portière, et ils sont repartis. Quand la police est arrivée sur les lieux, j'ai donné le signalement du couple.

C'est seulement quand les enquêteurs lui ont montré les photos du dirigeant du groupe Iparretarrak que le commissaire Galtié a reconnu Philippe Bidart comme étant le meurtrier du gendarme.

Après le rejet de sa demande de mise en liberté

M. Yves Chaliel commence une nouvelle grève de la faim

M. Yves Chaliel, principal inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement, a commencé une nouvelle grève de la faim, le lundi 24 août, à la prison de la Santé, après le rejet par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de sa demande de mise en liberté (le Monde daté 23-24 août). Son avocat, M. Grégoire Triet, a protesté contre les conditions de détention de son client qui, selon lui, sont « identiques à celles de dangereux terroristes » et a rappelé que M. Yves Chaliel, qui a déjà observé une grève de la faim au mois de juillet dernier, est le seul inculpé dans cette affaire qui soit en prison.

Le ministère de la justice a confirmé que M. Chaliel observait une grève de la faim depuis lundi et a précisé qu'il est placé sous le régime de l'emprisonnement individuel : un gardien surveille vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de l'extérieur, la cellule du détenu ; la nuit, il allume la lumière et observe le détenu par l'oculite environ toutes les demi-heures.

Les méfaits de la drogue

Décès en cellule

Deux détenus sont morts à Paris et un troisième est tombé dans le coma après avoir absorbé un stupéfiant fourni par un compagne de cellule.

Mohamed Saadi, de nationalité algérienne, avait été arrêté, le 17 août dans une rue de Paris, alors qu'il se livrait à un trafic de drogue. Conduit au « dépôt », ces cellules qui jouxtent le palais de justice, il avait été inculpé par M^{me} Anne-Marie Schire, juge d'instruction. Peu après, ce même jour, on découvrait mort un détenu de la même cellule, Mamou Leblanc.

Alors que Saadi était transféré à la maison d'arrêt de la Santé, un de ses codétenus, Abdelkader Toumi, était transporté d'urgence à l'hôpital dans un état comateux. Le lendemain, un autre détenu, Mokrane Goudami, était découvert mort dans la même cellule.

Le rapprochement entre l'affaire du dépôt et les événements de la Santé ont convaincu les enquêteurs que Saadi a fourni de la drogue à ses trois victimes. En cours d'analyse, ce stupéfiant pourrait être de l'héroïne de mauvaise qualité.

Comment un détenu, en principe fouillé, a-t-il pu introduire de la drogue en prison ? L'explication qui prévaut à la Santé est que Saadi avait ingéré cette drogue avant de se retrouver dans les matras fœcaux. Au contraire de la police de l'air et des frontières, les gardiens de prisons ne sont pas armés pour déjouer de tels stratagèmes.

A la suite des deux décès, une information a été ouverte, confiée à M^{me} Schire, qui devrait entendre Saadi dans les prochains jours.

● **Opération anti-droque à Paris.** — La brigade des stupéfiants et du proxénétisme a interpellé une douzaine de personnes, le mercredi 26 août dans l'après-midi, au cours d'une intervention dans le foyer d'immigrés, 19, boulevard de la Commanderie à Paris (19^e). Cette opération anti-droque a été menée sur commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction, précise-t-on à la préfecture de police de Paris.

L'Union départementale CFDT de Paris, après s'être rendue sur les lieux, a dénoncé violemment la brutalité avec laquelle s'est déroulée, selon elle, l'opération.

Pour avoir « enlevé des clochards »

Un élu de Toulon et six policiers municipaux condamnés à des peines avec sursis

Les six policiers municipaux qui, en avril et mai 1986, avaient « enlevé » une dizaine de marginaux en leur conseilant de ne pas revenir à Toulon (le Monde daté 18-19 mai 1986), ont été condamnés, le mercredi 26 août, par le tribunal correctionnel de cette ville, à des peines allant de six à trois mois de prison avec sursis.

Avec à leur tête Guy Brunier, cinquante-deux ans, conseiller municipal (RPR), délégué à la police, ils s'étaient attaqués à deux reprises à des clochards et à des marginaux, dans les nuits du 25 au 26 avril et du 2 au 3 mai. Le commando de sept hommes, la tête couverte d'une casquette, armés de matraques et de bombes lacrymogènes, emmenait ses victimes à une vingtaine de kilomètres de Toulon, les dépoilaient de leurs papiers et leur « conseillaient » de ne plus revenir en ville.

Guy Brunier, qui a reconnu les faits, a été condamné à dix mois de prison avec sursis. M. François Trucy, sénateur, maire (PR) de Toulon, cité par la défense, a demandé l'indulgence du tribunal pour les prévenus qui avaient déjà « payé matériellement et psychologiquement » pour cette affaire et a indiqué que désormais la police municipale était bien encadrée. M^{me} Klotz, substitut du procureur, a estimé que les prévenus avaient porté atteinte à la liberté fondamentale d'aller et venir. Elle leur a cependant reconnu des circonstances atténuantes en raison du manque de formation juridique des prévenus.



Soignez vos imprimantes à laser
vos textes enregistrés sur
disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
48 bd Richard-Lenoir
75011 PARIS
Tél: 48 06 84 01

A Saint-Omer et à Longuenesse (Pas-de-Calais)

Deux clochers pour une prison

SAINT-OMER
de notre envoyé spécial

Le Plateau des bryères, à Longuenesse, près de Saint-Omer (Pas-de-Calais). Une décharge, un camp de nomades, quelques pierres grossièrement entassées en travers d'un chemin (vestiges d'une lutte passée entre la commune et les nomades), le tout balayé par le vent et le plus qui fouettent les ronces et les mauvaises herbes. De l'autre côté de la départementale, un petit édifice port char. Le mauvais temps a fait rentrer les rous navires dans leurs hangars-cocons. Personne ne prendra l'air aujourd'hui.

Les premières maisons sont à quelques centaines de mètres de là, frileusement dissimulées derrière des haies d'arbres et de buissons. Seul lieu un tant soit peu vivant : c'est l'abri des réfugiés, peut-être pour quelques jours, dont l'horizon s'obscurcit peut-être, dans quelques mois, de la masse d'un centre de détention de six cents places. Une aubaine pour le ténancier. Sans doute...

En cette fin d'un mois d'août qui se prend pour l'hiver, Saint-Omer sommeille : déluge et vacances obligent... A la mairie, pourtant, les activités reprennent, mais l'attention est à la commune à y a quelques jours d'un centre de détention ne soulève guère d'émotion. Bien sûr, tout le monde est satisfait : Saint-Omer possède une maison d'arrêt datant en partie du dix-septième siècle, où soixante-dix détenus vivent dans les quarante-cinq pièces « théoriques ».

Dortoirs la nuit, caillou dans la journée : pour les détenus la vie « banale » dans une petite prison française...

« Saint-Omer est une importante place judiciaire : nous avons un tribunal d'instance et de grande instance, un tribunal de commerce et surtout une cour d'appel », rappelle M. Jean-Jacques Delvaux, maire (RPR) de

la ville. « La population ici a une très longue tradition judiciaire, ce qui ne veut pas dire un état d'esprit sécuritaire », corrige-t-il aussitôt.

Une habitude à tel point ancrée dans l'esprit des Audomarois, que la municipalité n'a pas jugé utile de les consulter au moment où elle s'est portée candidate. Et puis c'est vrai, comme en témoigne la belle unanimité du conseil municipal sur cette question, tous les maires avant lui reconnaissent le caractère indispensable d'un nouveau centre pénitentiaire.

Pour l'instant, celui-ci n'est pas encore au stade de projet : de multiples difficultés techniques restent à surmonter. Ainsi, rien n'est pour l'instant prévu pour le transport des familles des prisonniers à partir de la gare, située à quelques quatre kilomètres du site. Rien non plus en ce qui concerne leur hébergement ; pas davantage pour l'aménagement futur de la départementale.

Enfin, si la commune a fait don à l'Etat du terrain (pour être édifié l'Etat a la décision), celui-ci n'est pas constructible dans l'état actuel des choses, la présence d'un aérodrome ne les simplifiant pas... « Il faudra modifier le plan d'occupation des sols, au sein d'une commission du district communal, ce qui demandera déjà près de six mois. La construction elle-même n'est prévue qu'à partir du troisième trimestre de 1988 », commente M. Delvaux.

Sursis d'orgueil

Officiellement donc, le bien-être des détenus et une amélioration du fonctionnement du système judiciaire sont les motivations premières de la candidature de Saint-Omer. A ceux qui y verraient la perspective de juteuses affaires, le maire répond qu'« un centre de détention de six cents places, cela signifie grosso modo un personnel d'une

centaine de membres, qui ne viendront sans doute qu'en faible proportion de la population locale. De toute façon, c'est Longuenesse qui tirera la majeure partie des avantages financiers et commerciaux de cette réalisation ».

« Les avantages, peut-être, mais également les inconvénients », souligne-t-on à la mairie de Longuenesse. C'est que l'annexion veut que la future prison soit construite sur un terrain de six hectares, appartenant en partie à Saint-Omer, mais situé sur le territoire de cette commune limitrophe. D'où une certaine gêne chez les élus de Longuenesse. Pas une révolte, mais un sursis d'orgueil plutôt : on aurait au moins aimé être averti de la décision de Saint-Omer... « Depuis 1986, M. Delvaux s'est chargé de faire avancer l'affaire, sans jamais nous consulter sur le fond même de l'initiative. Nous ne sommes pas du tout opposés à la construction de cette prison, mais seulement nous avons eu la même réaction que notre population : disons un sursis d'orgueil... », avoue M. François Willes, le maire de Longuenesse. Quatre clochers qui ne ramènent pas en cause l'existence du projet.

Vu sous l'angle judiciaire, le futur centre de détention ne provoque guère plus d'émotion. A peine se plaint-on de ne pas avoir été tenu au courant par les pouvoirs publics du détail des négociations. « Pour l'instant, tout se passe ici un peu à la petite semaine ; on se débrouille », confie le substitut du procureur, M. Jacques Doréneux. « Pour le parquet, cette création ne changera rien. En ce qui concerne le juge de l'application des peines, elle obligera à augmenter le personnel, c'est tout. De toute manière, la justice n'y croira vraiment que lorsque les premières fondations seront posées. D'ici là, la pancarte « Saint-Omer, ville d'art, d'histoire... et de pénitence » a le temps d'être peinte... »

XAVIER HAGLUND.

Dans l'Orne

Des nomades interdits de camping

ALENÇON
de notre correspondant

Par arrêté en date du 21 août, le maire de Sées (Orne) a décidé la fermeture du terrain de camping municipal, le Clos normand, un terrain des études mentionné non seulement dans les guides français mais aussi dans des guides britanniques et hollandais. Explication du maire, M. Dubuisson : « Le camping était envahi par quatre-vingts nomades avec leurs caravanes et leurs animaux : des poules, des chiens, des chats et des porcs. Il n'était donc plus accessible aux touristes. De plus, il y a eu des dégâts. » Et le maire reconnaît : « Il est désemparé et attristé de ne plus offrir de terrain aux vacanciers, mais sa fermeture s'imposait ».

A noter qu'à l'entrée du camping un panneau mentionnait « Interdiction aux nomades », une interdiction irrégulière puisque la commune ne

peut refuser les nomades sur le camping s'il n'y a pas d'aire de stationnement aménagée à leur intention. Alors quelle solution ? Les guides étrangers mentionnent de plus en plus le camping de Sées et les nomades y sont adonnés. Collaboration impossible. Et le maire conclut : « Le problème de l'accueil des nomades ne pourra être résolu que par un terrain départemental ».

Des problèmes avec les nomades, il y en a dans plusieurs autres villes de l'Orne. A Alençon, le conseil de district étudie depuis juin 1978 la remise en état et l'extension éventuelle du terrain des nomades ; mais, pour protéger les propriétés voisines, il doit envisager une clôture avec du grillage, comme celui qu'on utilise pour les bordures des autoroutes ou les zoo. Mais rien de fait jusqu'à présent.

A Argentan, le murs d'enceinte du terrain des nomades était si haut

qu'il a provoqué de vigoureuses protestations. Depuis, on a rebâissé le rempart et ajouté des plantations. A L'Aigle et La Ferté-Macé, on envisage d'installer des clôtures pour y installer les nomades. A Flers, où les habitants d'une ZUP voisine du terrain des nomades protestent, la municipalité envisage de « raccourcir les » sans du voyage » que pendant quarante-huit heures. Déjà, à Rémolard, il y avait eu de sérieux incidents. Des organisateurs d'une fête locale avaient prévu un défilé de chars parmi lesquels figurait une roulotte et ses gitans. M. Young, président de l'Union des Taignes et voyageurs de France, se trouvait au camping local avec d'autres Taignes ; ils envisageaient de participer à la fête, mais le char était une caricature si maladroite de leur vie qu'ils protestèrent énergiquement, se plaignant de cette forme de racisme.

MARCEL VANNIER.

SOS-Racisme dénonce la « monstrueuse stupidité » de M. Séguin

Secrétaire général de SOS-Racisme, M. Eric Gheblail a adressé, le mercredi 26 août, une lettre ouverte à M. Philippe Séguin, qualifiant de « monstrueuse stupidité » la déclaration faite à propos d'Harlem Désir par le ministre des affaires sociales dans l'hebdomadaire le Point du 24 août (le Monde du 25 août).

M. Séguin avait affirmé qu'en confondant la lutte contre le racisme avec un engagement politique à gauche, M. Désir s'était conduit, au cours de son « Heure de vérité » à la télévision, comme « un allié objectif de Le Pen ».

« Choqué », « indigné » par de tels propos, M. Gheblail écrit : « Ce ne sont pas les membres de SOS-Racisme qui ont apporté leurs voix à M. Le Pen à Dreux et à Grasse. Il y a pire que des alliés objectifs, ce sont les alliés véritables. »

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réception du courrier
 permanence téléphonique/permanence télé.
 Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 66 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Des changements à la tête des établissements pénitentiaires parisiens

Les principaux établissements pénitentiaires de la région parisienne ont récemment changé de directeur. Au centre de Fleury-Mérogis (3 600 détenus, la plus grande prison d'Europe), M. Guy Solana a remplacé M. Dominique Fétrot, relevé de ses fonctions début juillet par M. Arsène Lux, directeur de l'administration pénitentiaire, lui-même « rattrapé » au cours du conseil des ministres du mercredi 26 août. Longtemps directeur des Baumettes à Marseille, M. Solana avait été brièvement à la tête de la maison d'arrêt de la Santé (2 000 détenus) avant de rejoindre le centre pénitentiaire de Fleury.

Comme directeur de la Santé, il a été remplacé par M. Jean Macé, venu de la prison de Bois-d'Arcy (1 500 détenus), où lui succède M. Lucien Lemoine. Le titre exact de M. Macé est « directeur des prisons de Paris », qui englobent la Santé et le dépôt qui jouxte le Palais de justice.

D'autres changements étaient intervenus, il y a quelques temps : M. Georges Camps dirige les prisons de Fresnes (3 700 détenus) et M. Daniel Philippin, venu lui aussi de la Santé, est désormais directeur régional chargé de l'École nationale de l'administration pénitentiaire, située à Fleury-Mérogis.

● La Grande-Bretagne débouche 4 millions de livres pour l'espace. — Les Britanniques ont déboursé 4 millions de livres supplémentaires (près de 40 millions de francs) pour leur programme spatial, a annoncé, le vendredi 21 août, le ministère du commerce et de l'industrie de Londres.

Ces fonds, qui s'ajoutent aux 100 millions de livres qu'elle consacre cette année à l'espace, devraient permettre à la Grande-Bretagne de poursuivre sa participation au programme européen et notamment au développement du lanceur lourd Ariane-5 et de Columbus.

Cette rallonge reste cependant bien inférieure aux 11 millions de livres supplémentaires que l'Agence spatiale européenne avait demandés

سكسوان الحارثي

سكاي نيوز

Politique

Les débats sur la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement s'efforce de minimiser l'incident entre M. Mitterrand et M. Chirac

Depuis samedi, un calme précaire qui peut s'apparenter à une guerre des nerfs règne à Nouméa. Le jeudi 27 août en début d'après-midi (heure locale) huit militants indépendantistes ont été interpellés dans la cité de Montravel, au quartier considéré comme l'une des places fortes du FLNKS, contrôlé étroitement depuis la maîtrise par d'importantes forces de gendarmerie. Ces huit militants figuraient parmi les principaux organisateurs des deux manifestations indépendantistes interdites qui se sont déroulées le 22 août et le 26 août dans le centre de Nouméa. Par ailleurs, selon le comité Pierre-Duclosy proche des indépendantistes, quatre-vingt-dix détenus du camp est, la prison de Nouméa, observaient une grève de la faim, normale ou tourmentée, depuis le

19 août pour certains, depuis le 23 août pour d'autres en signe de soutien au FLNKS hostile au référendum d'autodétermination du 13 septembre. Cette tension sans heurts qui règne en Nouvelle-Calédonie n'épargne pas la classe politique sensibilisée par la brutalité des forces de l'ordre à l'encontre des manifestants indépendantistes de samedi dernier. Comme d'habitude, cette affaire a donné lieu à un échange de propos aigres-doux au cours du conseil des ministres de mercredi entre le président de la République et le premier ministre, M. Mitterrand mettant en garde contre « l'enchaînement de la violence » et M. Jacques Chirac se déclarant « choqué par l'ampleur donnée à un événement somme toute banal ». Au

cours de ce conseil, puis l'après-midi à Arles devant les jeunes du RPR, le premier ministre a insisté « l'hypocrisie » de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie coupables à ses yeux, de vouloir « déstabiliser » la France dans le Pacifique. Du côté de Matignon, on s'est d'ailleurs efforcé dès mercredi après-midi de minimiser la portée de ce nouvel écart sur le parcours de la cohabitation. M. Alain Juppé, le porte-parole du gouvernement, a indiqué qu'il n'y avait pas lieu d'en faire « un casus belli ». M. Bernard Pons, le ministre des DOM-TOM, s'est efforcé à abonder dans le sens du chef de l'Etat. « Le président de la République », a-t-il relevé, a dit : rien de pire que l'enchaînement de la violence. J'en suis tout à fait conscient. C'est l'enchaînement de la violence dès

lors que la loi n'est pas respectée et que les forces de l'ordre ne font pas leur devoir. Au nom des barrières, extrêmement prudentes sur ce dossier, M. Pierre-André Wiltzer a souligné que la situation en Nouvelle-Calédonie ne soit pas « l'objet d'une dispute de caractère politique interne ». M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'est efforcé d'avoir voulu exploiter politiquement cette affaire. « J'ai exprimé un sentiment qu'à mon avis des millions de Français ont ressenti comme moi », a-t-il fait remarquer. M. Jospin persiste à penser que le référendum du 13 septembre vient « trop tôt » et qu'il n'apportera pas « de solutions au problème de la Nouvelle-Calédonie ».

D. C.

Huit indépendantistes interpellés à Nouméa

NOUMÉA
de notre correspondant

Ils étaient venus lever l'affront. Pour les solides gaillards - talkie-walkie à la main et arborant des tee-shirts tricolores - qui sillonnaient, par petits groupes, la place des Cocotiers, le jeudi 27 août en début d'après-midi (heure locale), il n'était plus question de subir l'outrage du spectacle de la ville : le défilé, au cœur de Nouméa, d'un millier de manifestants du FLNKS, accompagnés par deux batailles de CRS dans la banlieue de Montravel, le tout dans un silence quasi religieux.

Le message adressé au haut-commissariat par cette centaine de loyalistes - parmi lesquels on pouvait reconnaître les responsables du service d'ordre du RPR - était clair : « Conduire à la lettre les ordres d'interdiction visant tout rassemblement. On attendait donc de pied ferme les militants indépendantistes, dont on pensait qu'ils allaient renouveler l'action de la veille. Les consignes lancées à Montravel par le numéro deux du FLNKS, M. Yéwé Yéwé, lors de la dispersion - « Rendez-vous à demain » - avaient forgé la conviction de tous : « Ils » allaient, paraît-on, réitérer.

Dès le début de la matinée, les autorités avaient déployé leur dispositif dissuasif : les fourgons de police étaient stationnés au centre-ville, tandis que des rangées de CRS basteiaient l'herbe de la place des Cocotiers. Le haut-commissariat avait visiblement, cette fois, l'intention d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'attroupement. Il fallait, pour cela, aller à la « source » du mal, c'est-à-dire la banlieue populaire de Montravel, le bastion du « comité de lutte » FLNKS de Nouméa.

An lever du jour, deux escadrons de gendarmes mobiles ont bouclé le secteur, ne laissant pénétrer que les riverains. A midi, une compagnie de CRS s'est déployée au pied de la cité HLM du quartier, sur le terrain où les indépendantistes avaient érigé leur « lieu de repli », une bache en plastique bleue tendue sur des piquets de bois. Considérant que les quelques dizaines de militants rassemblés là, en train de déjeuner, constituaient une « manifestation interdite », le commissariat central a ordonné la dispersion.

Prévenir tout affrontement

Le « lieu de repli » a été démantelé, avec l'aide d'un canon de la municipalité de Nouméa, et huit responsables du « comité de lutte » ont été interpellés. Parmi eux se trouve M. Elie Pégousse, déjà condamné, le 24 août, à quinze jours d'emprisonnement avec sursis, et M. Cono Hama, directeur de cabinet de M. Yéwé au conseil de la région des Iles Loyales.

Le haut-commissariat souhaitait prévenir tout risque d'affrontement avec le « comité d'accueil » anti-indépendantiste de la place des Cocotiers. En réalité, les militants du FLNKS n'avaient aucunement envisagé de manifester ce jeudi. Le « tuyau » qui avait déclenché le brauc-bis de la journée était faux.

Face à cette psychose de la manifestation et de la contre-manifestation, les autorités publiques bégayent. L'épisode de ces derniers jours illustre l'embarras dans lequel elles se trouvent, tiraillées entre la crainte de donner l'image de la répression policière et celle d'être taxées de laxisme. La manière douce avec laquelle le haut-

commissariat a traité l'attroupement du FLNKS, mercredi, a, en effet, soulevé la colère du camp loyaliste. Le délégué du gouvernement, M. Jean Montpezat, a reçu successivement, mercredi soir, des délégations du RPRC et du Front national, venues lui exprimer leur mauvaise humeur. Si le RPRC s'est refusé à toute déclaration publique, le Front national, en revanche, par la voix de son secrétaire général Guy Georges a été on ne peut plus clair : « Nous avons fait parti à M. Montpezat de notre exaspération devant ce qui se passe. Le FLNKS continue à être insolent vis-à-vis de la loi. Nous avons donc demandé l'arrestation des organisateurs ». Cette exaspération croissante au sein de la famille anti-indépendantiste explique, probablement, la rigueur des opérations policières de jeudi.

FREDERIC BORIN

Le premier ministre accuse la Nouvelle-Zélande et l'Australie de chercher à déstabiliser la France

ARLES
de notre envoyée spéciale

A l'occasion de la cinquième Université d'été des jeunes RPR, organisée en Arles (Bouches-du-Rhône), M. Jacques Chirac a expliqué, le mercredi après-midi 26 août, que la Nouvelle-Calédonie a fait « l'objet d'un débat », alimenté par deux idées principales. Le premier ministre a tout d'abord développé celle d'un « certain nombre d'acteurs de la zone Pacifique (...) qui consistent la présence de la France dans cette région et ce depuis longtemps et qui conduisent une politique de déstabilisation de notre pays, dont les points d'appui sont la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Le premier ministre a ajouté : « Ces pays ont tort. Ils devraient d'abord se rendre compte que ce qui les lie à nous est bien supérieur » à ce qui nous sépare. Après avoir évo-

qué l'« histoire commune », « le sang versé ensemble pour défendre un même idéal de société démocratique et de liberté », il a appelé à plus de modestie dans leurs « critiques » et dans leurs « initiatives ». L'Australie et la Nouvelle-Zélande, a raison notamment « des responsabilités qui ont été les leurs lorsqu'il s'est agi de leurs relations avec les autochtones de ces régions, les Maoris de Nouvelle-Zélande, qui ont été traités et continuent de l'être dans des conditions qui n'ont évidemment rien à voir avec la nature des relations qui existent entre les différents pays d'Afrique et des différents territoires d'outre-mer » et la France. « Cette hypocrisie est très choquante, même si elle est un peu dans la nature anglo-saxonne », a-t-il ajouté le matin, au cours du conseil des ministres, M. Chirac avait d'ailleurs instruit le même procès à l'égard de l'Australie et de la

Nouvelle-Zélande, mais en des termes beaucoup plus diplomatiques. Après cette mise en cause, applaudie par son auditoire, le chef du gouvernement a évoqué la « deuxième idée » du débat calédonien : « Des gens, probablement sincères, bien intentionnés, un peu trop sensibles aux idéologies (ont été conduits) par ignorance des problèmes en général, par méconnaissance de la situation réelle, à imaginer qu'en Nouvelle-Calédonie il y avait un problème de même nature » que lors de la décolonisation en Afrique. Puis il a affirmé : « Je ne conteste pas, pour ceux qui défendent ces thèses, leur bonne foi, même si ils nous ont fait beaucoup de mal (...) ». Il y a un multi-ethnisme naturel et très ancien (il n'y a pas un, mais des groupes ethniques canaques ». Pour M. Chirac, cette « erreur » est à la base de l'opinion de ceux qui assimilent, à tort, le problème calédonien à un problème de décolonisation.

« Si les années 1984 et 1985 ont été celles des affrontements, de la crispation, des morts, des blessés, les années 1986-1987 ont été celles du retour au calme et à la sérénité, aux manifestations pacifiques », a-t-il déclaré. M. Chirac recommande, avant le référendum du 13 septembre, de faire « confiance aux Calédoniens, quelle que soit leur origine ethnique ». « Ne préjugeons pas des choses », a-t-il recommandé, avant de se déclarer « tout à fait persuadé » que les Calédoniens, toutes ethnies confondues, donneront une majorité à l'option française.

Ce résultat, aux yeux du premier ministre, impliquera pour le gouvernement une double exigence : un statut qui « permette l'épanouissement de chacun » et « un effort supplémentaire de développement de justice sociale et d'intégration des communautés ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

La cohabitation et le fantôme du colonialisme

(Suite de la première page.)

On se contentera donc de peu, à condition que le premier ministre continue ses impatiences, qu'il ne multiplie pas comme mercredi, les gaffes sur l'hypocrisie, le « naturel anglo-saxon ». M. Mitterrand, qui a engagé son crédit sur une pratique nouvelle des institutions, n'a pas plus intérêt que le premier ministre à casser la coexistence, sauf extraordinaire coup de sang d'une France imprévisible.

L'accroc du conseil des ministres de mercredi est tout petit, en regard du fossé qui sépare le président de la République et le chef du gouvernement sur la Nouvelle-Calédonie. Le premier en tient pour l'indépendance-association, projet avorté de l'avant-mars 1986, et le second pour la Nouvelle-Calédonie française. Les deux visions sont inconciliables mais l'un n'est habitué à vivre avec Mitterrand, de part et d'autre de la table du conseil des ministres, les « chats dormants », comme dirait M. Mitterrand, ont griffé la feutrine.

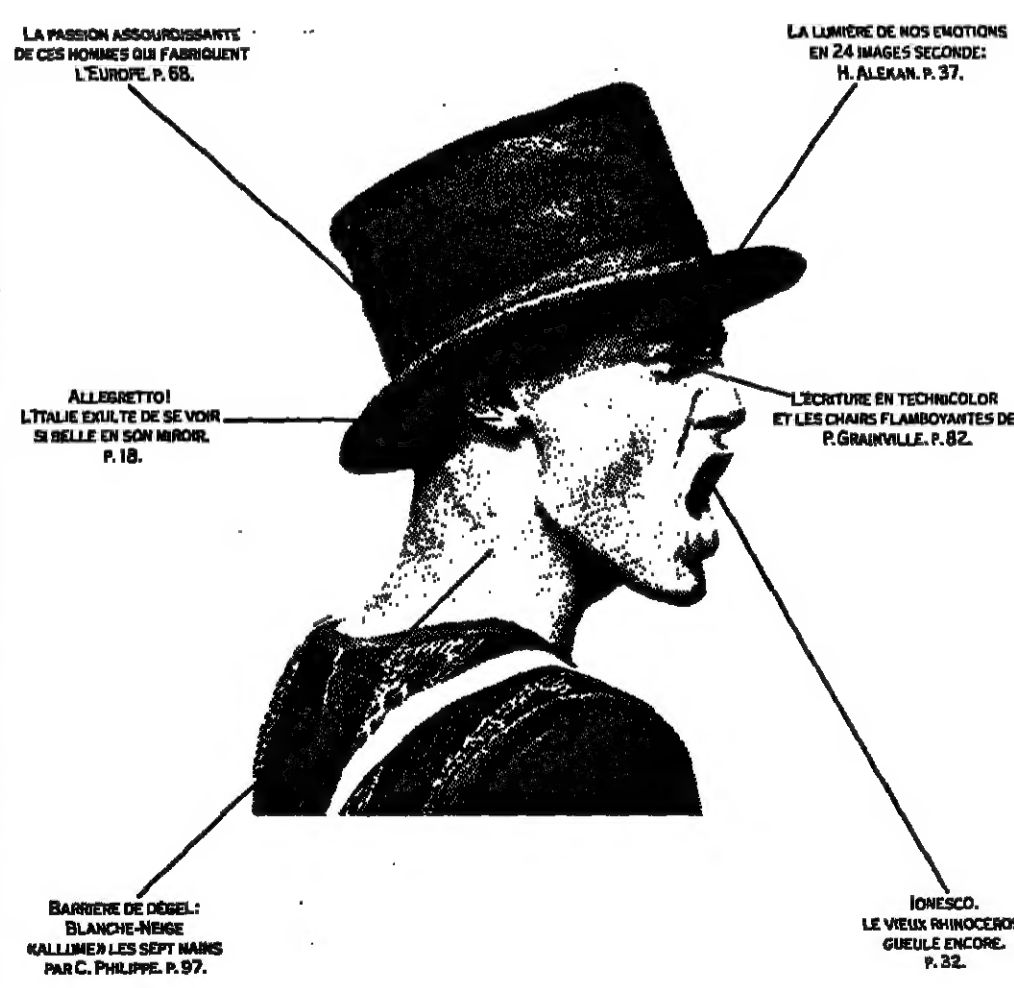
Que la police ait matraqué, samedi dernier à Nouméa, des manifestants paisibles, assis au soleil et armés de ballons d'enfant n'est, aux yeux du premier ministre, qu'un « événement somme toute banal ». M. Mitterrand, lui, a été « très sensible [à ces] images de brutalité ». Le dialogue a été poli, la formulation délicate et la tonalité des interventions si retenue et assourdie que les ministres les plus mal placés n'en ont pas perçu grand-chose.

Les consignes se sont aussitôt mises en quatre pour réparer l'accroc. M. Juppé et M. Pons d'un côté, M. Jospin de l'autre ont minimisé l'incident après avoir eux-mêmes donné du casseau comme pour le mieux préparer. Quel jeu étrange ! Les hommes politiques ne se donnent pas les moyens de désamorcer des conflits dont ils s'efforcent, après coup, d'atténuer la portée. M. Jospin, qui a eu « honte pour ceux qui nous gouvernent », samedi après l'intervention de la police à Nouméa, aurait renforcé la crédibilité de cette réaction spontanée s'il avait exprimé publiquement la même émotion, en janvier 1985, après la mort d'Elou Machoro où il avait seulement réclamé la « clarté ». Tout aussi bien, M. Pons ou M. Chirac auraient pu reconnaître que la violence utilisée contre le pacifisme n'est pas le meilleur moyen de manifester l'attaché de l'Etat et d'assurer le calme.

L'affaire Greenpeace l'a montré, au détriment des socialistes. Le gouvernement actuel l'a aussi démontré, sans le dire, a contrario, mercredi à Nouméa où une manifestation s'est déroulée sans problème, après négociation avec des policiers aussi tranquilles que les indépendantistes de la place des Cocotiers.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

TOUS LES SENS SONT EN ÉMOIS



EMOIS

LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL A SENSATIONS.

TUNISIE : Le procès de quatre-vingt-dix islamistes a été reporté au 1^{er} septembre

La Cour de sûreté de l'Etat tunisienne, à la demande des avocats de quatre-vingt-dix islamistes, a reporté au 1^{er} septembre le début de l'audience de ce procès. Les avocats de la défense ont demandé de retarder l'ouverture du procès afin de permettre aux juges de mieux connaître les faits et de mieux préparer la défense.

Le procès de quatre-vingt-dix islamistes, qui a débuté le 27 août à la Cour de sûreté de l'Etat tunisienne, a été reporté au 1^{er} septembre. Les avocats de la défense ont demandé de retarder l'ouverture du procès afin de permettre aux juges de mieux connaître les faits et de mieux préparer la défense. Le procès concerne des membres du mouvement islamiste, accusés de terrorisme et de trahison.

Pamphlets de la prière de mort

Les pamphlets de la prière de mort, qui ont été distribués dans les rues de Tunis, ont été interdits par les autorités. Les pamphlets contenaient des appels à la violence et à la trahison. Les autorités ont déclaré que la distribution de ces pamphlets était une violation de la loi.

NEUBAUER

SUPER SOLDÉS
sur les derniers modèles 1987 en stock:

- 205 XN OK
- 205 XT
- 205 GT
- 205 EA
- 205 CR
- 205 PR
- 205 XR
- 205 IAD
- 205 GTI
- 205 EA

NEUBAUER

دنيا

Le Monde DES LIVRES

Les mauvais sauvages

L'enquête de Colin Turnbull sur les Iks, peuplade déportée et devenue folle, nous parle aussi de nous-mêmes.

PEU d'ethnologues nous parlent de leur Land Rover rouge. Colin Turnbull le fait et, dans le premier chapitre, elle tient même un rôle de premier plan. En plus d'exciter sexuellement les éléphants mâles, elle sert de dortoir, de refuge, de cuisine et d'observatoire. Deux mois durant. Riche, naufragé parmi les pauvres dans le nord de l'Ouganda, Colin Turnbull découvre ce qu'il n'attendait pas : au lieu d'être chez des chasseurs-collecteurs nomades, vivant à leur rythme et selon leurs besoins, il se retrouve, en moyenne montagne, dans une zone de déportation. Les Iks sédentarisés ont été coupés de leurs terrains de chasse et, n'ayant su se convertir à l'agriculture, survivent en attendant la mort.

Chasseurs sans gibier, leur monde symbolique s'est effondré et leur société sinistrée, gangrenée par le malheur, est devenue une sorte de degré zéro de la culture. Les Iks sont condamnés au « chaos pour soi ». La cruauté remplace l'amour, la suspicion et la méfiance se généralisent, et l'ethnologue assiste, en direct, au pourrissement du lien social. Sa « belle âme » vacille. L'homme est-il naturellement mauvais ?

Voilà, résumé à grands traits, l'esprit du livre. Colin Turnbull va passer dix-sept mois chez les Iks. Comme il est lui-même ombrageux et mauvais coucheur, il sera sensible à la dimension régressive du peuple qu'il observe. Il va peu à peu « s'ikiser » et, s'acclimatant à la morbidité ambiante, il induira, d'un état de crise, un système. Une logique locale. Ainsi

les Iks, saisis par la barbarie, deviendront le revers de ceux qui hantent l'ethnologie depuis ses débuts : des mauvais sauvages.

Un peuple hébété par la faim

J'exagère à peine. Sachez qu'en 1975, s'il faut en croire Turnbull, les Iks s'arrachent effectivement le pain de la bouche, qu'ils maltraitent les vieux, qu'ils laissent mourir les malades et qu'ils abandonnent les enfants dès l'âge de trois ans ! Les filles se prostituent et les plus vaillants aident les groupes voisins à voler du bétail ! Ils sont ainsi deux mille nécessiteux à s'entre-déchirer, à s'épier, à se haïr. Leurs villages leur ressemblent. Ils reproduisent le tourment d'un peuple hébété par la faim et le dépaysement. Espaces clos, compartimentés et sans âme. L'ethnologue s'y risque avec précaution et, presque toujours, avec dégoût. Les préjugés – favorables ou défavorables – servent quelquefois de levier à la compréhension d'un peuple. Colin Turnbull excelle dans cette manière de rentrer par effraction chez autrui. Il fait de son irritation une vertu et il aime à mélanger le récit à la parabole. Sa description a valeur d'avertissement et de leçon.

Prenez-y garde. Il est possible, en effet, qu'une tribu actualisée telle ou telle dimension cachée de l'homme. Nos fantasmes s'y retrouvent. C'est pourquoi Turnbull passe alternativement de l'anthropologie de la mort à la psychologie de la faim.



Les Iks vus par Peter Brooks : la tragédie de ce peuple inspire au célèbre écrivain un spectacle donné aux Bouffes du Nord, à Paris, en 1975.

Dans le style musclé, qui est le sien, il n'hésite jamais à provoquer le lecteur, comme s'il voulait se convaincre lui-même de ce qu'il voit. Ainsi, page 95, pour montrer que l'amour est indispensable à la survie, il se risque sur le plus sensible et le plus dangereux des terrains : « Même dans les camps de concentration, où les conditions de vie étaient à certains égards comparables – à ceci près que ceux qui souffraient savaient que leur martyre était délibérément voulu par d'autres êtres humains et dépendait de leur pouvoir... – il était rare de voir l'homme se dévouer à ce point de son « humanité » (encore que cela se produisit parfois à Treblinka et ailleurs). »

L'urgence et la morale

Et il est vrai qu'entre les Iks et l'éthique de Primo Levi (1), certains pourraient voir une répétition de l'histoire : la nécessité fait loi, l'urgence se moque de la morale, les circonstances dictent les conduites et, là ou pas, l'homme est un loup pour l'homme dans certains cas... Autant d'idées qui risquent de noyer le propos spécifique de Turnbull et de dénaturer l'expérience douloureuse – incomparable – de Primo Levi.

C'est vrai. Il ne faut pas confondre le réalisme, le naturalisme, le pessimisme, le cynisme et

la misanthropie. Primo Levi nous parle d'espoir et Colin Turnbull, malgré les apparences, n'est pas un ethnologue « révisionniste ». Il s'inscrit dans une tradition anglosaxonne soucieuse de vérité et de solidarité. Son dépit n'est apparemment pas du mépris.

Bien sûr, ce livre devrait provoquer un débat sur la responsabilité de l'ethnologue. Peut-on, muni d'un carnet de notes et d'un magnéphone, regarder s'éteindre un peuple ? A quoi sert de dresser le bilan d'une société qui vient d'imploser ? Et l'ethnologue, voyageur subventionné, a-t-il le droit d'observer la misère des gens du haut de sa Land Rover rouge ?

Même si pointer le problème n'est pas le résoudre, il faut lire les Iks et en parler !

JACQUES MEUNIER.

* LES IKS, de Colin Turnbull, traduit de l'anglais par Claude Elsen, collection « Terre humaine », 396 p., 190 F.

Les Iks est la réédition d'un livre publié aux Éditions Stock, en 1973, sous le titre *Un peuple de fauves*. Cette nouvelle version comprend en plus la pièce de Peter Brooks, *Les Iks*, et un texte de Jean-Claude Carrière, « Les Iks vus par Peter Brooks », ainsi qu'un justificatif de Jean Malaurie et un témoignage de Joseph Towles, qui accompagnent Turnbull sur le terrain et qui donnent leur point de vue.

(1) Sechet-Chastel. Un témoignage majeur qu'il conviendrait de rééditer.

Le cynisme de Somerset Maugham

Inédit en français, un roman de jeunesse qui annonçait l'Amant de lady Chatterley.

SOMERSET MAUGHAM fut un auteur à succès du jour où il publia son premier roman. Dès la parution du deuxième – *Mrs. Craddock*, justement – il renonça à poursuivre ses études de médecine, qu'il avait poussées assez loin : il en était à sa cinquième année d'internat dans un hôpital londonien quand il abandonna la blouse blanche et le stéthoscope. Il avait vingt-six ans.

Ce succès, qui n'allait pas cesser de s'accroître, loin de lui valoir la considération, lui attira une défiance durable de la part du lecteur d'élite, lequel, avide de se montrer différent, se détourne de ce qu'il a aimé lorsque le grand nombre commence à l'aimer. A la fin, sous les couronnes de laurier qu'on lui tressait, grâce en partie à ses pièces de théâtre et à Hollywood, Maugham aurait pu s'écrier comme Voltaire, à la première d'Irène, sous l'assaut de ses admirateurs : « Ne m'étouffez pas sous les roses ! »

Il restait fidèle aux recettes éprouvées de la narration. De huit ans le cadet de Kipling, de quatre mois l'aîné de Chesterton, il croyait, comme ses deux illustres contemporains, qu'une fiction dépassant les cinq ou six pages a besoin d'un canevas pour soutenir l'intérêt du lecteur, et qu'il va de soi que l'intrigue en tient lieu. Il préférait Maupassant à Tchekhov, et trouvait qu'aucun autre roman de l'importance de *l'Education sentimentale* ne laissait une impression aussi vague, fautive d'intrigue.

Somerset Maugham était né à Paris, en 1874, où il vécut jusqu'à l'âge de dix ans. Il devait passer beaucoup de temps en France, où il mourut en 1965 à l'âge de quatre-vingt-onze ans, dans sa propriété de la Côte d'Azur, qui n'était pas indigne de ses personnages riches. La lecture du *Journal* de Jules Renard avait été pour lui la rencontre capitale, déterminant sa vocation. Pour ces raisons et d'autres, similaires, on a dit de lui qu'il était le plus français des écrivains anglais. On se trompait : il était, et ses livres le prouvent, imperturbablement anglais. Ayant tiré de son aventure d'agent secret en Russie de nom-

breuses nouvelles, il renonça à publier quatorze d'entre elles à la demande de son ami Winston Churchill, qui les jugeait trop « confidentielles ». Avant de mourir, il les brûla. Est-il défendu d'y voir une attitude typiquement anglo-saxonne ?

Mrs. Craddock raconte l'histoire de Bertha Ley, jeune fille de l'aristocratie terrienne, orpheline, vivant avec une tante, à la campagne, dans une maison dotée d'une excellente bibliothèque. Miss Ley, la tante, est un personnage tout droit sorti d'une comédie d'Oscar Wilde. Elle a en horreur les épanchements du cœur : les gens vertueux lui semblent profondément immoraux, la seule justification décente du mariage étant à ses yeux, pour une fille, l'attraction du mâle ; elle part en voyage à l'approche de Noël – dommage d'ailleurs qu'elle s'absente avec une telle fréquence des pages de ce roman ! – pour éviter les marques de sympathie que tout un chacun est appelé à dispenser en la circonstance, et soutient que le paradis est seulement digne des gens vraiment stupides.

La nièce et le métayer

De quoi encourager à la mégalomanie une nièce qu'émeuvent les remugles d'étable, de basse-cour, d'écurie, mêlés à l'odeur du tabac, ainsi que les bottes et les culottes bouffantes de son métayer, Edward Craddock. Elle l'épouse, l'instinct l'emportant sur sa position sociale, comme sa chère tante le lui a appris, mais se trouve vite déçue : en dépit de son sens pratique forcé, Edward se révèle un homme plutôt débauché qui, dans sa simplicité, soupçonne la lecture d'être nuisible à l'esprit de sa femme. Pour ce qui est du goût de la musique, que Bertha cultive, mettant un point d'honneur à lui infliger des récitaux wagnériens, il partage l'avis du docteur Samuel Johnson : « Quand j'entends un morceau difficile, je regrette qu'il ne soit pas tout bonnement impossible. »

HECTOR BIANCIOTTI.
(Lire la suite page 16.)

Sébastien Japrisot Écrit par Jean-Baptiste Rossi



Le plus jeune
écrivain
de l'année.

Denoël
Robert Laffont

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

En avant, calme et droit, de François Nourissier

L'allure, ce leurre

F AUTE de morale admise par tous, comment donner à sa vie, sinon un sens, au moins une valeur esthétique ? Pourquoi ne pas la mener sur le modèle de pratiques gratuites et très codifiées comme la chasse à courre, la corrida, le pêche au gros ou l'équitation ?

Cet idéal de l'exigence formelle et de l'« allure » pour l'allure, ce n'est pas d'aujourd'hui que la petite bourgeoisie, le croyant le comble du noble, y cherche de quoi tromper son manque d'identité, de tradition et de raison d'être. L'avant-guerre a fourni des cohortes de fils de personne confondant éthique et horreur crispée du désordre, rêvant de bousculer la République avec les hobereaux monarchistes et d'entrer à Berlin en gants blancs derrière les cadets de Saumur, au motif que, merde, comparé à la politcalière radicale et aux combines du petit commerce, ça vous aurait tout de même « une autre gueule ». On sait ce qu'il en fut !

C'est cette parodie de panache nobiliaire que François Nourissier met en roman avec *En avant, calme et droit* : histoire symptomatique d'un orphelin déclassé qui espère, dans sa jeunesse des années 30, donner à son existence l'éclat d'un parcours sans faute de concours hippique, et qui finit, les manèges d'antan ayant vécu, dans des sursauts de vie manquée, des souvenirs de crotin ; floué par ce vaste leurre idéologique.

C'EST un ancien élève du nommé Hector Vachaud d'Arcole qui tient la plume. Il a connu le maître au manège des Gobelins, en pleine agitation étudiante de 1968. Pour pratiquer son sport favori, il traversait le quartier Latin en bombe de chasse et jodhpurs, ce qui lui valait les quolibets des manifestants et lui a inspiré durablement, envers ces derniers, un mépris à la mesure de sa trouille d'alors.

Vachaud est né en 1916. Il n'a pas connu son père, tué la même année à la guerre. Sa mère, fille de petit clerc, s'est remariée avec un veuf rencontré sur une plage atlantique, bottier de son état. En bon beau-fils, Hector a honte de cette union, qu'il juge dégradante. Pour s'arracher au monde du petit commerce, il imite les fils de grands bourgeois : préparation militaire, escrime, cheval, ligues droitières, maîtresses à particules, camps virils, aumôniers moines-soldats, débats de conscience sur les moyens d'assurer le salut du pays et sa gloire personnelle...

C'est l'enfance d'un chef, vue du dedans, c'est-à-dire prise au sérieux, et non, comme chez Sartre, vue de l'extérieur, en guise de « cas ». Tandis que Sartre examine les influences du milieu en phénoménologue, le narrateur de Nourissier les apprécie comme on reconstruit l'histoire d'un objet d'art ou d'un meuble. Il y a de l'antiquaire, du commissaire-priseur, dans sa façon de renifler le parfum des familles, de s'y retrouver dans les subtilités des prétentions et des déclassements.

L'AMBITION sociale pousse à recopier des comportements : elle n'aide pas à vivre. La première maîtresse d'Hector, retrouvée à quatre-vingts ans par le narrateur, est formelle : notre complexe vivait du bout des lèvres. Croyant s'élever, il est devenu un « curé » du cheval, un « bigot de l'équitation ».

La Révolution nationale de Pétain ne peut que le séduire, mais la défaite le rend sceptique devant ces officiers vaincus qui prêchent l'énergie et la spiritualité. La vraie France dont Hector se gargarise existe-t-elle vraiment ? La haine du populo que Vichy prétend réformer moralement ne cache-t-elle pas de sounoises envies ?

(Lire la suite page 16.)

indigestion

La fièvre de 1988... et celle de 1789

HISTOIRE, POLITIQUE, SOCIÉTÉ

Il était fatal que la production éditoriale en matière d'essais politiques, d'histoire et de biographies suive les pentes de l'actualité : 1988, année électorale ; 1989, année révolutionnaire. Côté élections, on peut prendre le parti du sérieux : Pour une poignée d'élections, d'Yves Stroude (Fayard) ou celui du rire et de la satire : Comment acheter un président de la République, de Coton (Laffont), ou Faisons un rêve, de M.A. Burnier et Léon Mercadet (Balland), ou encore celui de la hauteur constitutionnelle : L'arbitre et le Capitaine, sur la responsabilité présidentielle, de Jean Massot (Flammarion).

On peut aussi choisir la biographie : Chirac, de Franz-Olivier Giesbert, Pasqua, de Pierre Pellissier (Lattès), l'autoportrait en forme d'idées-forces : Le Cœur de l'ouvrage, de Michel Rocard (Odile Jacob), l'entretien : Raymond Barre, de notre collaborateur J.M. Colombel (Flammarion), l'histoire récente : le Roman de l'argent de de Gaulle à Mitterrand, par Stéphane Denis (Grasset). La tentative de reconstitution d'un passé qui pour être plus ancien n'en demeure pas moins controversé : Guy Mollet, de Georges Manly (Calmann-Lévy), la mesure de l'écart entre la fonction politique et les préoccupations des citoyens : Tout va très bien, monsieur le ministre, de notre collaborateur Daniel Schneidermann (Belfond), ou l'analyse de la nouvelle société française : la Tentation égalitaire, d'Alain Minc (Grasset), les Nouveaux Capitalistes, d'Édouard Beland (Flammarion), la Cohabitation des Français, de Maurice Duverger (PUF).

Pour ce qui est de la Révolution, on donne généralement dans la monographie plutôt que dans la monographie savante. André Castel et Y. de son Histoire de la Révolution (Perrin), tout comme Georges Soria, qui dirige chez Bordes une Grande Histoire de la Révolution française, abondamment illustrée. On réédite aussi la Civilisation de la Révolution française, de Soboul (« Champs », Flammarion) et Dictionnaire de la Révolution française de Jean Tulard et Jean-François Fayard (« Bouquins », Laffont). Jean-François Fayard publie chez le même éditeur une Chronique de la justice révolutionnaire. Daniel Lacotte signe un Danton (Payot),

Jean-Joël Bregnon un Carrier (Perrin), tandis que Robert Laffont annonce, enfin, la parution en novembre du cinquième volume des Hommes de la Liberté de Claude Manceron.

Fayard se tient délibérément à l'écart de cette fièvre électorale autour de 1789. Si l'on aborde la période avec le Dictionnaire Napoléon, de Jean Tulard, on préfère tout de même l'Ancien Régime : l'Approvisionnement de Paris, de Steve Kaplan ; la Cour de France, de Jean-François Solnon ; l'Inquisition en Europe au dix-septième siècle, à travers les aventures d'Isaac Cardoso, De la cour d'Espagne au ghetto italien, minutieusement reconstituées par Yosef Yerushalmi, la Vie de la fin du siècle décrite dans toute sa complexité par Jean-Paul Bled dans son François-Joseph ; ou les usages religieux, alimentaires ou érotiques des Parfums et aromates de l'Antiquité, révélés par la science de Paul Faure. Fayard entreprend également la publication d'une histoire de la littérature russe en sept volumes dont le premier paraîtra le 1^{er} octobre.

Pas davantage de Révolution chez Gallimard, mais deux études historiques majeures : l'Europe et les pauvres, du Moyen Âge à nos jours, de Bronislaw Geremek, dont l'action politique aux côtés de Lech Wałęsa ne doit pas faire oublier qu'il est aussi le grand historien de la pauvreté ; et le Frédéric II, d'Ernest Kantorowicz (mais nous attendons toujours la traduction de son œuvre capitale Les Deux Corps du roi, annoncée depuis longtemps chez le même éditeur).

Chez Hachette, l'histoire est, en cet automne, un produit lourd et prestigieux, qu'il s'agisse de l'Atlas historique, dirigé par Pierre Vidal-Naquet (la pré-édition de cet ouvrage chez France-Loisirs a déjà été vendue à 400 000 exemplaires), ou de la Grande Histoire de France, dirigée par Georges Duby, Emmanuel Le Roy Ladurie, François Furet, Maurice Agulhon, et qui sera centrée sur l'évolution politique française de la féodalité à nos jours. On annonce une autre Histoire de France, chez Flammarion, celle de Berthier de Sauvigny, rééditée et remise à jour, mais surtout une remarquable étude d'un universitaire américain, élève de Kantorowicz, Ralph Gleason, sur la souveraineté telle qu'elle est

symbolisée par le cérémonial funéraire des rois de France, Le roi ne meurt jamais.

Une Histoire de France encore, au Seuil cette fois, et signée de François Lebrun et Jean Carpentier. S'y ajoutent une Chronique des années 60, de Michel Winock, tirée des articles parus dans notre journal en 1986, les « Chroniques » du Monde, publiées par Jean-Noël Jeanneney aux mois de juillet et d'août 1987, la Politique et la

toire de la population française (quatre volumes, 2400 pages) sous la direction de Jacques Dupaquier. Trente-trois historiens et démographes ont collaboré à l'entreprise. C'est la première histoire de ce genre engagée depuis 1893. Autant dire qu'elle manquait. Chez le même éditeur, Daniel Ligou dirige un Dictionnaire de la franc-maçonnerie, André Corvisier un Dictionnaire d'art et d'histoire militaires, et la collection « Qua-

De l'histoire des sociétés, on passe tout naturellement à celle des individus, aux biographies. La plus considérable est celle que Tad Szulke consacre à Castro, trente ans de pouvoir absolu (Payot), à laquelle répond comme en écho l'autobiographie de Martha Frayde, Ecoute Fidel, récit d'une jeune femme qui s'est engagée aux côtés des « barbudos » de la Sierra Maestra, est devenue chef de la délégation cubaine à l'UNESCO, avant d'être arrêtée en 1976 et expulsée. Autres biographies, littéraires cette fois, celle d'Hemingway, par Jeffrey Meyers (Belfond), de Joseph Conrad, par Frederick Karl (Mazarine), de Shakespeare, par M. T. Jones Davies (Balland), de Robert de Montesquiou, par Philippe Julian (Perrin), de Sappho, par Bernard Ledwige (Mercure de France), de Milena, par sa fille (Maren Sell).

L'abondance des biographies vient compenser un peu - mais pas tout à fait - la maigreur des essais littéraires et scientifiques. Claude Hagège, linguiste, se tient à égale distance de la littérature et de la science avec le Français et les siècles, un bilan du français comme langue vivante qui ne verse ni dans l'optimisme cocardier ni dans le catastrophisme crispé, et qui formule des solutions concrètes pour mieux assurer la présence de notre langue dans le monde (Odile Jacob). Mais sans doute Hagège serait-il d'accord pour considérer que les meilleurs défenseurs d'une langue sont encore ses écrivains. On va lire dans quelques semaines les Carnets de travail de Flaubert (Balland), ainsi que des nouvelles inédites de Marcel Aymé (Gallimard), cependant que Roger Stéphane célèbre la Gloire de Stendhal (Quai Voltaire) et que Paul Bénichou consacre une longue étude aux Mages romantiques (Gallimard).

Et puis il y a encore les documents, les témoignages, les enquêtes sur cette actualité immédiate qui résonne souvent longtemps en nous. Doris Lessing, dans Le vent emporte nos paroles, parle de la situation des réfugiés afghans (Albin Michel) ; Nicole du Roy et Francine Rivaud enquêtent sur les Français les plus riches (Calmann-Lévy). Citons encore : Et si vous saviez : la Prison au quotidien, de Roland Agret (Pion) ; la Fièvre européenne. Vingt millions d'immigrés, de Marc Hillel (Pion) ; Réflexions sur la question gay, de Guy Konoziński et Brice Couturier

(Calmann-Lévy) ; Terrorisme à la une, de Dominique Wolton et Michel Wiewiorka, qui analysent les effets de la médiatisation sur le comportement des poseurs de bombes et autres preneurs d'otages (Gallimard) ; Sur le terrorisme, de Jean-François Revel (Hachette) ; enfin, deux approches très différentes du « phénomène SIDA » : un témoignage très fort d'Alain Emmanuel Breuille, Corps à corps (Gallimard), et une enquête internationale qui mesure l'exacte ampleur du phénomène, le Grand SIDA de l'an 2000, de Rolande Girard (Grasset). Sans compter bien sûr les deux ou trois surprises heureuses qui nous offriront, au cœur de l'automne, un été indien.

PIERRE LEPAPE.

Le second souffle de la librairie Séguier

La librairie Séguier, créée en 1981 par Marcel Julian, a été reprise l'an dernier par une nouvelle équipe, « Le plus grand des petits éditeurs », comme il se définit lui-même, a accru le rythme de ses publications en passant de quatre livres par mois en 1986 à six livres par mois pour cette rentrée 1987. Même si la maison pratique une politique d'accueil à tous les courants de pensée, certains domaines restent privilégiés : les témoignages, avec le livre de Sylvain Kaufman, Au-delà de l'enfer, paru au printemps, précédé par Robert Badinter, et le sort de Jean-Paul Sartre de Voyage à l'intérieur des prisons, de Patrick Girard ; les grands documents et biographies, avec Hélène de Beauvoir, Souvenirs, et de Jean-Victor Hocquart, Mozart, l'Amour, la Mort, qui sera publié en septembre.

La librairie Séguier édite aussi beaucoup de livres de musique, d'art et de beaux livres. Un effort est fait également pour promouvoir la fiction, et l'on attend avec impatience le livre de l'Argentin Manuel Mujica Lantini Bomarzo, auteur traduit pour la première fois en français. Pour cet automne, on notera aussi la parution d'une nouvelle revue Lignes, dirigée par Michel Surya. Le numéro un sera consacré à Gorbatchev. Séguier est diffusé en France et à l'étranger par la CDE/SODIS (Gallimard).

C.E.

Trois nouveaux éditeurs

On n'a jamais tant parlé de crises chez les éditeurs. Ventes faibles, retours massifs des best-sellers, trésoreries exsangues, inflation de titres, décalage des lecteurs. Et pourtant il se trouve encore des jeunes gens pour tenter l'aventure et pour se lancer dans cette galaxie Gutenberg que d'aucuns prétendent définitivement passée de mode.

François Bourin et Marie-Anne Bernard, qui publient en cette rentrée les premiers titres des éditions François Bourin, ne sont pourtant pas des néophytes. Ils savent que la parole sera difficile. L'un et l'autre viennent des éditions Grasset. Ils ont réuni un petit capital - 250 000 F - et créé une SA à 100 % familiale. Leur politique tient en deux mots : « et tant qu'à faire des romans qui ne soient pas dépourvus d'idées. C'est ainsi qu'ils publient Simon l'embouteleur, le premier ouvrage de fiction du professeur Jacques Testart, ou encore le Navire Argo, un premier roman très savant et ambigü de Richard Jorif. Côté essais : un pamphlet d'Anne Garrea, révisé l'an dernier avec Spilax, paru chez Grasset.

François Bourin et Marie-Anne Bernard, qui publient une douzaine de titres par an, désirent occuper un créneau commercial très large, en théorie : celui qui se situe entre les best-sellers et les titres ne bénéficiant pas d'un grand retentissement médiatique. Mais chacun reconnaît aujourd'hui que ce créneau - entre 15 000 et 30 000 exemplaires - se réduit

dangerusement. Raison de plus pour essayer de s'y tenir.

Les Editions de l'Aube, qui débutent également cet automne, ne sont pas davantage une création d'amateurs. Marion Hennebort, l'égérie de ce projet éditorial, a travaillé à Actes Sud, puis à Complexe. Les amitiés qu'elle a suscitées, alors, lui ont permis de réunir autour d'elle tout un prestigieux conseil d'écrivains et de chercheurs que les moyens financiers de l'entreprise - une SA au capital de 250 000 F. L'Aube cherchera, elle aussi, son chemin entre la littérature et la réflexion. Le premier roman publié en octobre, la Suite des temps, tournera autour d'un personnage qui ressemble à s'y méprendre à Michel Foucault. En même temps, l'Aube fera paraître un Manifeste pour une nouvelle gauche européenne, de Peter Glotz, secrétaire du Parti social-démocrate allemand.

Cette maison vient, d'ailleurs, à affirmer d'emblée sa vocation internationale : elle publiera des textes de colloques, des nouvelles de tous les pays et coéditera avec la Comédie de Genève. C'est sans doute pourquoi Marion Hennebort a choisi d'installer sa maison d'édition dans le Valais, à La Tour-d'Aigues, plutôt qu'à Paris.

Signalez enfin la naissance de Souffles, qui dirige Thomas Jelland, et qui sort deux romans au mois de septembre : le Passager de Beauvoir, d'Isabelle Hérold, qui a obtenu le Premier Prix (désormais un manuscrit par un jury de bibliothécaires), et Achille Faïr, le troisième livre de Ahmed Zitouni.

P. L.

ESSAIS

Coups doubles en série

COMME chaque automne, la grande marée romanesque n'empêche pas les essais de fleurir. Et bon nombre d'ouvrages de philosophie ou de sciences humaines figurent au programme des éditeurs. Le hasard, cette année, fait que plusieurs titres vont par deux.

Descartes, par exemple, qui paraît connaître un regain d'actualité, fait l'objet de deux lectures non conformistes. André Glucksmann affirme : Descartes, c'est la France (Flammarion) ; et trouve dans la solitude de l'individu cartésien les fondements de la tolérance et de la liberté, tandis qu'Alexandre Astruc scrute lui aussi, de manière inattendue, le style et la vie du philosophe : Descartes, l'aventurier (Balland).

Deux nouveaux titres également pour Michel Serres. L'Hermaphrodite, chez Flammarion, propose une nouvelle analyse de Sarrasine, l'énigmatique récit de Balzac, dont Roland Barthes avait tenté l'interprétation dans S/Z, en 1970. Le second titre - Statues - inaugure le catalogue des éditions François Bourin, toute jeune maison d'édition créée en mai dernier (voir ci-contre).

Jacques Derrida publie, lui aussi, deux livres simultanément, aux éditions Galilée : un nouveau recueil d'articles, Psyché. Invention de l'autre, et une relecture de Heidegger, qui suit l'usage très singulier du mot « esprit » à travers toute son œuvre. Le titre de cet ouvrage, De l'esprit, mime celui du célèbre texte d'Helvétius qui réédite par ailleurs le Corpus des œuvres de philosophie en langue française, chez Fayard). Derrida y analyse notamment le tristement fameux Discours du réctorat prononcé par Heidegger dans l'Allemagne hitlérienne.

L'interminable interrogation sur les positions politiques de Heidegger et leur rapport avec sa pensée devrait connaître de nouveaux rebondissements avec la publication, depuis longtemps annoncée, d'un dossier de Victor Faris, Heidegger et le nazisme (Ed. Verdier), qui se veut actualité. Dans le même temps doit paraître chez Gallimard la traduction d'un nouveau texte du philosophe. L'ironie du sort veut qu'il ait pour titre : De l'essence de la liberté.

Deux volumes encore pour la monumentale Histoire du marxisme du philosophe d'origine

polonaise Leszek Kolakowski, chez Fayard. Déjà traduit en plusieurs langues européennes, ce travail considérable permet de saisir la genèse du dogme à partir des œuvres de Marx et la généalogie des courants nationaux.

Deux titres enfin de Jacques Bouveresse, aux Editions de Minuit : une nouvelle étude sur Wittgenstein, la Force de la règle, et la réimpression de son travail fondamental sur le même auteur, le Mythe de l'intériorité, paru en 1976.

Il reste, bien sûr, quelques auteurs, eux aussi déjà connus et confirmés, qui échappent à cette série de « coups doubles ». C'est le cas, par exemple, de Jean-Luc Nancy (Des lieux divins, Trans-Europ-Repress), de Cornélius Castoriadis (les Chemins du labyrinthe II, Fayard), de Lucie Irigaray (Sexes et parentés, Minuit), ou de Serge Moscovici, dont on annonce, chez Fayard, un nouvel essai - sans oublier un ouvrage posthume (la Faiblesse de croire, Seuil) de Michel de Certeau, philosophe disparu en 1986, auquel les Cahiers pour un temps, édités par le Centre Pompidou, consacreront un volume d'hommages.

A côté de ces nouveaux ouvrages, de multiples textes

importants du passé sont traduits ou repris, souvent chez de petits éditeurs. Philosophie grecque : une nouvelle édition de Plotin, due aux soins de Pierre Hadot, est inaugurée aux Editions du Cerf ; une traduction intégrale des Premiers Principes du grand néo-platonicien Damascius, par Marie-Claire Gelpé, est annoncée chez Verdier. Philosophie italienne : le Banquet des Cendres, de Giordano Bruno, paru à Londres en 1584, est traduit pour la première fois en français (Ed. de l'Eclat), tout comme le texte de Giambattista Vico, datant de 1710. De la très ancienne philosophie des peuples italiens (Trans-Europ-Repress). Philosophie française : le Corpus (Fayard) rend accessibles, entre autres, des textes de La Mothe le Vayer, de Renouvier et de Du Marsais, dont le fameux Traité des tropes sera, d'autre part, réédité chez Flammarion.

Du côté des sciences humaines, Gilles Lipovetsky poursuit, avec l'Empire de l'éphémère (Gallimard), l'analyse de l'époque, entamée avec l'Ère du vide, tandis que Francis Jeanson aborde les problèmes actuels de la psychiatrie : la Psychiatrie au tournant (Seuil).

R.P.D.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

La ruée vers Proust

LE 5 octobre, l'ensemble d'A la recherche du temps perdu tombera dans le domaine public. Pour Gallimard, qui détenait jusqu'à présent les droits exclusifs sur l'œuvre, c'est une date qu'on redoutait en même temps qu'une échéance qu'on préparait : Jean-Yves Tadié va présenter dans la bibliothèque de la Pléiade une édition entièrement nouvelle de la Recherche, en quatre volumes, qui remplacera celle de Pierre Clarac et André Ferrière (publiée en 1954) et qui sera enrichie de très nombreux textes inédits provenant des brouillons de Proust.

Cette nouvelle édition, dont seul le premier volume paraîtra en octobre, se trouvera immédiatement confrontée à une sérieuse concurrence. Flammarion, dans sa collection « GF », mettra d'un seul coup sur le marché des le 5 octobre les dix volumes de son édition de la Recherche, établie sous la direction de Jean Milly. Et le 3 décembre, la collection « Bouquins » de Laffont sortira à son tour trois forts volumes d'une Recherche éditée par Bernard Raffalli qui comportera, en outre, un index des personnages et des lieux proustiens et un « qui » de Proust. Quant au « Livre de poche », absent de cette savante bataille, il annonce « un gros coup avec Proust en 1988 ».

La ruée vers Proust permettra aussi à deux éditeurs de régler un contentieux vieux de

soixante-dix ans. Econdit par Gide, on le sait, Proust avait porté à Grasset son premier livre, Albertine disparue — que celui-ci ne publia d'ailleurs pas, — avant de rejoindre définitivement Gallimard en 1918. Pour saluer la « libération » de Proust, Grasset va donc publier, en octobre, une version inédite d'Albertine disparue établie par Nathalie Mauriac, la fille de Marcel Proust, et de Jean Milly. Vincent Descombes publie Proust, philosophie du roman (Minuit), Yves Lalonde un Marcel Proust à la librairie Seguir, et le quatorzième numéro des Cahiers Marcel Proust paraît le 1^{er} octobre chez Gallimard, avec les échos du colloque organisé en décembre 1984 à l'université de New York sur les problèmes de genèse et d'édition du texte de la Recherche.

P. L.

Les théorèmes de Raymond Queneau

Perec, Roubaud, Calvino, le père de Zazie et d'autres sont dans la Bibliothèque oulipienne. Pour retrouver les joies du mariage entre littérature et mathématiques.

FONDÉ le 25 novembre 1960 par Raymond Queneau et François Le Lionnais, l'Oulipo (Ouvroir de littérature potentielle) s'est donné pour but de « réformer la poésie des romans, des poèmes, des essais » en inventant des structures inédites ou en remettant à l'honneur des types de contraintes anciens, mais abandonnés. En résumé, il s'agit pour Queneau et ses amis de rompre avec une approche de la création littéraire héritée de la période romantique — l'inspiration, le génie, le subconscient, l'« âleatoire » — pour retrouver les joies de l'écriture : le mariage entre la littérature et les mathématiques.

Depuis 1974, l'Oulipo a publié sous forme de brochures, tirées à cent cinquante exemplaires, trente-sept opuscules qui forment la Bibliothèque oulipienne. Le premier fut *Ultratations*, de Georges Perec; le troisième les *Fondements de la littérature d'après David Hilbert* (mars 1976), l'ultime écrit livré par Queneau de son vivant. Ces brochures, devenues pratiquement introuvables, ces bonheurs de bibliophiles sont donc rassemblés



aujourd'hui (1) pour le gai savoir des lecteurs de Roubaud et de Calvino, de Mathews et de Le Lionnais, de Queneau et de Perec, d'Arnaud, de Fournel, de Quival et de quelques autres expérimentateurs de formes.

Dans les *Fondements de la littérature d'après David Hilbert*, Raymond Queneau s'inspire de l'ouvrage majeur d'Hilbert, *Fondements de la géométrie*, paru en 1899, qui établit l'axiomatique de la géométrie euclidienne. Hilbert énonçait cinq groupes d'axiomes : d'appartenance, d'ordre, de congruence, de parallèles et de continuité. Remplaçant dans les propositions d'Hilbert les mots « points », « droites » et « plans » respectivement par : « mots », « phrases » et « paragraphes », Queneau propose donc, à sa manière, dont l'humour n'est jamais absent, d'établir les axiomes de la littérature. Nous publions ci-dessous la première partie de son entreprise.

(1) Deux volumes de 400 pages chacun, 125 F le volume, sortie le 10 septembre, éditions Ramsay.

LES AXIOMES D'APPARTENANCE

I. 1 — Il existe une phrase comprenant deux mots donnés.
COMMENTAIRE : Evident. Exemple : soit les deux mots « la » et « et », il existe une phrase comprenant ces deux mots : « le violoniste donne la la à la cantatrice ».

I. 2 — Il n'existe pas plus d'une phrase comprenant deux mots donnés.

COMMENTAIRE : Voilà, par contre, qui peut surprendre. Cependant si l'on pense à des mots comme « longtemps » et « couché », il est évident qu'une fois écrite cette phrase les comprenant, à savoir : « longtemps je me suis couché de bonne heure », toute autre expression telle que : « longtemps je me suis couché tôt » ou « longtemps je ne me suis pas couché tard » n'est qu'une pseudo-phrase que l'on doit rejeter en vertu du présent axiome.

SCHOLIE : Naturellement si l'on écrit « longtemps je me suis couché tôt », c'est « longtemps je me suis couché de bonne heure » que l'on doit rejeter en vertu de l'axiome I. 2. C'est-à-dire qu'on n'écrit pas deux fois *A la recherche du temps perdu*.

I. 3 — Dans une phrase il y a au moins deux mots ; il existe au moins trois mots n'appartenant pas tous à la même phrase.

COMMENTAIRE : Il n'y a donc pas de phrases d'un seul mot. « Qui », « Non », « Heu », « Petit » ne sont pas des phrases. A propos de la seconde partie de l'axiome : on suppose donc que la langue employée comprend au moins trois mots (ce qui est trivial dans le cas du français et, d'autre part, l'on exclut la possibilité d'une phrase qui comprendrait tous les mots d'une langue (ou tous les mots moins un, ou moins deux).

I. 4a — Il existe un paragraphe comprenant trois mots n'appartenant pas tous à la même phrase.

COMMENTAIRE : Il s'agit de là immédiatement qu'un paragraphe comprend au moins deux phrases. On remarquera que la formulation des axiomes I. 1 à I. 4 est contraire à l'axiome I. 2 puisque tous quatre ont besoin pour être exprimés des mots « mots » et « phrases », alors que, selon cet axiome, il ne devrait y avoir qu'une seule phrase les comprenant.

On peut donc formuler cet axiome de manière plus précise : Les axiomes n'obéissent pas aux axiomes.

I. 4b — Tout paragraphe comprend au moins un mot.

COMMENTAIRE : « Oui », « Non », « Heu », « Petit » qui ne sont pas des phrases d'après I. 3 ne peuvent donc former à eux seuls un paragraphe.

I. 5 — Il n'existe pas plus d'un paragraphe comprenant trois mots n'appartenant pas tous à la même phrase.

COMMENTAIRE : Il s'agit donc comme dans I. 2, de l'unicité, ici du paragraphe. Autrement dit, si l'on a employé dans un paragraphe trois mots n'appartenant pas tous à la même phrase, on ne peut pas les réemployer dans un autre paragraphe. Mais, objectera-t-on, s'ils appartiennent tous à la même phrase dans l'autre paragraphe ? Impossible selon cet axiome.

I. 6 — Si deux mots d'une phrase appartiennent à un paragraphe, tous les mots de cette phrase appartiennent à ce paragraphe.

COMMENTAIRE : Se passe de commentaire.

I. 7 — Si deux paragraphes ont en commun un mot, ils ont encore un autre en commun.

COMMENTAIRE : Pour obéir à cet axiome, il faut donc que, si l'écrivain utilise dans un nouveau paragraphe un mot figurant déjà dans le paragraphe précédent, il doit en employer également un second figurant dans le paragraphe précédent. La contrainte est faible si ces mots sont des articles, verbes auxiliaires, etc. ; elle est nettement antiliteraire dans le cas de substantifs (substantifs, adjectifs, par exemple).

I. 8 — Il existe au moins quatre mots n'appartenant pas à la même phrase.

COMMENTAIRE : Cela veut dire qu'un « texte » composé d'un seul paragraphe ne mérite pas la désignation de « texte » ; ou bien encore que la langue (française) possède suffisamment de mots (ou moins quatre).

(Voir commentaire du théorème I. 3).

Dans le commentaire de l'axiome I. 7 nous n'avons pas développé toutes les conséquences que l'on peut tirer de cet axiome (et des autres axiomes déjà admis) ; voici le premier théorème que démontre Hilbert :

THEOREME I. Deux phrases distinctes d'un même paragraphe ont au plus un mot en commun ; deux paragraphes distincts ont bien n'ont aucun mot en commun ou bien ils ont en commun une phrase et n'ont aucun autre mot en commun en dehors de cette phrase.

COMMENTAIRE : En effet, si les deux paragraphes ont un mot en commun, ils doivent en avoir un second (I. 7), mais alors ces deux mots déterminent une phrase et d'après I. 1 cette phrase est unique. Les deux paragraphes ont donc alors une phrase en commun.

Nous revenons donc à une conception plus flaubertienne. Répéter un mot déjà employé dans un paragraphe précédent oblige à répéter toute la phrase, contrainte violente : autant ne pas répéter le mot, c'est bien plus prudent et Flaubert observe scrupuleusement cet axiome.

RAYMOND QUENEAU.

La sombre destinée de Jules Laforgue

Il y a cent ans mourait ce poète que l'on a trop dédaigné. Il indiquait, pourtant, le chemin de la modernité.

LA poésie en littérature est souvent ingrate, lunatique. Elle rend des clichés, des poésies : un poète mort dans la fleur de l'âge, une œuvre à peine ébauchée, mais si pleine de promesses... Dans le même temps, elle néglige l'essentiel — l'œuvre elle-même, précisément, dans son intégrité et son intégrité, achevée, qu'on le regrette ou non, avec la vie de son auteur...

Mort de phthisie à vingt-sept ans, comme cela se faisait à l'époque, le 29 août 1887 à Paris, Jules Laforgue fut l'une des victimes exemplaires des humeurs et indolences de l'histoire littéraire. Son œuvre, composée dans le temps resserré de sa courte existence, est marquée, il est vrai, par cette brièveté, par l'urgence qui laisse en rade, parfois, le discernement. Il semble soupçonner que le temps de la maturation ne lui sera pas accordé, qu'il lui faut aller très vite à son but.

« Je m'incline pieusement devant l'inconscient »

Anxieuse d'elle-même sur le plan formel, thématique, expérimentale par bien des aspects, la poésie de Laforgue n'a pas atteint la perfection que, d'embellie, celle de Rimbaud manifeste. Dans les années 1880, où l'auteur des *Illuminations* cherche une fortune tout autre que littéraire, Laforgue se fait la voix « au petit bonheur des consonances imprévues », met en vers de plus en plus libres cette « petite nausée universelle », ce spleen qui, depuis Baudelaire, a un peu vieilli, est tombé en décadence...

Comme Lautréamont quelques années plus tôt, comme plus tard Supervielle, Jules Laforgue, deuxième fils d'une nombreuse famille, naît à Montevideo le 16 août 1860. Après une première enfance en Uruguay et quelques années de pensionnat à Tarbes, ville dont son père est originaire,

il débarque à seize ans dans le quartier des Batignolles, à Paris. Élève, avec Bergson, de l'École Fontaine (aujourd'hui Condorcet), il échoue à deux reprises à l'oral du baccalauréat.

L'adolescent trop timide devra se former lui-même. Il le fera à travers ses lectures — Baudelaire, Heine, Sully Prudhomme... Il s'intéresse aussi au bouddhisme et découvre l'inconscient à travers Hartmann, philosophe allemand proche de Schopenhauer — « Je m'incline pieusement devant l'inconscient », écrit-il.

« Un petit abbé de pantomime »

Jacques-Emile Blanche, peintre et écrivain, qui connaît Jules Laforgue, en fait cette description physique : « Il y avait une certaine douceur dans ses pâles yeux ; sa bouche avait de la beauté ; mais l'ensemble offrait quelque chose d'incertain, d'inouï qui inquiétait. Il m'a toujours paru tel qu'un travesti, un petit abbé de pantomime. » (Cité par Jean-Louis Debevoise, dans le numéro d'Europe, consacré à Jules Laforgue, Mai 1985.)

Mais, surtout, Laforgue choisit ses amis : Gustave Kahn, poète et théoricien du vers libre, et Paul Bourget, rencontré chez les Hydropathes, réunion de jeunes littérateurs cultivant l'éclectisme (on y croise Alphonse Allais ou Charles Cros). C'est Bourget, son ami de huit ans, que Laforgue se choisit pour juge de ses premiers essais littéraires. Académicien, l'auteur du *Disciple* manifestera pourtant une certaine indifférence posthume à l'égard de son ami. De plus, cette relation sera l'un des prétextes au très juste dédain dans lequel les surréalistes tiendront Laforgue : « Lisez Corbière, ne lisez pas Laforgue ! » conseillait Breton.

A ces simées psychologiques et matériellement difficiles va succéder une période faste. Inespérément faste. En effet, Laforgue obtient, en novembre 1881, grâce à des interventions amicales, le poste de lecteur français auprès de l'impératrice Augusta, grand-mère du futur Guillaume II. Royalement rémunéré, disposant d'un domestique particulier, il suit la cour de Prusse dans ses déplacements, de Berlin à Coblenze, de Wiesbaden à Potsdam. Son travail auprès de

l'impératrice laisse au jeune lecteur des loisirs qu'il passe dans les musées, à l'Opéra, au cirque. Littérairement, ces années heureuses vont permettre à Jules Laforgue de sortir du pessimisme et des noisirs de ses premiers essais poétiques.

Une santé fragile

Après le *Sanglot de la Terre*, recueil posthume qui rassemble les poèmes des années noires, les *Complaintes* sont la vraie première étape de la manière propre et originale de Laforgue : avec l'imitation de *Notre-Dame de la Lune* (également éditée à compte d'auteur au cours de la même année 1885), ce livre est le seul que le poète publia de son vivant.

Mais la trame entière n'est plus loin de se rompre, au moment où les liens répétés les plus solides se tissent... En septembre 1886, Laforgue quitte définitivement l'Allemagne. Le 30 décembre, il se marie dans une petite église protestante de Londres avec Leah Lee, son professeur d'anglais, qu'il a rencontrée à Berlin. Les jeunes mariés s'installent à Paris. Leur situation matérielle est précaire, leur santé, plus que fragile.

Avant sa mort, en août de l'année suivante, Laforgue donne quelques *Chroniques parisiennes* à la *Revue indépendante* de Félix Fénéon et Edouard Dujardin. Ces derniers seront d'ailleurs les plus scrupuleux éditeurs posthumes des ultimes poèmes, part la plus belle et la plus nouvelle de l'œuvre laforguienne. Afin de ne pas omettre la dernière touche à ce tragique tableau, ajoutons que Leah Lee meurt de la même maladie que son époux, au même âge, moins d'un an après lui.

Voilà qu'il fait très-très frais Oh ! si à la même heure, Elle va de même.

(le long des forêts,

Noyer son infortune

Dans les noces du clair de lune... (Elle aime tant aller tard ! Elle aura oublié son foulard, Elle va prendre mal,

[vu la beauté de l'heure ! Oh ! Soigne-toi, je t'en conjure ! Oh ! Je ne veux plus entendre

[cette toux ! « J'oublie de rimer, j'oublie le nombre des syllabes, j'oublie la distribution des strophes, mes lignes commencent à la marge comme de la prose. »

Fantaisie et fatalisme

La fantaisie et le pessimisme, l'ironie, la tristesse et le fatalisme... toute la psychologie de l'œuvre poétique de Jules Laforgue a cherché à s'exprimer dans le vers libre. Coincé entre les parnassiens vieillissants et les innovations des symbolistes, le poète des *Complaintes* et le prosateur des *Moralités légendaires* peut apparaître comme un écrivain de transition. Les auteurs anglo-saxons, par exemple T.S. Eliot et Pound en tête, ont vu en lui un des ponts essentiels vers la modernité et l'ont pour cela adulé.

En France, l'attitude à l'égard de Laforgue a été plus ambivalente. Qu'il ait fallu attendre cent ans pour que l'édition conséquente de ses œuvres voie enfin le jour en est un signe. Les trois volumes de *L'Age d'homme* (que l'on doit notamment à Daniel Grojnowski, l'un des meilleurs connaisseurs de Laforgue, et aux travaux préparatoires de Pascal Poiré, décédé en 1979) permettront de réparer cette ingratitude de la postérité.

PATRICK KÉCHICHIAN.

* ŒUVRES COMPLÈTES, de Jules Laforgue, édition chronologique intégrale, *L'Age d'homme*, tome 1^{er} 1860-1883, 920 p., accompagnées d'un cahier de dessins, 340 F.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important : éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 48 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M.I., 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.97.06.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES
SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'École-de-Médecine
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris
M^o Odéon - RER Luxembourg

LA MEILLEURE
3
3 livres

HILBERT
Fondements de la géométrie

AMERICA
L'ANTI-NUCLEAIRE

LEON
OCCUPATION

WORLDWIDE
THE ENGLISH BOOK

the english book

Raymond Queneau

... et d'autres sont dans la Bibliothèque unique de littérature et mathématique



LES ANIMÉS DE QUENEAU

1. Le 1^{er} volume de la collection...
2. Le 2^e volume de la collection...
3. Le 3^e volume de la collection...
4. Le 4^e volume de la collection...
5. Le 5^e volume de la collection...
6. Le 6^e volume de la collection...
7. Le 7^e volume de la collection...
8. Le 8^e volume de la collection...
9. Le 9^e volume de la collection...
10. Le 10^e volume de la collection...
11. Le 11^e volume de la collection...
12. Le 12^e volume de la collection...
13. Le 13^e volume de la collection...
14. Le 14^e volume de la collection...
15. Le 15^e volume de la collection...
16. Le 16^e volume de la collection...
17. Le 17^e volume de la collection...
18. Le 18^e volume de la collection...
19. Le 19^e volume de la collection...
20. Le 20^e volume de la collection...

LA MEILLEURE LECTURE EN LANGUE ANGLAISE À VOTRE PORTÉE

3 books for only 29 F*
3 livres reliés pour 29 F*

<p>Sept principaux romans y compris <i>The Time Machine</i>, <i>The Invisible Man</i>, et <i>The War Of The Worlds</i>, 828 pages.</p>	<p>120 Sensuelles photographes en couleur, accompagnées de l'avis d'un expert quant à la façon de procéder pour créer le vôtre.</p>	<p>Excellente livre de poche et cassette pour aider les étudiants à améliorer leur connaissance de l'Anglais parlé.</p>	<p>PLUS FREE! et gratuitement Répond à toutes vos questions concernant l'anglais, ouvrage de références claires et rapides.</p>	
<p>190 photos en couleurs, de la splendeur sauvage des canyons aux charmes de la Nouvelle-Angleterre.</p>	<p>NOUVELLE EDITION de ce très beau livre, accompagné de cartes, et de nombreuses informations sur le monde.</p>	<p>Double offre spéciale: des milliers d'expressions anglaises et en plus le langage de la rue!</p>		<p>Des premiers peuples jusqu'à Wasegata. Plus de 700 pages et une multitude de faits sur l'histoire des USA.</p>
<p>Pour la prononciation... pour les mots croisés... pour toutes sortes de lectures... Le plus populaire des dictionnaires Anglais! 1264 pages. Plus de 40 000 rubriques, 75 000 mots de vocabulaire. Définitions précises.</p>	<p>5 de ses plus grands romans: <i>The Grapes of Wrath</i>, <i>Of Mice and Men</i>, et d'autres.</p>	<p>Avec quelques uns des plus grands auteurs: Edgar Allan Poe, Mark Twain, John Updike...</p>		<p>Résumés des récits, portraits des personnages, biographies des auteurs... Plus de 7,000 rubriques.</p>
<p>Depuis le majestueux soleil de Minax jusqu'aux forêts pétrifiées: un livre superbement illustré.</p>	<p>Comprend plus de 56 000 mots-clés dérivés. Inclut également les expressions familières et les mots d'argot, les différents points grammaticaux.</p>	<p><i>Animal Farm</i>, <i>Homage to Catalonia</i>, <i>A Clergyman's Daughter</i>, <i>Come up for Air</i>, <i>Keep the Aspidochelone</i>, <i>Nineteen Eighty-Four</i>.</p>	<p>Section spéciale pour Londres - Carte/dépliant sur la Grande-Bretagne et l'Irlande.</p>	
		<p>Depuis les anciens tabous jusqu'au sexe en l'an 2000, avec de nombreuses illustrations.</p>		

Venez rejoindre L' English Bookclub... dès aujourd'hui! Oui, à titre exceptionnel de bienvenue, vous pouvez choisir 3 de ces livres séduisants pour moins de 10 F chacun ET vous pouvez acquiescer GRATUITEMENT le magnifique "Oxford Guide to the English Language", une merveilleuse façon d'accéder aux avantages offerts par l'English Bookclub.

Comment fonctionne The English Bookclub
The English Bookclub fait partie du plus important groupe anglais de Club de livres, ayant acquis des années d'expérience en fournissant des livres en langue anglaise, principalement en Hollande, Australie, Allemagne, Nouvelle Zélande - et bien sûr en Angleterre. Dès à présent, les membres français de l'English Bookclub pourront bénéficier des capacités et de l'énorme puissance d'achat d'une des meilleures sources de livres en langue anglaise dans le monde.

Grand Choix En tant que membre, nous vous offrons une très large variété des meilleurs livres anglais et américains. Bestsellers signés par des auteurs tels que Frederick Forsyth, Graham Greene et John le Carré... Classiques en littérature, d'auteurs reconnus comme Orwell, H.G. Wells et D.H. Lawrence... atlas... dictionnaires... livres pour améliorer votre anglais... histoire, art et livres sur la nature... et beaucoup d'autres encore...

Directement chez vous Tous vos livres sont expédiés rapidement et efficacement, en direct de Grande Bretagne.

Tous entièrement reliés et en édition complète. Parce qu'à l'English Bookclub, nous baissons les prix, jamais la qualité.

Magazine Gratuit Tous les trimestres, vous recevrez notre Magazine gratuit en couleur, le "Bookshop". Votre seule obligation est de choisir au moins 1 livre par trimestre, parmi plus de 600 titres proposés tout au long de l'année. La durée minimum d'adhésion est fixée à 1 an seulement.

10 jours d'examen gratuit
Commandez dès aujourd'hui vos livres afin de vérifier vous-même ce que nous voulons dire par Qualité. Mais n'envoyez pas d'argent maintenant, examinez tranquillement vos livres, chez vous, avant de décider de rejoindre les membres de l'English Bookclub.

Agissez maintenant! Faites votre choix parmi les livres proposés ici et renvoyez votre Bon de Commande aujourd'hui même.

PLUS FREE!
MEMBERS WALLETS
et gratuitement
Dossier d'Adhérents



En cas de réclamations concernant les produits ou services du Club, n'hésitez pas à nous écrire directement à l'adresse suivante: The English Bookclub, 87, Newman Street, LONDON W1P 4EN, ANGLETERRE

Renvoyez ce coupon-réponse à notre adresse française: The English Bookclub, B.P. 24, 62246 Noyelles-sous-Lens Cedex.

Oui, je désire devenir membre de The English Bookclub. Londres et je souhaite recevoir les livres dont les codes sont indiqués ci-dessous dans les cases prévues.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Si je décide de conserver les livres, je ne paierai que 29 F pour l'ensemble des 3 livres étant entendu que je recevrai aussi gratuitement "The Oxford Guide to the English Language", plus seulement 19 F d'envoi et de conditionnement. Je m'engage à commander au moins un livre par trimestre, parmi les titres proposés dans le magazine trimestriel gratuit "Bookshop". Si je ne passe pas de commande dans les délais précisés par le magazine du club, j'accepte de recevoir le Choix de l'Éditeur, décrits dans le "Bookshop". Mon adhésion est enregistrée pour une période minimum d'un an, je pourrai ensuite l'annuler à tout moment avec trois mois de préavis. Si je ne suis pas totalement satisfait de mon offre exceptionnelle de bienvenue, je pourrai vous la retourner dans les 10 jours et je ne vous devrai rien.

Signature _____ Date _____
Cet offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre réservée aux nouveaux adhérents. (Ecrire en majuscules SVP)

M. _____
Mme _____
Mlle _____
N° _____
Rue _____
Code Postal _____ Ville _____
N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

LM702

L'ironie sérieuse de Drummond de Andrade

CARLOS Drummond de Andrade, le grand poète brésilien, est né le 15 octobre 1896 à Rio de Janeiro. Il a écrit des poèmes, des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre. Son œuvre est marquée par une ironie sérieuse, une critique sociale et une recherche de la vérité humaine. Dans son roman "Le monde est un théâtre", il explore les thèmes de la mort, de la vieillesse et de la solitude. Drummond de Andrade est considéré comme l'un des plus importants écrivains du Brésil du XXe siècle.

Le cynisme de Somerset Maugham

Somerset Maugham, écrivain britannique, est connu pour son cynisme et son réalisme. Dans son roman "Le fils du capitaine", il dépeint la vie d'un jeune homme qui découvre le monde et les hommes. Maugham explore les thèmes de l'ambition, de la réussite et de la déception. Son style est direct et incisif, et son humour est souvent amer. Maugham est considéré comme l'un des plus importants écrivains de la littérature anglaise du XXe siècle.

IKEA lui présente sa première ardoise.

... Le Monde • Vendredi 28 août 1987 17



15F
POPP Ecrivoire à pince. Noir.

12F
POPP 5 cahiers.

20F
POPP Range-journaux en carton. 3 pièces. Bleu, jaune, rose.

195F
KENTHA Chaise junior rouge vif. Structure en tôle laquée, dossier et siège en plastique.

360F
STEFAN Table de travail, noire. Plateau en plastique mouli et piétement en tube d'acier laqué. Réglable en hauteur. Long: 93 cm. Larg: 60 cm. Haut: 72 cm.

210F
TED/ALEX Tréteaux en acier noir avec plateau blanc en aggloméré, revêtu de mélamine 120 x 80.

475F
DARIO Table de terminal en panneau de particules. Existe en noir et en blanc. L: 77 cm. H: 80 cm. Prof: 61 cm.

35F
ARKITEKT Lampe de travail. Métal et plastique. Brun.

45F
MARD Chaise de rangement en plastique, complétée avec un jeu de 4 roulettes RULLMÄRD.

195F
NEWTON Lampe de bureau. Tube fluo compact 11 Watt.

350F
ERIK Bureau avec porte. Aggloméré revêtu décor blanc. Long: 118 cm. Larg: 58 cm. Haut: 72 cm.

210F
ASPIRANT Bibliothèque haute. 1 étage fixe et 3 étagères réglables. Aggloméré revêtu décor blanc. H: 176 cm. P: 23,5 cm. L: 75 cm.

20F
SMIX 2 range-crayons. Fil métallique laqué. Différents coloris.

340F
PUKAS Chaise de bureau. Différents coloris. Hauteur réglable, chaise pivotante, avec jeu de 5 roulettes.

28F
SMIX Corbeille à courrier. Fil métallique laqué. Différents coloris.

570F
GOLIAT Caisson mobile en panneau de particules, existe en blanc. 3 tiroirs. Larg: 44 cm. Prof: 50 cm. Haut: 80 cm.

50F
ÖRN Corbeille à papier. 25 litres. Tôle laquée. Différents coloris.

880F
BOJ 160 Bureau avec jeu de tiroirs et porte en couleur. Plateau 160 x 60.

On a beau être tout petit, on peut déjà être sensible aux grandes économies. La négociation du roudoudou ça aide à se faire une idée sur les prix... Et à la rentrée, comme on dit, c'est pas le moment de les sortir... Tenez, chez IKEA là comme ça au hasard, on sait bien qu'un enfant ça change bizarrement de taille à chaque rentrée et que si c'est le moment de penser à se meubler l'esprit, c'est peut-être aussi celui de meubler sa chambre. Avec tout un choix de meubles, de rangements, d'accessoires pas chers du tout. Prenons un bureau ou une bibliothèque, par exemple. Votre cher petit vous emmène chez IKEA. C'est un copain qui lui a dit qu'il y a tout un choix de meubles, de rangements, d'accessoires pas chers du tout... Après avoir choisi des meubles à sa nouvelle taille, vous l'aidez à les emporter (même avec des cartons aussi pratiques que ceux d'IKEA, votre petit a encore des bras un peu petits pour les porter lui-même). Une fois chez vous, vous les montez tous ensemble. Un vrai jeu d'enfant. Résultat, comme monter un meuble ça descend son prix, vous allez voir que les prix chez IKEA descendent très bas. Et que ça laisse de quoi acheter plein de cahiers, un sous-main, un écrioire, un range-crayons, une lampe, et des tas de bouquins pour aller avec le bureau et la bibliothèque. Avec IKEA votre cher petit n'est pas si cher que ça... Comme c'est la même chose pour les lits, les tables, les sièges, les classeurs et Dieu sait quoi encore, chez IKEA on peut multiplier ses achats sans craindre l'addition...



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II - ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.68.20.25 - LUN A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ■ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA EVRY LISSES - ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.63.65 - LUN A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE JEU JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ■ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LYON - CTRÉ CIAL DU GRAND VIRE VAULX-EN-VELIN TEL. 78.79.23.26 - IKEA VITROLLES - RN 113 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ■ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Le chef présumé d'Iparretarrak toujours recherché

La section antiterroriste du parquet de Paris est chargée de l'enquête sur la mort d'un gendarme dans les Landes

L'enquête sur la mort du gendarme Roger Buschmann, tué, le mardi 25 août près de Biscarrosse (Landes), sera dirigée par un magistrat parisien. Mercredi, le service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris, dont la compétence s'étend à l'ensemble du territoire, a ouvert une information judiciaire contre X pour « assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise individuelle ou collective, ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

Un second gendarme, le maréchal des logis Guy Chevalon, blessé à la jambe, a reconnu en son agresseur le chef présumé du mouvement dissous Iparretarrak, Philippe Bidart. Aussi le dossier a-t-il été confié au juge d'instruction Michel Legrand, chargé de plusieurs affaires concernant cette organisation basque dissoute. En son absence, M. Jean-Claude Vuillemin a délivré une

commission rogatoire à la section de recherche de la gendarmerie de Pau. En Aquitaine, quinze cents gendarmes, appuyés par plusieurs hélicoptères continuent, essentiellement dans le massif forestier landais et ses alentours, à rechercher le meurtrier du gendarme et sa compagne, mais la Ford Sierra appartenant à des touristes allemands dont les fugitifs s'étaient emparés, n'avait toujours pas été retrouvée jeudi en fin de matinée.

En revanche, la propriétaire de la 4 L blanche dans laquelle le couple s'était rendu à Biscarrosse a été identifiée. Il s'agit de Marie-Jeanne Fourcade, vingt-quatre ans, comme de la police comme sympathisante des milieux autonomistes. Une perquisition a été effectuée mercredi matin à Gabat, près de Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques) au domicile de celle-ci. Les résultats n'ont pas été communiqués.

M. François Mitterrand a salué, mercredi en conseil des ministres, « le courage exemplaire dans l'accomplissement de leur devoir » du gendarme tué et de son collègue blessé. L'Élysée précise que le président « a souhaité au cours du conseil des ministres que soit marquée, dès aujourd'hui, la reconnaissance de la nation envers les deux gendarmes victimes de cette agression ».

Pour sa part, M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le conseil leur a rendu hommage en soulignant « le dévouement et le courage de ces militaires dans l'exercice de leur fonction de maintien de l'ordre ». M. Juppé a précisé que le conseil, « sur proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, a décidé de décerner la médaille militaire et la médaille de la gendarmerie aux deux gendarmes ». Le gendarme tué a été cité à l'ordre de la nation.

Le directeur général de la gendarmerie, M. Régis Mourier, s'est rendu mercredi à Biscarrosse, où a été installé le PC des opérations de recherches.

Le courage d'un policier

Un commissaire du SRPJ de Versailles, M. Richard Galtié, trente-quatre ans, a été témoin, mardi soir dans les Landes où il était en vacances, du meurtre du gendarme, tué vraisemblablement par Philippe Bidart, le chef présumé de l'organisation dissoute Iparretarrak.

Voici son témoignage, recueilli par l'AFP : « Vers 17 heures, alors que je garde ma voiture dans un sous-bois, entre la route et la plage, près de l'étang de Cazaux, à Port-Maguide, j'ai remarqué deux gendarmes qui contrôlaient, à environ 500 mètres, les occupants d'une 4 L blanche, un jeune couple.

« Nous parlions, ma femme et moi, vers la plage, quand j'ai entendu une série de détonations. Un coup de feu puis quatre, cinq ou six autres. J'ai vu les deux gendarmes à terre et quand je me suis porté à la hauteur du couple, le type s'est avancé sur moi en me braquant. Une fille, assez masculine, était au volant de la 4 L. Ils ont pris la fuite. Je me suis précipité dans ma voiture, avec mon frère et un ami, pour les prendre en chasse. » (En vacances, le commissaire Galtié n'avait pas d'arme sur lui.)

« Sur la route d'Archezon, ils se sont arrêtés sur une aire de stationnement, pour voler une Ford Sierra occupée par des touristes allemands. J'ai alors percuté la 4 L avec ma voiture pour tenter de les retarder au maximum. Le gars était très menaçant, brandissant son arme sur moi. Ensuite, il a sorti violemment le couple de touristes de la Ford en disant : « Donnez-moi les clés de la voiture, je viens de tuer un flic ». La fille s'est mise au volant, lui, en protection à la portière, et ils sont repartis. Quand la police est arrivée sur les lieux, j'ai donné le signalement du couple.

C'est seulement quand les enquêteurs lui ont montré les photos du dirigeant du groupe Iparretarrak que le commissaire Galtié a reconnu Philippe Bidart comme étant le meurtrier du gendarme.

Après le rejet de sa demande de mise en liberté

M. Yves Chaliel commence une nouvelle grève de la faim

M. Yves Chaliel, principal inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement, a commencé une nouvelle grève de la faim, le lundi 24 août, à la prison de la Santé, après le rejet par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de sa demande de mise en liberté (le Monde daté 23-24 août). Son avocat, M. Grégoire Triet, a protesté contre les conditions de détention de son client qui, selon lui, sont « identiques à celles de dangereux terroristes » et a rappelé que M. Yves Chaliel, qui a déjà observé une grève de la faim au mois de juillet dernier, est le seul inculpé dans cette affaire qui soit en prison.

Le ministère de la justice a confirmé que M. Chaliel observait une grève de la faim depuis lundi et a précisé qu'il est placé sous le régime de l'emprisonnement individuel : un gendarme surveille vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de l'extérieur, la cellule du détenu ; la nuit, il allume la lumière et observe le détenu par l'oculètre environ toutes les demi-heures.

Les méfaits de la drogue

Décès en cellule

Deux détenus sont morts à Paris et un troisième est tombé dans le coma après avoir absorbé un stupéfiant fourni par un compagne de cellule.

Mohamed Saadi, de nationalité algérienne, avait été arrêté, le 17 août dans une rue de Paris, alors qu'il se livrait à un trafic de drogue. Conduit au « dépôt », ces cellules qui jouxtent le palais de justice, il avait été inculpé par M^{me} Anne-Marie Schire, juge d'instruction. Peu après, ce même jour, on découvrait mort son détenu de la même cellule, Mamoud Lebiane.

Alors que Saadi était transféré à la maison d'arrêt de la Santé, un de ses codétenus, Abdelkader Toumi, était transporté d'urgence à l'hôpital dans un état comateux. Le lendemain, un autre détenu, Mokrane Goudami, était découvert mort dans la même cellule.

Le rapprochement entre l'affaire du dépôt et les événements de la Santé ont convaincu les enquêteurs que Saadi a fourni de la drogue à ses trois victimes. En cours d'analyse, ce stupéfiant pourrait être de l'héroïne de mauvaise qualité.

Comment un détenu, en principe fouillé, a-t-il pu introduire de la drogue en prison ? L'explication qui prévaut à la Santé est que Saadi avait ingéré cette drogue avant de se retrouver dans ses cellules. Au contraire de la police de l'air et des frontières, les gardiens de prisons ne sont pas armés pour déjouer de tels stratagèmes.

A la suite des deux décès, une information a été ouverte, confiée à M^{me} Schire, qui devrait entendre Saadi dans les prochains jours.

● Opération anti-droque à Paris. — La brigade des stupéfiants et du proxénétisme a intercepté une douzaine de personnes, le mercredi 26 août dans l'après-midi, au cours d'une intervention dans le foyer d'immigrés, 19, boulevard de la Commanderie à Paris (19^e). Cette opération anti-droque a été menée sur commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction, précise-t-on à la préfecture de police de Paris.

L'Union départementale CFDT de Paris, après s'être rendue sur les lieux, a dénoncé violemment la brutalité avec laquelle s'est déroulée, selon elle, l'opération.

Pour avoir « enlevé des clochards »

Un élu de Toulon et six policiers municipaux condamnés à des peines avec sursis

Les six policiers municipaux qui, en avril et mai 1986, avaient « enlevé » une dizaine de marginaux en leur conseilant de ne pas revenir à Toulon (le Monde daté 18-19 mai 1986), ont été condamnés, le mercredi 26 août, par le tribunal correctionnel de cette ville, à des peines allant de six à trois mois de prison avec sursis.

Avec à leur tête Guy Brunier, cinquante-deux ans, conseiller municipal (RPR), délégué à la police, ils s'étaient attaqués à deux reprises à des clochards et à des marginaux, dans les nuits du 25 au 26 avril et du 2 au 3 mai. Le commando de sept hommes, la tête couverte d'une casquette, armés de matraques et de bombes lacrymogènes, emmenait ses victimes à une vingtaine de kilomètres de Toulon, les dépoilaient de leurs papiers et leur « conseillaient » de ne plus revenir en ville.

Guy Brunier, qui a reconnu les faits, a été condamné à dix mois de prison avec sursis. M. François Trucy, sénateur, maire (PR) de Toulon, cité par la défense, a demandé l'indulgence du tribunal pour les prévenus qui avaient déjà « payé matériellement et psychologiquement » pour cette affaire et a indiqué que désormais la police municipale était bien encadrée. M^{me} Klotz, substitut du procureur, a estimé que les prévenus avaient porté atteinte à la liberté fondamentale d'aller et venir. Elle leur a cependant reconnu des circonstances atténuantes en raison du manque de formation juridique des prévenus.



Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
48 bd Richard-Lenoir
75011 PARIS
Tél: 48 06 94 01

A Saint-Omer et à Longuenesse (Pas-de-Calais)

Deux clochers pour une prison

SAINT-OMER
de notre envoyé spécial

Le Pénitencier des brylères, à Longuenesse, près de Saint-Omer (Pas-de-Calais). Une décharge, un camp de nomades, quelques parcelles grossièrement entassées en travers d'un chemin (vestiges d'une lutte passée entre la commune et les nomades), le tout balayé par le vent et le plus qui fouaillent les ronces et les mauvaises herbes. De l'autre côté de la départementale, un petit aéroport civil. Le mauvais temps a fait rentrer les rames avions dans leurs hangars-cocons. Personne ne prendra l'air aujourd'hui.

Les premières maisons sont à quelques centaines de mètres de là, frûtement dissimulées derrière des haies d'érables et de buissons. Seul lieu un tant soit peu vivant : c'est l'abri des rafales, peut-être pour rouler, dont l'horizon s'obscurcit peut-être, dans quelques mois, de la masse d'un centre de détention de six cents places. Une aubaine pour le ténancier. Sans doute...

En cette fin d'un mois d'août qui se prend pour l'hiver, Saint-Omer sommeille : déluge et vacances obligent... A la mairie, pourtant, les activités reprennent, mais l'attention est la commune à y a quelques jours d'un centre de détention ne soulève guère d'émotion. Bien sûr, tout le monde est satisfait : Saint-Omer possède une maison d'arrêt détentant en partie du dix-septième siècle, où accablés dix détenus vivent dans les quarante-cinq places « théoriques ».

Dortoirs la nuit, chauffés dans la journée ; pour les détenus la vie « basale » dans une petite prison française...

« Saint-Omer est une importante place judiciaire : nous avons un tribunal d'instance et de grande instance, un tribunal de commerce et surtout une cour d'appel », rappelle M. Jean-Jacques Delvaux, maire (RPR) de

la ville. « La population ici a une très longue tradition judiciaire, ce qui ne veut pas dire un état d'esprit sécuritaire », corrige-t-il aussitôt.

Une habitude à tel point ancrée dans l'esprit des Audomerois, que la municipalité n'a pas jugé utile de les consulter au moment où elle s'est portée candidate. Et puis c'est vrai, comme en témoigne la belle unanimité du conseil municipal sur cette question, tous les maires avant lui reconnaissent le caractère indispensable d'un nouveau centre pénitentiaire.

Pour l'instant, celui-ci n'est pas encore au stade de projet : de multiples difficultés techniques restent à surmonter. Ainsi, rien n'est pour l'instant prévu pour le transport des familles des prisonniers à partir de la gare, située à quelques quatre kilomètres du site. Rien non plus en ce qui concerne leur hébergement ; pas davantage pour l'aménagement futur de la départementale.

Enfin, si la commune a fait don à l'Etat du terrain (pour être adossé à l'opération, la décision, celle-ci n'est pas constructible dans l'état actuel des choses, la présence d'un aéroport ne les simplifiant pas... « Il faudra modifier le plan d'occupation des sols, au sein d'une commission du district communal, ce qui demandera déjà près de six mois. La construction elle-même n'est prévue qu'à partir du troisième trimestre de 1988 », commente M. Delvaux.

Sursis d'orgueil

Officiellement donc, le bien-être des détenus et une amélioration du fonctionnement du système judiciaire sont les motivations premières de la candidature de Saint-Omer. A ceux qui y verseraient la perspective de futures affaires, le maire répond qu'« un centre de détention de six cents places, cela signifie grosso modo un personnel d'une

centaine de membres, qui ne viendront sans doute qu'en faible proportion de la population locale. De toute façon, c'est Longuenesse qui tirera la majeure partie des avantages financiers et commerciaux de cette réalisation ».

« Les avantages, peut-être, mais également les inconvénients », souligne-t-on à la mairie de Longuenesse. C'est que l'annexion veut que la future prison soit construite sur un terrain de dix hectares, appartenant en partie à Saint-Omer, mais situé sur le territoire de cette commune limitrophe. D'où une certaine gêne chez les élus de Longuenesse. Pas une révolte, mais un sursis d'orgueil plutôt : on aurait au moins aimé être averti de la décision de Saint-Omer... « Depuis 1986, M. Delvaux s'est chargé de faire avancer l'affaire, sans jamais nous consulter sur le fond même de l'initiative. Nous ne sommes pas du tout opposés à la construction de cette prison, mais seulement nous avons eu la même réaction que notre population : disons un sursis d'orgueil... », avoue M. François Willes, le maire de Longuenesse. Quatre clochers qui ne ramènent pas en cause l'existence du projet.

Vu sous l'angle judiciaire, le futur centre de détention ne provoque guère plus d'émotion. A peine se plaint-on de ne pas avoir été tenu au courant par les pouvoirs publics du détail des négociations. « Pour l'instant, tout se passe ici, un peu à la petite semaine ; on se débrouille », confie le substitut du procureur, M. Jacques Dorénioux. « Pour le parquet, cette création ne changera rien. En ce qui concerne le juge de l'application des peines, elle oblige à augmenter le personnel, c'est tout ». De toute manière, le justice n'y croira vraiment que lorsque les premières fondations seront posées. D'ici là, la pancarte « Saint-Omer, ville d'art, d'histoire... et de pénitence » a le temps d'être peinte...
XAVIER HAGLUND.

Dans l'Orne

Des nomades interdits de camping

ALENÇON
de notre correspondant

Par arrêté en date du 21 août, le maire de Sées (Orne) a décidé la fermeture du terrain de camping municipal, le Clos normand, un terrain deux étoiles mentionné non seulement dans les guides français mais aussi dans des guides britanniques et hollandais. Explication du maire, M. Dubuisson : « Le camping était envahi par quatre-vingts nomades avec leurs caravanes et leurs animaux : des poules, des chiens, des chats et des porcs. Il n'était donc plus accessible aux touristes. De plus, il y a eu des dégâts. » Et le maire reconnaît : « Il est désolé et attristé de ne plus offrir de terrain aux vacanciers, mais sa ferme ne s'imposait ».

A noter qu'à l'entrée du camping un panneau mentionnait : « Interdit aux nomades », une interdiction irrégulière puisque la commune ne

peut refuser les nomades sur le camping s'il n'y a pas d'aire de stationnement aménagée à leur intention. Alors quelle solution ? Les guides étrangers menacent de ne plus mentionner le camping de Sées si les nomades y sont admis. Collaboration impossible. Et le maire conclut : « Le problème de l'accueil des nomades ne pourra être résolu que par un terrain départemental ».

Des problèmes avec les nomades, il y en a dans plusieurs autres villes de l'Orne. A Alençon, le conseil de district étudie depuis juin 1978 la remise en état et l'extension éventuelle du terrain des nomades ; mais, pour protéger les propriétés voisines, il doit envisager une clôture avec un grillage, comme celui qu'on utilise pour les bordures des autoroutes ou les zocs. Mais rien de fait jusqu'à présent.

A Argentan, le maire d'enclos du terrain des nomades était si haut

qu'il a provoqué de vigoureuses protestations. Depuis, on a rebâti le rempart et ajouté des plantations. A L'Aigle et La Ferté-Macé, on envisage d'aménager d'anciens dépôts pour y installer les nomades. A Flers, où les habitants d'une ZUP voisine du terrain des nomades protestent, le municipal envisage de s'occuper les « gens du voyage » que pendant quarante-huit heures. Déjà, à Rémolard, il y avait eu de sérieux incidents. Des organisateurs d'une fête locale avaient prévu un défilé de chars parmi lesquels figurait une roulotte et ses gitans. M. Young, président de l'Union des Tiganes et voyageurs de France, se trouvait au camping local avec d'autres tiganes ; ils envisagèrent de participer à la fête, mais le char était une caricature si maladroite de leur vie qu'ils protestèrent énergiquement, se plaignant de cette forme de racisme.

MARCEL VANNIER.

FAITS DIVERS

Sur la Côte d'Azur et en Corse

Des milliers d'hectares de forêts ravagés par le feu

Les incendies qui ravagent depuis plusieurs jours la Corse et la Côte d'Azur ne sont toujours pas fatigués. En Corse, 150 hectares de forêts et de maquis ont flambé près de Porto-Vecchio, 600 hectares près de Ghisonaccia, Tallone, Farinole et Foggia-di-Nazza. Les efforts de cent cinquante sapeurs-pompiers et des pilotes d'avion n'ont pu empêcher la destruction d'une quinzaine de bungalows. Selon les pompiers, une trentaine de foyers seraient déjà allumés volontairement.

Sur la Côte d'Azur, ce sont deux mille pompes, militaires et laurées qui tentent de faire face à six avions et de deux hélicoptères contre les incendies dans l'Estérel. De 1 500 à 2 000 hectares ont été balayés par les flammes sèches attisées par un violent mistral. Les incendies ont obligé, dans la journée et la nuit du 26 août, à interrompre le trafic ferroviaire local entre Saint-Raphaël et Cannes, et à réduire de 30 % le nombre des trains de grandes lignes.

Dans le sud-ouest du département de la Somme, en revanche, une quinzaine de communes ont été incendiées, le 26 août, à la suite de pluies très abondantes (40, 60 et même

100 mm d'eau en vingt-quatre heures). On ne déplore aucune victime et les dégâts sont limités.

En Suisse, le trafic ferroviaire empruntant le tunnel du Saint-Gothard, arrêté par les coulées de boue dues aux récentes intempéries, sera interrompu pendant une quinzaine de jours. Les trains internationaux seront détournés par Berne, le Lötschberg et le Simplon. — (AFP, AP, Reuters.)

● Une deuxième victime après l'accident de la mer de Glace. — L'effondrement de la passerelle d'accès à la grotte de la mer de Glace à Chamonix, le mercredi 19 août, a fait une deuxième victime. M. Jean-Paul Bokkel, quarante-six ans, de nationalité belge, hospitalisé à Annecy, est mort mardi 25 août, sans avoir repris connaissance. Son épouse Jacqueline avait été tuée dans la chute ; un de leurs enfants, Yves, est toujours hospitalisé au CHU de Grenoble, tandis que son frère Sébastien, transporté à l'hôpital de Chamonix, est hors de danger. Le bilan de l'accident est désormais de deux morts et d'une vingtaine de blessés.

SOS-Racisme dénonce la « monumentale stupidité » de M. Séguin

Secrétaire général de SOS-Racisme, M. Eric Gheblail a adressé, le mercredi 26 août, une lettre ouverte à M. Philippe Séguin, qualifiant de « monumentale stupidité » la déclaration faite à propos d'Harcourt-Désir par le ministre des affaires sociales dans l'hebdomadaire Le Point du 24 août (le Monde du 25 août).

M. Séguin avait affirmé qu'en confondant la lutte contre le racisme avec un engagement politique à gauche, M. Désir s'était conduit, au cours de son « Heures de vérité » à la télévision, comme « un allié objectif de Le Pen ».

« Choqué », « indigné » par de tels propos, M. Gheblail écrit : « Ce ne sont pas les membres de SOS-Racisme qui ont apporté leurs voix à M. Le Pen à deux et à quatre. Il y a pire que des alliés objectifs, ce sont les alliés véritables. »

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réception du courrier
 permanence téléphonique/permanence télé
 Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-matin. Signification des symboles : P Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à l'écran □ On peut voir □ Ne pas manquer □ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 27 août

TF 1

20.35 **Feuilleton** : Le souffle de la guerre. De Dani Carlini, d'après le roman de Herman Wouk (8^e épisode). Avec Robert Mitchum, Ali Mac Graw, Jan Michael Vincent. P 22.05 **Vacances** : Vals en eaux. Concert du célèbre saxophoniste algérien enregistré au Zénith en novembre 1986. 23.20 **Journal**. 23.40 **Série** : Les chevaliers. Le miracle.

A 2

20.30 **Cinéma** : Le secret. Film français de Jacques Rouffio (1978), avec G. Depardieu, J. Carmet, M. Piccoli, N. Borgeaud, G. Desbrières, R. Hanin. Un ancien inspecteur des impôts, décidé à gérer au mieux l'héritage que vient de recevoir sa femme, se fait piéger par des escrocs. Carmet, Depardieu et Piccoli forment un irrésistible trio qui compense parfois certaines obscurités du script. Amusant. 22.15 **Le dossier** d'Alain Decaux. Leclerc, sans peur et sans reproche. La mort de Philippe de Hesse-Lippe, dit Leclerc. Accident ou attentat ? 23.20 **Documentaire** : Le corps vivant. Naître. 0.00 **Journal**.

meurtre. 22.10 **Journal**. 22.35 **Magazine** : Déclic. 23.20 **Préface** à la nuit.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : L'assaut magallan. Film français d'Alain Isenmann (1986), avec L. Ouan, H. Girard, C. Renaud. Dédié par son mari, une jeune femme se laisse séduire par un jeune paléontologue. Alain Isenmann a réalisé un hymne à l'amour où tout, dans la nature féconde, est symbole. L'idée est folle, mais le film ne tient pas la distance. Une jeune comédienne, Isabel Otero, est la seule à tirer son épingle du jeu. 22.10 **Flash d'information**. 22.20 **Cinéma** : La route des Indes. Film britannique de David Lean (1984), avec J. Davis, A. Guinness, V. Bamberjee, P. Ashcroft (v.o.). 0.55 **Cinéma** : Le dérangé. Film américain de Bert Gordon (1972), avec V. Edwards, C. Connors, N. Brand. Un polar efficace. 2.20 **Série** : Capitaine Nice.

LA 5

20.25 **Série** : Malignet. 21.45 **Série** : Le renard. 22.45 **Série** : Mission impossible. De 23.35 à 3.20 **Références**. 23.35 **Les cinq dernières minutes**. 1.00 **Téléfilm** : SOS séjours. 2.35 **Série** : Arabesque.

M 6

20.30 **Série** : Marcus Welby. Le grand berceau. 21.20 **Série** : Falcon Crest. Le choix. 22.10 **Journal**. 22.25 **Cinéma** : Le cadavre à l'annexe. Film italien de Luciano Salce (1976), avec M. Vitti, U. Tognazzi, B. Bouché. West-end à quatre : le mort, la femme, la secrétaire du mari, l'amant de la femme. Situation tout droit tirée du boulevard, exploitée avec des gros sabots par un médiocre metteur en scène italien. 0.00 **Série** : Marcus Welby (rediff.). 0.55 **Musique** : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.15 **Mémoires du siècle**. Henri Roi-Tanguy. 21.15 **Les grillades**, de Jean Guénot. 22.15 **Musique** : 7^e Festival international de piano à La Roque d'Audoubert (enregistré le 17 août 1987 au parc de Florians). Sonate pour piano en sol mineur, de Dufay ; Estampes, de Debussy ; Nocturne en fa dièse mineur, de Chopin ; La sonate pour piano en si mineur, de Franck, par Jean Hubeau. 23.50 **Ensemble vocal**. Marthe Dietrich. 0.05 **De jour au lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 18 août 1987 à Strasbourg) : Suite française n° 4 en sol mineur BWV 815, de Bach ; Préludes et fugues op. 87 (extraits), de Chostakovitch ; Sonate n° 32 en ut mineur op. 111, de Beethoven, par Tatjana Nikolova, piano ; à 23.05, il y a des disques merveilleux qui n'ont pas de chance.

TELESPECTATEURS DE LA REGION PARISIENNE VOUS DEVEZ RECEVOIR PARFAITEMENT LA 5

SI CE N'EST PAS LE CAS TELEPHONEZ AU 47.47.74.44

FR 3

20.30 **Téléfilm** : Meurtre à San-Francisco. De Walter Grauman. Avec David Janssen, Susanam York. Après le meurtre du Père Thomas, son associé refuse de croire à la thèse de l'accident et décide de prouver qu'il s'agit d'un

Vendredi 28 août

TF 1

13.50 **Série** : Opération traque. 14.45 **Croque-vacances**. 16.30 **Variétés** : Des clips dans nos 4 heures. 17.05 **Série** : Mins. 18.00 **Mémoires du siècle** : Les cinq dernières minutes. 19.10 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.35 **Journal** : La route de la fortune. 20.00 **Journal**. 20.35 **Jeux** : Intervall. Émission de Guy Lux et Claude Savarit présentée par Simons Garnier, Léon Zitrone et Guy Lux. Romorantin-Arles. P 22.25 **Téléfilm** : Miroir d'acier. De Charlotte Dubreuil et Philippe Borge. D'après Pour une nuit d'été, de d'Emile Zola et L'ère du muguet, de Michel Tournier. 23.25 **Journal**. 23.45 **Série** : Les chevaliers. 0.35 **Téléfilm** sans frontières.

A 2

13.45 **Téléfilm** : Trois de mémoire. De Mike Robe. 15.20 **Feuilleton** : Rue Carnot. 15.45 **Sports** : Cyclisme : championnat du monde sur piste à Vienne ; Hippisme : championnat d'Europe à St-Gall ; Lutte : championnat du monde à Clermont-Ferrand. 18.05 **Feuilleton** : Aline et Cathy. 18.30 **Récré A 2** : 18.50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. 19.15 **Actualités régionales**. 19.40 **Le nouveau théâtre de Boulevard**. 20.00 **Journal**. 20.30 **Téléfilm** : Médicament d'été. De Guy Green. Avec Ben Cross, Patrick Duffy, Douglas Fairbanks, Pamela Sue Martin (dernière partie). 22.10 **Variétés** : Michel Lesh à l'Olympia. Michel Lesh sur scène, dans sa loge, en famille. Un portrait réalisé par André Halimi. 23.05 **Journal**. 23.15 **Cinéma** : La maison d'Isabelle. Film français de Jacques Dulla (1983). Avec F. Bastien, A. G. Giam, J. Bouaffé, X. Deluc. Psychodrame et déchirements amoureux au sein d'un quatuor de jeunes gens : le poids des amours passées contrarie les amours présentes. C'est peut-être le meilleur film de Dulla, comme si ce cinéaste des passions douloureuses avait trouvé un nouveau souffle grâce à ses comédiens, tous jeunes et excellents.

FR 3

13.55 **Agenda des vacances**. 14.30 **Cocktail**. 14.30 **Les films de l'été**. 14.45 **Look**. 15.05 **Sports** : Loto-Vacances. 15.20 **Premières**. 15.30 **Spectacle** : 16.00 **Gastro-nomie**. 16.05 **Les nouvelles et les pages de la 3**. 16.10 **Le jeu de la séduction**. 16.20 **Le tube de l'été**. 16.30 **Le jeu de la séduction** (suite). 17.00 **Feuilleton** : Vive la vie ! 17.30 **Le mariage enchanté**. 17.35 **Mickey**, Donald et Cie. 18.30 **Série** : Les papes. 18.35 **Feuilleton** : Fortuna. 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.35 **Deuxième** : Inspecteur Gadget. 20.00 **Jeu** : La classe. 20.35 **Série** : Opération Opa. Le cérémonial. Dans le parc national des Pyrénées, c'est le quatrième ours que l'on découvre assassiné. 21.30 **Portrait** : L'avidité. Malcolm Forbes. Le milliardaire et les montagnes. 22.25 **Journal**. 22.50 **Documentaire** : Ce jour-là, le monde change. 9. Les rayons et les ondes. 23.40 **Préface** à la nuit.

CANAL PLUS

14.00 **Cinéma** : Prémille blanches. Film français de Jacques Omerzuine (1986), avec M. Bonjenah, V. Lindon, V. Stiefen. Gentil polar parodique. 15.25 **Cinéma** : Le grand carnaval. O Film français d'Alexandre Arcady (1983), avec Ph. Noiret, R. Hanin, R. Berry, M. Meril. 17.35 **Cabou cadin**. 18.00 **Série** : Batman. 18.30 **Flash d'information**. 18.32 **Top 50**. 19.00 **Série** : Larry et Baldi. 19.25 **Jeu** : La

jeune de l'après-midi. 19.55 **Flash d'information**. 20.05 **Football**, les coulisses. 20.30 **Football** : Metz-Nice. Huitième journée du championnat de France. 22.30 **Flash d'information**. 22.40 **Cinéma** : Les cinquante-cinq jours de Pékin. Film américain de Nicholas Ray (1963), avec C. Hutton, A. Gardner, D. Lee. Une jeune femme se laisse séduire par un jeune paléontologue. Alain Isenmann a réalisé un hymne à l'amour où tout, dans la nature féconde, est symbole. L'idée est folle, mais le film ne tient pas la distance. Une jeune comédienne, Isabel Otero, est la seule à tirer son épingle du jeu. 22.10 **Flash d'information**. 22.20 **Cinéma** : La route des Indes. Film britannique de David Lean (1984), avec J. Davis, A. Guinness, V. Bamberjee, P. Ashcroft (v.o.). 0.55 **Cinéma** : Le dérangé. Film américain de Bert Gordon (1972), avec V. Edwards, C. Connors, N. Brand. Un polar efficace. 2.20 **Série** : Capitaine Nice.

LA 5

20.25 **Série** : Arabesque. 21.45 **Série** : Le renard. 22.45 **Série** : Mission impossible. De 23.35 à 3.20 **Références**. 23.35 **Les cinq dernières minutes**. 1.00 **Téléfilm** : SOS séjours. 2.35 **Série** : Arabesque.

M 6

20.30 **Musique** : Clip fréquence FM. Les animateurs de la FM à visage découvert. 15.20 **FM**, M6, M8, M9 (suite). 15.30 **Jeu** : Méga-jeu. Les Angeles (dernière partie). 16.15 **Jeu** : Clip combat. Deux vedettes du sport, du cinéma, de la chanson, s'affrontent en un combat musical. 17.05 **Série** : La petite maison. (rediff.). 18.00 **Journal**. 18.15 **Série** : La petite maison. Dans la pratique. Fred. 19.05 **Série** : Chacun chez soi. L'été. 19.30 **Série** : L'homme au katana. Les rougats. 20.25 **Jeu** : Strappel. 20.30 **Série** : Cagney et Lacey. 21.20 **Série** : Le Salaï. Le meilleur page. 22.15 **Journal**. 22.30 **Téléfilm** : Pêcheur solitaire. Un jeune homme passionné d'électronique prépare un caméscope très élaboré. 0.00 **Série** : Le Salaï (rediff.). 0.50 **Sony clips**.

FRANCE-CULTURE

20.15 **Mémoires du siècle**. Pierre Braunberger. 21.15 **Mémoires**, de Gilles Plazy. 22.15 **Musique** : 7^e Festival international de piano à La Roque d'Audoubert (enregistré le 21 août 1987 au parc de Florians). Les heures passées, 16 pièces pour piano, opus 65 (version originale pour piano seul), de Kocchlin, par Herbert Henck. 23.50 **Ensemble vocal**. Marthe Dietrich. 0.05 **De jour au lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

De 20.00 à 1.57, Les soirées de France-Musique. 20.00 **Concert** (en direct de Stuttgart) : Harold en Italie, symphonie pour orchestre et alto principal op. 16, de Berlioz ; Rondo et Juliette, ouverture fantastique de Tchaïkovski ; West Side Story, de Bernstein, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Giambiagi Gelmetti ; à 22.20, œuvres de Widor, Brahms, Monteverdi, Schubert, Mozart, Verdi.

Informations

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 27 août à 0 h TU et le dimanche 30 août à 24 h TU.

Si la journée de vendredi connaît encore un temps modéré dans le Midi et près des côtes de la Manche, le beau temps qui s'installera partout ailleurs apportera soleil et chaleur au fin de semaine.

Vendredi : sur les Pyrénées, le sud du Massif Central, Rhône-Alpes, et les régions méditerranéennes, il y aura des pluies orageuses le matin. Elles s'atténueront vers l'est au cours de la journée, et le soleil revaudra. Sur la Corse et la région alpine, les pluies persisteront jusqu'à la nuit.

Sur le Nord-Picardie, les Ardennes, le sud de la Lorraine et de l'Alsace, le ciel restera très nuageux et quelques petites pluies intermittentes se produiront durant la journée.

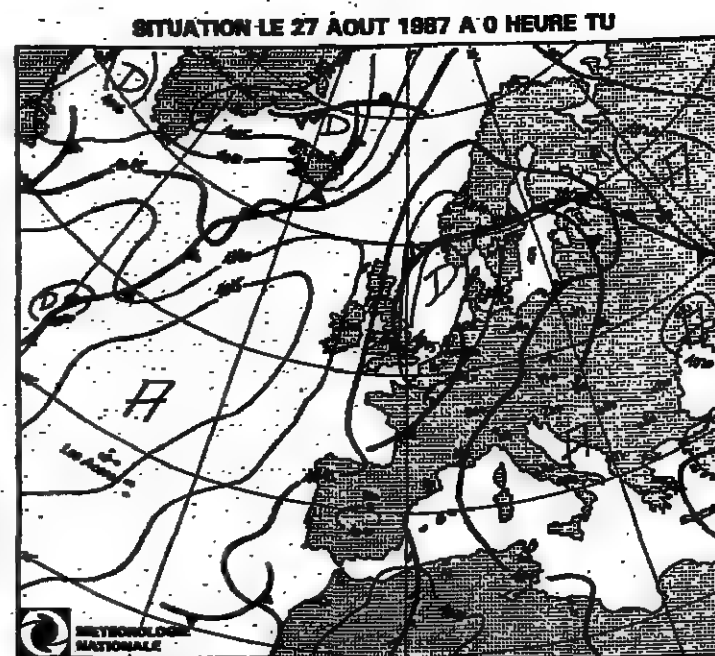
Partout ailleurs, après dissipation de quelques nuages matinaux, la journée sera ensoleillée. Toutefois, les nuages seront un peu plus nombreux près des côtes de la Manche dès le matin. Au cours de la journée, ces nuages pénétreront le Bassin parisien et l'ensemble du Nord-Est, mais il y aura des éclaircies. Les températures minimales seront de 11 à 13 degrés près des côtes de la Manche et près des frontières du Bassin, 10 à 11 degrés ailleurs dans l'intérieur et dans le Sud-Ouest, 12 à 14 degrés au pied des Pyrénées et sur Rhône-Alpes, et 18 à 20 degrés sur les régions méditerranéennes.

Les maximales ne dépasseront pas 18 degrés au nord de la Seine, seront comprises entre 18 et 21 degrés entre la Seine et la Loire, 21 à 24 degrés au général sur la moitié sud, et jusqu'à 25 à 28 degrés au pied des Pyrénées et dans le Midi méditerranéen. Les vents seront de nord-est modérés à assez fort sur le littoral atlantique, de nord modéré ailleurs. En Méditerranée, mistral et tramontane souffleront assez fort.

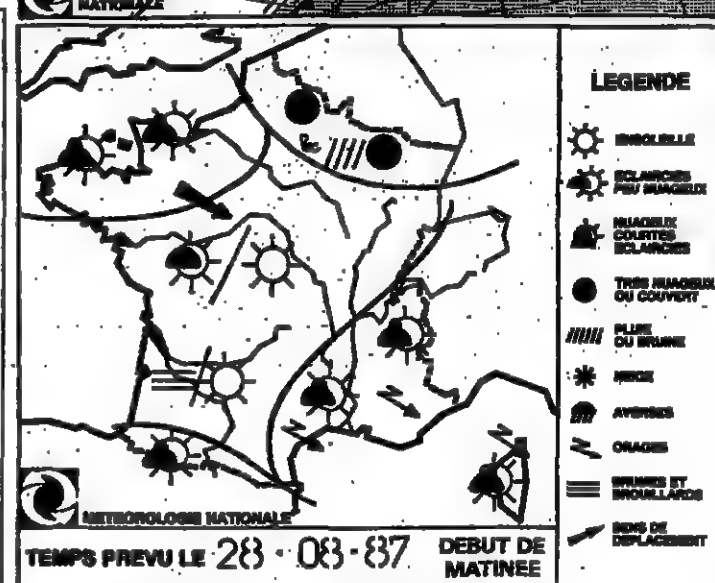
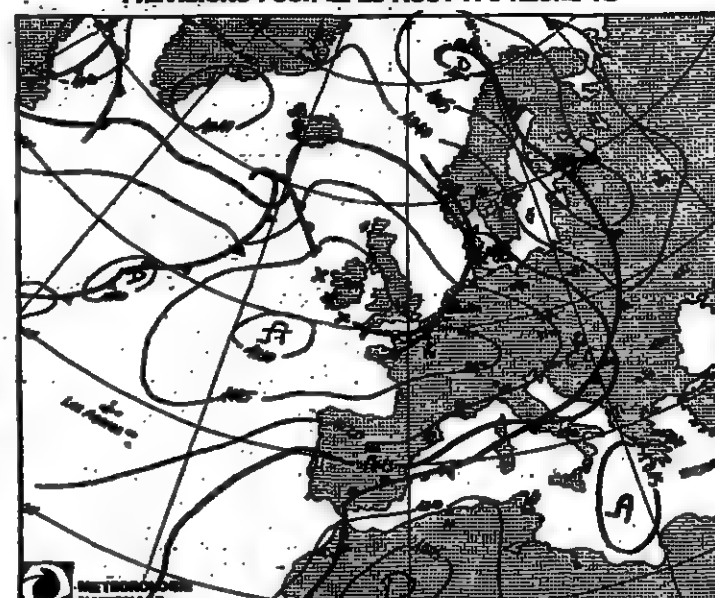
Samedi 29 et dimanche 30 août : le temps sera agréable sur notre pays, sec et bien ensoleillé. Toutefois, les nuages voleront le samedi près des côtes de la Manche.

Le vent d'est sera encore fort dans la nuit de samedi sur la Côte d'Azur, puis faiblira sensiblement.

Les températures seront douces et constitueront une hausse sensible en Manche. Une tendance orageuse se manifestera même dimanche soir sur les Pyrénées et l'Aquitaine.



PRÉVISIONS POUR LE 29 AOÛT A 0 HEURE TU



TEMPS PRÉVU LE 28 - 08 - 87 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 26-8 à 6 heures TU et le 27-8-1987 à 6 heures TU									
FRANCE	TOURS	PARIS	LYONS	MARSEILLE	NANTES	STRASBOURG	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D
27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D	27 15 D

Avec : temps, ciel, vent, pluie, neige, brouillard, orage, pluie, neige, brouillard, orage.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Audience TV du 26 août 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

NOM	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3
19 h 45	28,9	28,9	28,9	28,9	28,9	28,9	28,9
20 h 15	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2
20 h 45	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2
22 h 08	37,1	37,1	37,1	37,1	37,1	37,1	37,1
22 h 44	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4

Échantillon : plus de 200 foyers en Île-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

SAMEDI 29 AOÛT SUR FR 3 À 12 H 30

L'émission sera animée par Jean-Claude Brialy et réalisée par Alexandre Tarta.

CARRE ROUGE



Handwritten signature or text at the bottom of the page.

dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde

dossiers et documents



LA GUERRE D'ALGERIE

Il y eut d'abord la conquête, l'installation des colons et l'annexion sous couleur de départementalisation. Le 1^{er} novembre 1954, un petit groupe de conjurés sonne la révolte. La France va s'enliser dans la guerre. Pour faire revivre l'histoire de la tragédie algérienne, *Le Monde Dossiers et documents* a fouillé ses

archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte tous les épisodes : le proconsulat de Jacques Soustelle, les échecs de Guy Mollet, la « paix des braves » du général de Gaulle, la France au bord de la guerre civile, les « ultras » de l'OAS, la longue négociation d'Évian et le drame des harkis.

Le Monde Dossiers et documents

Rappelle également la chronologie détaillée des événements algériens et publie les portraits des principaux protagonistes.

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

14 F chez votre marchand de journaux

...ou par correspondance :

Le Monde
dossiers et documents

SPÉCIAL GUERRE D'ALGERIE

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nombre d'exemplaires : _____ X 18 F (telle d'expédition incluse) TOTAL : _____

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : Journal *Le Monde*, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

كتاب من اجل

REPÈRES

Indice commerciale

Record

Acte-Uns

Deuxième trimestre

Après le premier trimestre, l'indice commercial a augmenté de 4,4 % au cours du deuxième trimestre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

SOCIAL

Selon l'

L'emploi a augmenté de 0,5 %

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

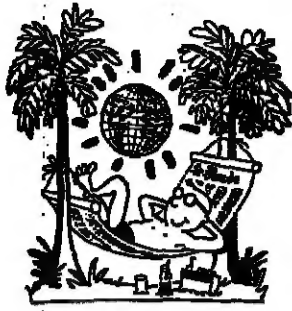
L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.

L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre. L'emploi a augmenté de 0,5 % au cours du deuxième trimestre.



REGARDS SUR L'ÉTRANGER

RFA : le souci de tout prévoir

Champions du monde des exportations, recordmen de la stabilité, les Allemands de l'Ouest ne cessent d'apparaître à leurs voisins comme des bienheureux dont on aimerait peiner les recettes secrètes. Après avoir été pendant des années les rois de la grosse industrie, n'en viennent-ils pas peu à peu à imposer des modes, comme ceux des automobiles rapides, les BMW ou autres Mercedes, voire à percer dans des créneaux où on ne les attendait pas de si tôt, comme le prêt-à-porter.

Obliés les promesses de la technologie américaine, de la logistique commerciale japonaise ! Dans un monde à peine convalescent de la dernière récession économique, les surplus de la balance commerciale ouest-allemande ont suffi pour redonner ses lettres de noblesse au bon vieux *made in Germany*. Il n'en a pas fallu plus pour que la presse spécialisée, dans les autres pays occidentaux, se fasse l'écho d'un nouveau « miracle » à l'allemande, gonflant d'importance un chancelier qui avait bien besoin d'une telle couronne de laurier pour faire oublier ses autres déficiences domestiques.

L'opinion de rigueur au sein du gouvernement ouest-allemand jusqu'aux élections législatives du 23 janvier dernier a pourtant fait place depuis à un attention plus prudente. Le projet de réforme fiscale annoncé à grand renfort de publicité, l'année dernière, préparé au ministère des finances, M. Genscher, Stollenberg, quelques incertitudes pour la rentrée. L'emploi, contrairement aux promesses faites par les chanciers du libéralisme local, n'a que peu profité de cette bonne conjoncture. L'économie allemande paraît avoir du mal, en cette rentrée, à trouver un nouveau souffle pour compenser ses exportations déclinantes du fait de la hausse du dollar. Les sceptiques s'interrogent à nouveau sur la capacité du pays à s'adapter à la troisième révolution industrielle.

Si les Allemands de l'Ouest doivent à quelque chose leur succès de ces dernières années, c'est pour beaucoup grâce à la capacité qu'ils ont eue d'anticiper les besoins d'une clientèle de plus en plus exigeante pour investir à temps et dans les bons créneaux. Associée à une tradition de qualité, l'agressivité des hommes d'affaires ouest-allemands n'a rien à envier à celle des japonais. Cela vaut aussi bien pour les géants de l'industrie que pour les petites et moyennes entreprises dont le dynamisme sur les marchés extérieurs est l'une des grandes forces de l'économie nationale, comparée, par exemple, à celle de la France. Ce n'est pas un hasard si les deux tiers des cas de coopération entre entreprises françaises et allemandes sont initiées de l'autre côté du Rhin, comme le montre une étude réalisée l'année dernière par un institut suisse pour le compte du gouvernement fédéral.

Une longue tradition commerciale

L'Allemagne de l'Ouest ne correspond pourtant pas toujours à l'image que l'on se fait souvent d'elle. Le système fiscal est lourd pour les entreprises. On y travaille plutôt moins qu'ailleurs. Essayez donc d'appeler un correspondant, même dans les étages supérieurs des entreprises, après la fermeture des bureaux, vers 4 ou 5 heures de l'après-midi, ou le vendredi vers 2 heures ! Combien ne seraient-ils pas étonnés en France de savoir que les cadres allemands qui viennent travailler dans les entreprises françaises ont le plus grand mal du monde à s'habituer à l'« autoritarisme » qui y sévit ! Quarante ans de « consensus social » dans les entreprises ont habillé à un système de relations sociales où chacun trouve sa place en étant soumis aussi peu que possible à l'arbitraire de la hiérarchie.

L'efficacité allemande ne s'invente cependant pas. Mais elle est surtout le fruit d'une longue tradition commerciale. A la charnière entre l'est et l'ouest de l'Europe, désolidarisée très vite de ses colonies, l'Allemagne s'est depuis longtemps adaptée aux nécessités d'une concurrence difficile. On y a appris à s'organiser en conséquence, à savoir répondre aux attentes de la clientèle, à s'adapter, pas plus les livraisons qui arrivent à l'heure qu'un congrès des vertes dont l'agencement parfait a toujours surpris les observateurs non prévenus.

Ce souci de tout prévoir dans son moindre détail a pourtant son revers. On est souvent étonné en Allemagne d'un manque de capacité d'innovation, d'improvisation. Alors que les Français se gorgent de « messageries » sur leurs minitels, l'utilisation grand public de l'électronique n'a encore fait qu'une apparition timide outre-Rhin. L'utilisation de la carte de crédit par exemple reste étonnamment peu développée, y compris dans les grandes surfaces.

D'une manière générale, les Allemands de l'Ouest observent avec la plus grande réticence cette quête de nouvelles frontières technologiques qui mobilisent l'imagination dans d'autres pays. L'information de la société, la découverte de l'espace, s'y heurtent à des réticences morales, inconnues en France et qui pèsent sur les comportements des acteurs économiques. Cela explique peut-être en partie cette difficulté de la RFA, malgré sa puissance économique, à jouer un véritable rôle de leader.

HENRI DE BRESSON.

★ Dans la série « Regards sur l'étranger », nous avons publié dans nos éditions du 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 27 août des articles sur la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Chine, la Suède, la Grande-Bretagne, la Canada et les Pays-Bas.

REPÈRES

Balance commerciale

Déficit record aux États-Unis pour le deuxième trimestre

Le déficit de la balance commerciale américaine, calculé sur la base de la balance des paiements, a atteint le chiffre record de 39,5 milliards de dollars au deuxième trimestre. Au premier trimestre, le déficit s'élevait déjà à 38,8 milliards de dollars.

Pendant le deuxième trimestre, les importations ont progressé de 4,3 %. Cette croissance est largement liée à l'augmentation des importations de voitures du Japon (+ 15 %) et de Corée (+ 80 %). Le déficit commercial avec le Japon s'est d'ailleurs creusé de près de 100 millions de dollars.

Les importations de pétrole ont, elles aussi, progressé : elles ont atteint 10 milliards de dollars, contre 8,7 milliards au premier trimestre. Les exportations ont progressé de 5 % par rapport au premier trimestre de l'année.

Assurance-maladie

Nouveau ralentissement des dépenses

Selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, le taux de croissance annuelle des dépenses d'assurance-maladie s'est élevé, fin juillet, à 5,9 %, contre 6,3 % fin juin. La déflation observée depuis janvier 1987 se poursuit, l'effet du plan Ségur se faisant particulièrement sentir pour la médecine de ville. Ainsi, les honoraires médicaux n'ont augmenté que de 4,4 % contre 4,5 % fin juin.

Si l'augmentation du nombre de jours couverts en juillet par rapport à juin joue pour les consultations (+ 0,4 point) et les actes codés en Z et Z3 (+ 0,2 point), elle s'annule par une nouvelle décélération pour les actes techniques codés en K et KC (- 0,6) et les visites (- 0,4).

Les prescriptions connaissent aussi une nouvelle décélération (+ 4,7 % au lieu de + 5,8 %) qui, selon la Caisse, de « la montée en charge de la réforme des exonérations du ticket modérateur pour affections de longue durée et de celle des conditions de remboursement des médicaments à 40 % ».

SOCIAL

Selon l'UNEDIC

L'emploi salarié a augmenté de 0,5 % au premier semestre

L'emploi salarié a fortement augmenté au cours du deuxième trimestre 1987, a indiqué l'UNEDIC, le mercredi 26 août. Une progression de 0,4 % des effectifs salariés en données corrigées des variations saisonnières, s'ajoutant au + 0,1 % enregistré au premier trimestre, permet à l'organisme paritaire, gérant le régime d'assurance chômage, d'estimer que le nombre de salariés s'est accru de 0,5 % au cours du premier semestre, soit soixante mille personnes environ. La hausse est d'ailleurs confirmée par le léger accroissement des rentrées de cotisations.

« Ce résultat présente l'évolution la plus favorable observée pour un premier semestre au cours des dix dernières années », commente l'UNEDIC dans son communiqué. Le mouvement, s'il se confirmait, signifierait un changement de tendance.

Toutefois, ces chiffres sont des estimations provisoires et sont établis à partir d'une extrapolation sur le comportement des entreprises de moins de dix salariés dont les comptes sont arrêtés plus tard.

Entre UNEDIC et INSEE, le chassé croisé se poursuit. On s'en souvient, l'UNEDIC avait apprécié négativement l'impact de l'emploi salarié en 1986 (- 0,1 %) alors que l'INSEE concluait à un mouvement positif (+ 0,3 %). Là encore, il faudra attendre des confirmations pour savoir qui cerne le mieux la réalité. Une tirade ne fait pas le printemps.

A. L.

CONJONCTURE

La préparation du budget 1988

M. Pierret (PS) dénonce le « laxisme » du gouvernement

« Le grand absent du budget 1988, c'est l'investissement. » C'est, mercredi 26 août, la préparation du projet de loi de finances pour 1988, M. Christian Pierret, député (PS) des Vosges, a indiqué l'un des axes de la critique socialiste pour le débat parlementaire sur le budget. Le groupe socialiste a bien l'intention de renouveler ses propositions en faveur d'une aide à l'investissement.

M. Pierret porte un jugement sévère sur le projet de loi de finances que prépare le gouvernement. « M. Balladur ne mène pas une politique d'économies et de rigueur, mais une politique électoraliste laxiste », estime l'ancien rapporteur du budget à l'Assemblée nationale. Ainsi, alors que déjà, cette année, les dépenses publiques augmenteraient plus vite que prévu (de 2,5 % à 3 % au lieu de 1,8 %), pour l'an prochain le gouvernement a prévu

une hausse des dépenses de plus de 2 %, alors même que le ministre d'Etat avait indiqué, en mai, au « Grand Jury RTL-Le Monde », qu'une progression de 1 % constituait une condition sine qua non pour pouvoir réduire impôts et déficits.

Pour M. Pierret, le gouvernement ne fait pas de réelles économies. Sur les effectifs de la fonction publique par exemple, il annonce que vingt mille postes seront supprimés. En fait, il s'agit, selon le responsable socialiste, d'un chiffre qui ne tient pas compte des créations de postes (environ quatre mille) et qui intègre les réductions d'effectifs prévus au P.T.T.

Seules, en définitive, « les privatisations - et les débudgétisations auxquelles elles donnent lieu - rendent ce budget confectionnable », estime M. Pierret.

ÉTATS-UNIS : un rapport sur la création d'emplois

Les petits salaires ont connu une « expansion disproportionnée »

« La grande machine américaine à fabriquer de l'emploi » fascine. Sempiternel sujet d'observation, son fulgurant succès, depuis 1982, étonne ou irrite. Elle ne cesse d'alimenter des débats contradictoires. A quelles conditions a-t-elle réussi ?

Sur cette lancinante question, un rapport, préparé pour le Congrès des États-Unis en décembre 1986 par M. Barry Bluestone et Bennett Harrison, respectivement professeurs d'économie à l'université du Massachusetts-Boston et au MIT, apporte un nouvel éclairage. Entre autres causes et conséquences, déjà soulignées, ils mettent en évidence « la prolifération » des emplois aux salaires peu élevés par « the great american job machine ».

La restructuration économique des années 80 a entraîné la perte d'emplois dans le secteur industriel, la croissance constante des activités de services et la réorganisation du travail, orientée vers les emplois à temps partiel, écrit-il. Mais elle s'est aussi accompagnée de la progression considérable des salaires faibles. « Si ce type de développement se poursuit, concluent-ils, le mode de vie d'une proportion grandissante de la main-d'œuvre américaine pourrait être significativement mis en danger ».

Alors que, durant les années 70, un emploi supplémentaire sur cinq était rémunéré moins de 7 000 dollars par an (valeur 1984), cela a été le cas pour six emplois nouveaux sur dix à partir de 1979, font observer les auteurs du rapport. Plus significatif encore : un déplacement massif s'est opéré autour du salaire moyen de 1973, estimé à 14 000 dollars (valeur 1984). Entre 1979 et 1984, le nombre de travailleurs qui touchaient un salaire égal ou supérieur à ce salaire moyen a diminué de 1,8 million. Pendant le même temps, le nombre de travailleurs qui gagnaient moins que ce salaire moyen a augmenté de 9,9 millions.

S'il y a bien eu création d'une quantité d'emplois de haut niveau au cours de cette période, toute la croissance d'emplois supplémentaires provoquée par le mouvement depuis 1979 provient des emplois qui sont moins payés que le salaire médian de 1973. Même si la catégorie des salaires moyens a légèrement crû au même moment, la progression s'est concentrée sur la zone plancher de ce sous-groupe (entre 30 % et 100 % du salaire moyen de 1973).

Les grands perdants de la mutation

Par son ampleur, le phénomène entraîne une modification profonde dans la structure du marché du travail, perceptible par plusieurs signes caractéristiques. De tous les groupes raciaux, les Blancs sont les grands perdants de cette mutation dans la répartition des salaires. Ils sont proportionnellement plus affectés que les catégories des travailleurs pauvres, habituellement recrutés parmi les femmes et les membres des groupes minoritaires. Entre 1973 et 1979, un emploi supplémentaire sur

que les femmes se rassemblent aux deux extrêmes.

Pour les représentants des minorités ethniques, hommes ou femmes, la tendance est au retour vers les salaires de bas niveau. Il y a même un retournement pour les Noirs qui, au cours des années 70, avaient profité d'ouvertures pour accéder à des emplois mieux payés.

Désindustrialisation plus prononcée

L'« expansion disproportionnée » des petits salaires est particulièrement sensible parmi les travailleurs jeunes, âgés de seize à trente-quatre ans. Comme ce mouvement ne se limite pas à eux, mais frappe également des salariés plus âgés, on ne peut pas y voir la conséquence de l'arrivée sur le marché du travail des générations du « baby boom ».

Toutes les régions sont marquées par cet affaiblissement des revenus du travail mais ce phénomène est plus prononcé dans le Midwest. Dans les États du centre-ouest, les salaires de catégorie moyenne et élevée ont perdu un million d'emplois entre 1979 et 1984 tandis que les plus bas augmentaient de 900 000, sous l'effet d'une désindustrialisation plus prononcée qu'ailleurs.

Il ne semble pas que cette « prolifération » des bas salaires, notent les auteurs, soit due au développement des emplois à temps partiel ou saisonniers. Certes, cela joue, mais la tendance est également manifeste pour les salariés à temps plein, certainement en raison de l'évolution intervenue dans les types d'emploi.

Les résultats obtenus par « the great job machine » apparaissent de la sorte moins satisfaisants que la lecture des statistiques ne le laisse croire. Mais les deux professeurs démontrent aussi que les scores obtenus ne sont pas comparables à ce que l'économie américaine était capable de réaliser dans ses meilleures années. Depuis 1981, le nombre d'emplois créés est certes élevé - près de dix millions en dépit de la sévère récession de 1981-1982 - mais ne correspond ni aux besoins ni au regard de la démographie, aux rythmes antérieurs.

La population active, (c'est-à-dire le nombre d'Américains qui travaillent ou veulent travailler) augmente plus vite que la croissance des emplois. Ce qui fait que, si le taux de chômage est inchangé ou s'améliore, le nombre absolu de demandeurs d'emploi s'élève de près de 500 000 personnes. En outre, l'économie américaine créait près de 1,8 million d'emplois par an entre 1976 et 1980. Depuis 1981, elle en a produit 200 000 de moins par an. Plus grave, l'expansion des secteurs des services, forte depuis les années 80, ne s'accompagne d'aucune création d'emploi dans les secteurs de production de biens. À partir de 1981, le bâtiment et l'industrie ont perdu plus de 500 000 postes de travail alors que les services étaient responsables de la totalité des créations nettes.

Cette redistribution du marché du travail entraîne une « expansion disproportionnée » des emplois à temps partiel, à la semaine, au mois, ou à l'année qui coïncide avec le passage d'un mode d'activité à un autre où les salaires réels sont plus faibles.

A. L.

Prévenir les travailleurs de leur licenciement

Pour permettre aux travailleurs de se reconstruire ou d'entreprendre une formation, des experts ont recommandé que, « au moins deux ou trois mois » à l'avance, ceux qui reçoivent notification de leur licenciement ou de la fermeture de l'entreprise.

Dans une étude réalisée pour le compte de l'Académie nationale des sciences et rendue publique au début d'août, la commission conseille au gouvernement fédéral de réaliser cette mesure, en y obligeant les employeurs ou en les incitant avec des taxes, pour améliorer l'ajustement des emplois provoqué par les mutations technologiques. Le marché du travail s'organiserait mieux « quand les salariés sauront à l'avance qu'ils vont perdre leur emploi et qu'ils disposeront de temps pour choisir une orientation et prendre des décisions pour leur nouvelle carrière ».

La notification est actuellement laissée à la discrétion des employeurs et n'aide pas aux recensements. Selon des indications fédérales, plus d'un tiers de tous les travailleurs ne se voient pas signifier par lettre qu'ils vont perdre leur emploi. Les employés le savent quatorze jours avant, en moyenne, les ouvriers syndiqués l'apprennent sept jours

avant et les ouvriers non syndiqués ne sont officiellement prévenus que deux jours avant.

Consacré aux effets, sur l'emploi, des mutations technologiques, le rapport des experts confirme que celui-ci entraîne le licenciement de travailleurs qui n'ont pas les compétences nécessaires pour s'adapter. De 20 % à 30 % de ces licenciés n'ont pas les bases en lecture et en mathématiques, mais, notent-ils, les politiques d'aide sont inadéquates pour ces travailleurs. Ils proposent au gouvernement fédéral, dans ce cas, d'élargir les programmes d'assistance, tant pour l'aide à la recherche d'emploi que pour le conseil et la formation.

Pour ceux qui sont indemnisés pendant vingt-six semaines, et qui ont commencé une formation, ils suggèrent qu'une période complémentaire d'assurance-chômage, également de vingt-six semaines, soit accordée. Ce soutien doit être accordé, disent-ils, à tous les « salariés déplacés » parce qu'ils ont perdu leur emploi à cause des nouvelles technologies, des importations moins coûteuses ou d'autres raisons. Il s'agit d'adapter la main-d'œuvre aux nouvelles conditions de la production, en secteur industriel comme dans les services.

AUSTRALIE

Vers une grève nationale dans les mines de charbon

Une grève nationale des trente mille mineurs de charbon australiens est « inévitable », a affirmé le président de la Fédération des mineurs après l'échec, le mercredi 26 août, des négociations engagées entre le gouvernement, les propriétaires des mines et le syndicat, pour tenter de prévenir les licenciements dans ce secteur rapporte l'Agence France Presse.

Les compagnies minières ont menacé de licencier mille cinq cents personnes si le gouvernement réduit comme il est prévu les dépenses du secteur. Un moratoire d'un mois, accordé par le premier ministre avant l'application de cette décision, expiré le vendredi 28 août. Selon les observateurs, le gouvernement fédéral ne pourra pas éviter un conflit national entre les mineurs et les propriétaires de mines.

Cette grève, s'ajoutant à celle qui, actuellement, arrête la production en Afrique du Sud (lire page 8), risque de perturber le commerce charbonnier mondial. L'Australie est en effet le premier exportateur du monde, avec 27 % des échanges, et l'Afrique du Sud le troisième. Ensemble, ces deux pays représentent environ 40 % des échanges mondiaux de charbon.

● M. Michel Noir en Tchecoslovaquie. — Le ministre français du commerce extérieur, M. Michel Noir, s'est rendu en Tchecoslovaquie, les lundi 24 et mardi 25 août, pour tenter de relancer les échanges commerciaux entre les deux pays. Ces échanges sont faibles (2,8 milliards de francs en 1986), et la France n'est que le sixième fournisseur de la Tchecoslovaquie, derrière la RFA, l'Autriche, la Suisse, l'Italie et la Grande-Bretagne. Des négociations ont été engagées pour des projets de coopération industrielle. On cite notamment un consortium hôtelier avec Compagnon-Bernard, la fabrication d'un moteur AX par Citroën pour une nouvelle Skoda et la fourniture de matériel aux stations de gazoduc par Hispano-Suiza.

● Prêt Eurotunnel : les banques japonaises les plus engagées. — Les banques japonaises sont de loin les plus engagées dans le prêt de 5 milliards de livres (environ 60 milliards de francs) accordé par cinquante banques au consortium franco-britannique Eurotunnel chargé de la construction et de l'exploitation du tunnel sous la Manche : leur contribution atteint près de 30 %, à hauteur de 1,44 milliard de livres. (AFP.)

26 AOUT

Cours relevés
1. 174. 20

26 AOUT

Cours relevés à 17 h 37

Règlement mensuel

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Composi- tion	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Composi- tion	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Composi- tion	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Composi- tion
AG S 1973	1904	1900	- 0.21		Orléans (ex. ICA)	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
C.A.F. 58	4298	4298	+ 0.64		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
C.A.F. 58	4298	4298	+ 0.64		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
C.C.F. T.P.	1140	1136	+ 0.42		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+ 1.61	
Orléans Ind. T.P.	1245	1247	+ 0.16		Orléans S. A. 2	782	780	+ 2.36	780	Localnet Interch.	780	780			134	280	90	+	

Comptant (selection)

[illegible]**SICAV** *(collection)*[illegible]

Second marché

LEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Arms Collette C.E.M.	4 80	2 90
1024	1027	Dowell	915	915	Massachusetts	247	250	328	230		
871	872	Dynac Oil, com.			M&M	675	685		165		
943	941	Easton Industrial	281	283	Molok	310	310		107 80		
438	438	East, S. Domestic	680	670	Omaha Ind.	685	685		455		
780	780	Eastman	30 80	30 80	Omaha Ind.	478	478		455		
378	378	Eastman	801	805	Om. Gas, Fr.	465	465		224		
465	465	Eastman	471	480	Park Cities	228	228		211		
1130	1170	Eastman	500	511	Parade	311	311		320		
746	744	Eastman	900	980	Par. Import	353	353		73 30		
1240	1251	ECC	283 80	281	Rand	1330	1400		1165		
350	350	ECC	224	224	Raytheon	1430	1430		1165		
2175	2185	ELC	140	140	Raytheon	1430	1430		1165		
938	940	ELC	317	307	Raytheon	1430	1430		1165		
320	320	ELC	210	210	S.E.P.R.	208	200	d	554		
1525	1525	ELC	713	700	S.E.P.R.	480	480		549		
225	228	ELC	289	288	S.E.P.R.	1650	1650		135 60		
1330	1330	ELC	370	370	Sigma Corp.	1020	1451		340		
101	101	ELC	388	388	Sigma Corp.	1100	1100		367		
918	920	ELC	210	210	Sigma	389	387		102 30		
400	380	ELC	158	157	Sigma	1000	1000		102 30		
3040	3070	ELC	480	480	TP	182	182		362 50		
2280	2271	ELC			Valeurs de France	382 50	382 50				

MINTEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

30116 Trappes, LE MONDIE pour BOURSE

Hors-cote

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS 26/8
	préc.	26/8	Achat	Vente			
louis (5 f.)	6 025	6 100	6 850	6 350	Or du Pape en barres	89420	89600
20	6 924	6 916			Or du Pape (en lingots)	89800	89800
100 francs (100 fms)	334 360	332 590	324	342	Or de France (200 f.)	821	821
50 francs (50 fms)	167 180	166 295	15 450	15 300	Or français (10 f.)	360	
20 francs (20 fms)	66 870	66 870	37	30	Plat minier (20 f.)	596	596
10 francs (10 fms)	33 435	33 435	18	14	Plat bruto (20 f.)	516	516
5 francs (5 fms)	16 717	16 717	9	9	Sous-or	3035	3036
2 francs (2 fms)	8 358	8 358	4	4	Plat de 20 dollars	1505	1505
1 franc (1 f.)	4 179	4 179	2	2	Plat de 10 dollars	753	
50 centimes (50 c.)	2 089	2 089	1	1	Plat de 5 dollars	376	
25 centimes (25 c.)	1 044	1 044	0,5	0,5	Plat de 10 francs	3385	3385
10 centimes (10 c.)	421	421	0,2	0,2	Plat de 5 francs	1692	1692
5 centimes (5 c.)	210	210	0,1	0,1	Or Laundrie	468	467 50
2 centimes (2 c.)	105	105	0,05	0,05	Or Zurich	467 50	467 50
1 centime (1 c.)	52	52	0,02	0,02	Or Hongkong	469 50	469 50

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS péc.	COURS 26/8
Or du Sello au baron	89420	89600
Or fin (au Saggio)	89800	89800
Pièce française (20 H)	821	821
Pièce française (10 H)	360	
Pièce italienne (20 H)	596	596
Pièce italienne (20 H)	518	518
Somma	664	664
Pièce de 20 dollars	3035	3036
Pièce de 10 dollars	1505	1505
Pièce de 5 dollars	855	
Pièce de 100 pesos	338	338
Pièce de 100 pesos	337	334
Or Londres	468 80	467 90
Or Zurich	469 50	467 50
Or Hongkong	468 40	468 85

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
3615 Tapez LEMONDE puis BOURS

